

Library



LIBRARY
COLLEGE OF PUGET SOUND
TACOMA, WASH.

THIS ITEM HAS BEEN
DISCARDED BY THE
UNIVERSITY
OF PUGET SOUND
COLLINS MEMORIAL LIBRARY

BERNARD
F. GOUTTENOIRE DE TOURY

Poincaré a-t-il voulu la Guerre ?

POINCARÉ — avec ISWOLSKY —
== contre GEORGES LOUIS ? ==

Préface d'Henri BARBUSSE

SIXIÈME MILLE



Éditions "**Clarté**"

12, Rue Feydeau, 12

PARIS

1920

A LA GRANDE MÉMOIRE DE JAURÈS, QUI
EN A ÉTÉ L'INSPIRATEUR, POUR UNE BONNE
PART, JE DÉDIE, RESPECTUEUSEMENT
LES QUELQUES LIGNES DE CETTE ÉTUDE.

F. G. T.

LIBRARY
COLLEGE OF PUGET SOUND
TACOMA, WASH.

PRÉFACE

Ce livre est important. Il apporte une pierre à un monument : celui de l'Histoire de la Guerre. Cette pierre est solide et ceux qui travailleront plus tard à édifier la vérité la laisseront à sa place et se serviront d'elle.

Gouttenoire de Toury ne s'est pas attaché à des généralités abstraites. Il a pris un fait, un seul. Il a dégagé du fouillis des événements politiques d'avant-guerre, à travers l'abondance des informations et des documents, un acte entre tous, et il s'est efforcé de le reconstituer et de le situer exactement. Besogne patiente et difficile, mais besogne utile parmi toutes, car c'est ainsi, peu à peu, par des voies positives, d'une façon lente, mais sûre et définitive, que se propage la vérité et aussi qu'avance la justice. Le fait autour duquel notre camarade a brillamment effacé les ténèbres et les grisailles est le rappel de M. Georges Louis, ambassadeur de France à St-Petersbourg. Ce rappel a été le premier acte politique de M. Poincaré après son élection à la Présidence de la République. Il avait été précédé d'une

tentative qui avait avorté sous les protestations comminatoires de l'opinion, en mai 1912, M. Poincaré étant alors Ministre des Affaires Etrangères et Président du Conseil. Il a paru nécessaire à Gouttenoire de Toury d'élucider, une fois pour toutes, l'attitude mystérieuse de M. Poincaré dans cette affaire. De toute évidence, il y a réussi. La modération, la clarté et la pénétration de sa critique obligent chacun à se faire, désormais, sur cet incident capital par ses conséquences et par sa signification, une opinion ferme. Les tractations que M. Poincaré a eues avec le funeste personnage qui remplissait à Paris les fonctions d'ambassadeur du Tzar, le comte Iswolsky, ne permettent plus de douter de la haute intrigue qui s'est ourdie à ce moment. Ce rouage mis à nu nous laisse voir d'un seul coup toute la machination complexe et méticuleuse dont les chancelleries détenaient alors les secrets. Ce rayon dans la nuit apporte ainsi plus de lumière révélatrice — et accusatrice — qu'il ne le semblerait au premier abord. L'auteur a pris soin de n'apporter pour éclairer graduellement son argumentation si nette, si homogène et si savante, que des documents qui sont à la portée de tous : des articles recueillis dans la Presse française et étrangère contemporaine des événements. Quelle somme de révélations enrichit celui qui s'efforce de réveiller ainsi sur tel ou tel sujet cette voix de

la Presse qui s'endort, semble-t-il, à mesure qu'elle a parlé et qu'on oublie trop facilement dans la fièvre quotidienne des informations neuves et des articles inédits. Et combien facilement, avec le recul du temps, les affirmations imprimées sur les feuilles passagères prennent toute leur valeur réelle d'aveux ou de mensonges !

Cette investigation parmi les journaux de toutes nuances donne, de plus, à l'historique de Gouttenoire de Toury un caractère vivant et un intérêt qu'il n'est pas exagéré de qualifier de passionnant : j'estime — pour me servir d'un rapprochement banal, mais parfois juste tout de même ! — que peu d'intrigues romanesques se liraient avec une attention plus excitée que cet exposé magistral et limpide d'un événement mêlé aux autres dans les coulisses gouvernementales d'alors. Les déductions que la sincérité et la véracité de l'auteur nous imposent, nous captivent tandis que se développe le scénario de ce roman qui a sur les romans policiers les mieux faits, l'avantage d'être réel et d'avoir pris, en finissant, une envergure terrible. Et on y entend, par coups, retentir les magnifiques prophéties méconnues de Jaurès.

Nul n'était mieux qualifié que Gouttenoire de Toury pour cette besogne de choix qui consiste à sauver à la fois de l'erreur et de l'oubli une parcelle de vérité. C'est un homme

dont la conviction est imposante, parce que, plus qu'un autre, il a eu des efforts et des sacrifices à faire pour se créer une croyance sociale. Les circonstances de sa destinée n'étaient pas propices aux idées hardies et rénovatrices. Lorsqu'il est revenu mutilé de la grande catastrophe, il lui a fallu un courage civique et une force morale très haute pour aller chercher, à travers les explications courantes et les opinions admises, l'âpre et exigeante certitude. Il n'a jamais reculé devant les conséquences d'une recherche libre — plus encore : libérée — et c'est ainsi que ce privilégié s'est placé dans nos rangs de protestataires et de révoltés. Certes, une cause vaut par elle-même ; aucune adhésion n'honore un grand idéal, mais on peut dire que des adhésions de cette nature montrent à tous combien un idéal est honorable.

On sait l'œuvre de propagande de plus en plus claire, de plus en plus forte, de plus en plus complète, qu'il a accomplie parmi les Anciens Combattants. Beaucoup de ceux-ci sont venus à nous par le contact de la loyauté et de la sincérité irrésistibles qui émanent de lui. Aujourd'hui, il s'attache à rechercher avec sérénité les causes des événements, à travers les ruines sanglantes de ces dernières années. Il a compris, et combien il a raison, que l'arme des idéalistes que nous sommes, des rêveurs méthodiques qui prétendent mal-

gré tout tracer parmi les infamies et les absurdités actuelles, les belles lignes d'un monde meilleur, c'est la calme vérité. Il la respecte scrupuleusement et il ne la montre que lorsqu'elle se montre elle-même. Son livre a, indépendamment de son intérêt dramatique et de son apport documentaire, une valeur d'exemple.

Henri BARBUSSE.



AVANT-PROPOS

La doctrine socialiste, en matière de responsabilités de la guerre, est formelle : l'organisation capitaliste de la société est la cause profonde et certaine de toute guerre. Les gouvernements, aux mains des puissances financières, avides de matières premières, de débouchés, de moyens de transport, préparent constamment les conflits par l'opposition de leurs convoitises, par l'entretien de leurs armées et un jour vient — que quelques-uns, parmi les responsables, n'ont même pas prévu — où les malheureux peuples se trouvent jetés les uns contre les autres dans l'horreur sanglante qu'est la guerre contemporaine.

Et la doctrine socialiste dit vrai, je n'en veux pour preuve que le triste spectacle offert par l'Europe et par le monde aussi longtemps qu'a duré la guerre et depuis que lui a succédé ce que d'aucuns prétendent être la paix : une organisation sociale qui, prétendant défendre la Justice, la Liberté et la Paix, prolonge pendant des mois et des années un pareil bain de sang pour aboutir au chaos actuel, ne peut inspirer de sympathie, même à ceux qui en profitent que s'ils sont irrémédiablement aveugles. Sentimentalement, elle est répudiée par tout homme qui a un cœur pour s'émouvoir devant la misère humaine : de mê-

me que scientifiquement elle a été condamnée par la grande voix de Karl Marx, dont nous voyons, aujourd'hui, se réaliser les vues prophétiques.

Mais ces responsabilités de la guerre, qui sont éparses dans le monde entier, dont toutes les nations, en régime capitaliste, portent une part, petite ou grande, elles sont incarnées en la personne de certains hommes qui, ayant assumé et, la plupart du temps, recherché, par tous les moyens, le pouvoir, ont été les exécuteurs des gestes malfaisants qui étaient l'expression de la structure mauvaise de la Société.

Parmi ces hommes-là, pour être justes, il nous faut, malgré certaines apparences, admettre deux catégories.

Les uns, instruments aveugles d'une fatalité inéluctable, ont conduit les peuples à la guerre, tout en faisant, personnellement, effort pour leur conserver la paix.

D'autres, par ambition personnelle ou par incompetence — celle-ci non moins coupable, puisque rien ne les forçait à prendre le pouvoir — ont, délibérément, abandonné les voies de la prudence et de la sagesse les plus élémentaires, pour accepter — au nom des peuples qui ne les avaient pas mandatés pour cela, bien au contraire et c'est là leur crime ! — le risque des pires éventualités.

En écrivant ces lignes, il m'est impossible

de ne pas évoquer le duel tragique qui se livra, tout le long de l'année 1911, au lendemain du « Coup d'Agadir », entre Caillaux d'une part, appuyé par Jules Cambon et notre ambassade à Berlin, et, de l'autre, De Selves, instrument et prisonnier des bureaux du quai d'Orsay — ce duel, dont les péripéties sont restées si longtemps dans l'ombre et sur lequel les débats de la Cour de Justice viennent de jeter enfin la pleine lumière.

Il est de toute évidence qu'entre la mentalité de ces deux catégories d'hommes, il n'y a pas de commune mesure, les uns ayant fait tout ce qui dépendait d'eux pour écarter de leur pays et du monde, la catastrophe menaçante, tandis que, les autres, « d'un cœur léger », — ils auraient pu l'affirmer aussi bien qu'Emile Ollivier — envisageaient la solution brutale dont nous savons, aujourd'hui, plus que jamais, ce qu'elle vaut.

Et il n'est pas douteux non plus que, dans l'état actuel de la Société et malgré la certitude que le capitalisme engendre, tôt ou tard, la guerre, — il n'est pas douteux qu'il n'est pas indifférent, pour les peuples, de voir présider à leurs destinées, des hommes de l'une ou l'autre de ces deux races. Qui peut dire quelles souffrances n'auraient pas été épargnées à l'humanité si, au mois de juillet 1914, et surtout dans les mois qui ont précédé, il s'était trouvé à la tête d'un seul des gouver-

nements, un Caillaux, profondément désireux de conserver la paix et surtout délibérément convaincu des dangers et de l'absurdité de la solution belliqueuse ? Qui peut affirmer que l'échéance de la guerre, une fois encore reculée, n'aurait pas permis de gagner, sans les monstrueuses hécatombes que nous avons connues, le havre de paix que sera la Société affranchie de la domination des puissances d'argent ?

Il y a donc, à côté des grandes causes profondes, qui revêtent, les choses étant ce qu'elles sont, un véritable caractère de fatalité, des responsabilités individuelles et, quelquefois, collectives (voir l'attitude du Quai d'Orsay) qu'il est loin d'être inutile de situer et de proclamer. Ainsi que le disait Jaurès, dans son discours du 11 décembre 1911, sur l'accord Congo-Maroc, répondant à ceux qui prétendent « à toutes les heures graves, et quand se manifestent les conséquences des erreurs et des fautes accumulées..., qu'il ne faut pas s'attarder aux récriminations et aux gémissements, mais se tourner résolument vers l'avenir », « effacer les responsabilités, ce serait effacer l'histoire, ce serait retrancher la leçon des événements, voiler les lumières qu'une expérience cruelle peut jeter sur notre action de demain; ce serait retirer à la nation le bénéfice des épreuves qu'elle a subies et des fautes même qu'elle a commises ».

Il est donc bon, il est salutaire, il est nécessaire, pour tenter d'écarter à jamais de nous l'ombre mortelle qui, depuis tant d'années, couvre l'Europe et le monde, de rechercher et de dénoncer les responsables, où qu'ils puissent se trouver. Au surplus, il y aura là encore un autre avantage pour ceux qui pensent profondément que la vraie cause du mal est dans le régime social actuel : les hommes dont les enquêtes pourront établir les fautes ou les crimes sont, directement, des produits de ce régime; à faire publiquement leur procès, c'est celui de la Société elle-même qui s'amorce, c'est l'édification de bien des consciences qui commence, c'est l'erreur et le mensonge condamnés et la venue au jour — enfin ! — de la vérité, source de tout bien.

Voilà pourquoi, ancien combattant, longtemps dupe des bourreurs de crâne qui nous demandaient de souffrir et de tenir pour le Droit, pour la Liberté, pour la dernière guerre, je suis intimement persuadé qu'il n'y a pas de meilleur moyen, pour travailler à atteindre notre idéal, que de démasquer et de flétrir les responsables, lorsqu'ils sont connus et d'attirer l'attention sur tous ceux sur lesquels peuvent peser des présomptions, quelles qu'elles soient.

Voilà pourquoi, lorsqu'au printemps dernier, il s'est agi, au Comité Central de l'Association Républicaine des Anciens Combattants,

de rédiger le texte d'une affiche de solidarité avec Raymond Lefebvre qui avait dénoncé — sous une forme qui n'était ni de mon goût, ni, je n'en doute pas, du sien (la phrase : « Poincaré a mérité 12 balles dans la peau ! » avait été lancée dans l'auditoire) — les responsabilités de Poincaré dans la guerre, voilà pourquoi je n'ai pas hésité à prendre ma part d'une accusation qui n'est pas encore une condamnation, mais que bien des présomptions — pour ne pas dire plus — justifient.

Au premier rang de ces présomptions figurent, à mes yeux, les événements qui font le sujet des lignes qui vont suivre :

Poincaré, au cours des années 1912, 1913, 1914, a-t-il été l'homme de la politique du comte Iswolsky, ambassadeur de Russie à Paris, contre la politique de M. Georges Louis, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg ?

Telle est la question que j'entends poser en m'appuyant sur une documentation puisée dans la presse de cette époque, si fertile en événements dramatiques.

Poser la question, ce n'est certes pas la résoudre. Mais, des faits que je vais relater, il se dégage une telle impression de trouble et d'obscurité, qu'il faudra bien que des précisions soient apportées, et nous saurons enfin si nous pouvons faire fond sur ce que je crois devoir être l'un des piliers les plus solides de l'accusation contre l'ancien Président de la République.

PREMIERE PARTIE

L'Alerte de Mai 1912

Iswolsky et Georges Louis

C'est le 14 janvier 1912 que se constitua le ministère Poincaré (1), à la suite d'intrigues consécutives aux négociations et au traité franco-allemand Congo-Maroc, qui furent menées, au Sénat, particulièrement par Clemenceau, Poincaré et De Selves. Le Président du Conseil se réservait le ministère des Affaires Etrangères.

Quelle était, à ce moment, la situation politique, au point de vue extérieur, en Russie ?

Une citation d'un article de la *Tribune Russe* de novembre 1912 (signé Roubanovitch) nous en donnera une idée assez exacte : « Deux politiques, écrit-il, sont actuellement aux prises dans les sphères gouvernementales de Russie; les uns, partisans de la guerre, veulent rétablir le prestige militaire du tsarisme,

(1) *Justice* : BRIAND; *Intérieur* : STEEG; *Guerre* : MILLERAND; *Marine* : DELCASSÉ; *Finances* : KLOTZ; *Travail* : BOURGEOIS; *Colonies* : LEBRUN; *Instruction Publique* : GUIST'HAU; *Agriculture* : PAMS; *Commerce* : VIVIANI; *Travaux Publics* : J. DUPUY; *Intérieur* : F. DAVID; *Finances* : René BESNARD; *Beaux-Arts* : Léon BÉRARD; *P. T. T.* : CHAUMET.

soumettre, en Extrême-Orient, la Mongolie, conquérir, une bonne fois, le nord de la Perse, annexer un morceau de l'Arménie Turque, ouvrir les Dardanelles et occuper... Constantinople. C'est dans ce but qu'ils cultivent l'enthousiasme chauviniste des foules, espérant noyer sous une vague de nationalisme, la Révolution naissante et, déchirant le manifeste d'octobre, rétablir la pure autocratie d'avant 1905.

Les autres, se rendant compte de l'extrême faiblesse militaire et navale de la Russie et redoutant, pour elle, un nouveau Tsoushima et un nouveau Moukden, penchent pour la circonspection.

Que la slavophilie, mal comprise, arrive à soulever les masses et la guerre, en Russie, devient inévitable ! »

Les principaux tenants de ces deux politiques, les deux hommes en qui, pour la cour, en Russie, pour les sphères gouvernementales et diplomatiques, partout ailleurs, elles s'incarnaient respectivement l'une et l'autre étaient, d'une part, pour la politique de prestige et d'impérialisme, le comte Iswolsky et, de l'autre, pour la politique de prudence et de sagesse, M. Georges Louis.

Le comte Iswolsky était toujours sous le coup de l'échec diplomatique que lui avait infligé, alors qu'il présidait, à Pétersbourg,

aux destinées du Pont-aux-Chantres (1), le ministre des Affaires Etrangères d'Autriche-Hongrie, baron d'Ærenthal, lorsque celui-ci, sans crier gare et sans coup férir, mit la main sur la Bosnie-Hertzégovine (6 octobre 1908), ainsi que le rapporte Milioukow, dans « La crise balkanique et la politique de M. A. D. Iswolsky », lorsqu'il écrit (2) : « Le baron d'Ærenthal, vieil ami de feu P. X. Schwanebach, qui lui donnait, à Saint-Pétersbourg, les renseignements les plus précis sur la faiblesse intérieure de la Russie, faisait un calcul fort exact. La Russie ne pouvait pas, à cette époque, s'occuper sérieusement des affaires balkaniques. Et le baron d'Ærenthal se hâta de profiter de « notre faiblesse ».

Le baron d'Ærenthal, on le voit, avait, une fois de plus, mis en pratique la politique « des mains libres ». Jugeant que personne, pour le moment, n'était en mesure de les lui lier, il les avait prestement appesanties sur des peuples incapables de se défendre, et le concert européen n'avait pas bronché.

Le comte Iswolsky, en 1912, était toujours sous le coup de cet échec, qu'il considérait comme personnel et il brûlait de le réparer en se livrant, pour la Russie, à quelque acte de rapine et de brigandage, analogue à celui dont

(1) Ministère des Affaires Etrangères.

(2) St-Pétersbourg, 1910.

s'enorgueillissait d'Ærenthal, au compte de l'Autriche-Hongrie.

Pensant arriver plus facilement à ses fins et manœuvrer plus à l'aise sur l'échiquier européen, Iswolsky, dont la puissance à Saint-Pétersbourg était grande et qui menait, à son gré, le Président du Conseil Kokovtsoff, avait échangé son poste de ministre des affaires étrangères (auquel lui avait succédé Sasonoff, sa créature, venant de l'ambassade de Rome) pour celui d'ambassadeur à Paris, où il devait faire preuve — trois fois hélas ! — d'une habileté et d'une rouerie dont nous savons trop ce qu'elles ont coûté à l'humanité !

Cependant, l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, était, depuis le mois de juin 1909, M. Georges Louis.

Diplomate de carrière, homme d'expérience et de haute conscience, il était apprécié dans les termes suivants par le journal « *Le Temps* », au moment même du grave incident de mai 1912, dont il va être question : « Quand, au mois de juin 1909, le gouvernement russe accepta avec satisfaction la désignation de M. Louis, il trouva dans cette désignation même, la preuve de la volonté qui animait le gouvernement français de donner à la politique franco-russe le maximum d'intimité. Directeur des affaires commerciales depuis 1902, des affaires politiques depuis 1904, M. Georges Louis était, de tous les can-

didats possibles à l'ambassade de Saint-Petersbourg, le plus complètement informé des affaires qu'il allait avoir à traiter... »

Au surplus, je ne m'attarderai pas, pour le moment, à des citations qui fourniraient la preuve de la haute estime en laquelle Georges Louis était tenu par les spécialistes de toutes opinions — citations qui trouveront naturellement leur place au cours de ce récit. Qu'il me suffise de souligner qu'en octobre 1911, Georges Louis fut appelé à passer plusieurs semaines au Ministère des Affaires Etrangères, laissant son ambassade à un collaborateur. Or, octobre 1911, c'était la période aiguë du grave conflit qui s'était élevé, à propos des négociations franco-allemandes Congo-Maroc, entre le Président du Conseil, Caillaux et son ministre des Affaires Etrangères, De Selves. Cette coïncidence, n'est-il pas vrai, en dit long au sujet de la confiance dont jouissait notre ambassadeur et de l'influence qu'il exerçait dans les milieux diplomatiques et politiques.

Bref, autant les conceptions du comte Iswolsky, en matière de politique extérieure, étaient impérialistes, audacieuses, hasardeuses et sans scrupules, autant celles de Georges Louis étaient droites, pondérées, sages et prudentes.

Dans les sphères gouvernementales et diplomatiques de Pétersbourg et de Paris no-

tamment, ces deux politiques antagonistes s'opposaient en toutes circonstances, si bien que les noms d'Iswolsky et de Georges Louis étaient devenus synonymes de guerre et de paix.

Les bruits avant-coureurs du coup de théâtre du 17 Mai

Le premier indice que j'ai trouvé, dans la presse, des bruits qui couraient, depuis l'avènement du ministère Poincaré — était-ce une simple coïncidence ? — au sujet de l'ambassadeur Georges Louis et de son rappel de Saint-Pétersbourg, se trouve dans le numéro du *Temps* du 13 mai 1912.

Dans les nouvelles de l'étranger, à l'article : Autriche-Hongrie, sous le titre : « Les visites françaises à Vienne », il est question, d'abord, de la visite de Deschanel à Vienne, puis des bruits qui ont couru du remplacement de Crozier, notre ambassadeur à Vienne, par Doumer, qui était allé à Vienne aussi, quelque temps auparavant, puis par Deschanel. *Le Temps* ajoute, ensuite : « Notre correspondant de Berlin nous télégraphie sur le même sujet : « Rapportons enfin une autre hypothèse qui fut émise et d'après laquelle ce serait M. Louis, qui irait à Vienne, tandis que

M. Deschanel deviendrait ambassadeur à Saint-Pétersbourg... »

On sait la valeur qu'il faut attribuer à la formule : « notre correspondant de X... nous télégraphie » et que l'étanger a bon dos pour assurer la tâche de répandre telle ou telle nouvelle à laquelle on pense donner par cet artifice, un peu trop simple pour qu'on n'en aperçoive pas la ficelle, un cachet d'authenticité ou de vraisemblance, au moins auprès du grand public, trompable et bafouable à merci.

Toujours est-il que, venue de Berlin, ou tout simplement de Paris, l'information lancée par *Le Temps* n'était que l'une des formes multiples que prenait, je l'ai dit, depuis l'avènement de Poincaré aux affaires, le bruit du rappel de notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg.

De ce rappel, des officieux complaisants donnaient à l'avance, les explications les plus étranges : M. Georges Louis n'était pas assez mondain, n'avait pas de relations suffisantes, son allure effacée ne plaisait pas à la cour du Tsar de toutes les Russies. M. Georges Louis et surtout sa famille avaient une santé trop fragile pour supporter le climat rigoureux de la Russie. M. Georges Louis allait remplacer tel ou tel diplomate dans tel ou tel autre poste. Tels étaient les bruits qui couraient constamment dans les sphères officielles, gouverne-

mentales et diplomatiques, et jusque dans les milieux mondains, dans les salons qui n'ont pas renoncé à surveiller la politique extérieure de la République et à prétendre même la diriger.

Les amis fidèles de notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg, ses proches — et au premier rang Mme Georges Louis qui vécut ce mois-là à Paris, preuve que son état de santé et celui de ses enfants ne gênaient en rien la mission de son mari — avaient beau rectifier et démentir : pour une raison ou pour une autre, à en croire une rumeur sourde qui courait et se propageait depuis quelques semaines, M. Georges Louis n'était plus possible à Saint-Pétersbourg.

Telle était la situation à la veille du coup de théâtre du 17 mai 1912.

Le coup de théâtre du 17 Mai 1912

Le 17 mai parut, dans l'*Echo de Paris*, un article de Marcel Hutin, qu'il me faut citer en entier, vu son extrême importance. Je profite de l'occasion qui se présente pour m'excuser, d'une façon générale, des autres citations nombreuses et étendues que je vais être forcé de mettre sous les yeux du lecteur. Aussi bien, cette documentation est plus élo-

quente et instructive que le meilleur commentaire.

Sous le titre et les sous-titres suivants :

Indiscrétions et Interviews. — La situation de notre Ambassadeur en Russie. — MM. Sasonoff et Iswolsky demandent le rappel de M. Louis.

Marcel Hutin écrivait :

« Au dernier Conseil des Ministres, à Rambouillet, il n'a pas été seulement question de l'ambassade de Vienne, qui va être dévolue à M. Dumaine.

« M. Poincaré a également mis ses collègues au courant de la situation de notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg et des démarches pressantes et insolites qui ont été faites auprès du Président du Conseil, ministre des Affaires Etrangères, par M. Iswolsky, ambassadeur de Russie à Paris, tendant au rappel de M. Louis.

« Par un sentiment de réserve qui n'étonnera pas les lecteurs de *l'Echo de Paris*, nous nous étions refusés, jusqu'à ce jour, bien qu'au courant de cet incident, à y faire la moindre allusion, dans l'espoir que les difficultés de personnes s'aplaniraient et que pas l'ombre d'un dissentiment dans les relations entre les deux puissances amies et alliées, ne subsisterait après un règlement amical.

« Il n'en est malheureusement rien encore.

« Dans les milieux diplomatiques, aussi bien que dans le monde politique, chacun prétend émettre sa version de l'incident que je vais exposer brièvement, mais exactement.

« Il y a une dizaine de jours, M. Iswolsky, ambassadeur de Russie à Paris, se rendait chez M. Poincaré pour l'entretenir de la situation de M. Louis, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, et exposer les raisons pour lesquelles il apparaissait que notre représentant ne pouvait demeurer plus longtemps à son poste. M. Sasonoff, ministre des Affaires étrangères, se plaignait que ses projets, aussi bien relatifs à la médiation des puissances dans la guerre Italo-Turque qu'à la politique d'entente à adopter en Orient etc..., n'étaient pas compris à Paris. Il apparaissait à la Chancellerie Russe que M. Louis affectait de ne pas vouloir transmettre les vues de M. Sasonoff à Paris, comme il le souhaitait.

« Cette démarche d'un ambassadeur d'une puissance amie et alliée comme la Russie, visant au rappel de notre ambassadeur, a paru quelque peu... contraire aux usages diplomatiques, quels que fussent les griefs invoqués. Les services rendus par M. Louis, son expérience des affaires politiques sont tels que tout naturellement, le chef du gouvernement prit chaleureusement sa défense. La question

d'un changement du titulaire au poste de Saint-Pétersbourg viendrait à son moment, mais il n'y avait aucune nécessité de brusquer les choses, d'autant moins que l'intention du Président du Conseil était de rendre à M. Sasonoff, la visite que celui-ci fit à Paris l'hiver dernier et de profiter de son séjour à Saint-Pétersbourg, l'été prochain (1) pour causer avec MM. Kokovtsoff et Sasonoff, de toutes les questions intéressant la politique des deux nations.

« Mais M. Iswolsky est revenu à la charge, faisant notamment grief à M. Georges Louis, de ne pas aller dans le monde, de ne pas recevoir, bref de vivre d'une façon effacée et nullement en harmonie avec la situation d'un ambassadeur de France.

« Comme conséquence de l'incident, on a évidemment envisagé le remplacement de M. Louis.

« Le poste de Saint-Pétersbourg aurait été offert à M. Paul Deschanel, qui l'aurait décliné. Mais, je crois savoir qu'une solution de ce différend doit intervenir dans un délai assez bref.

(1) C'est là — à ma connaissance — la première allusion, dans la presse, au premier voyage de Poincaré en Russie, à ce premier voyage qui fut suivi d'un autre pendant lequel se déclina, sur le monde, la grande catastrophe !

« On estime, d'autre part, que, dans ce cas la situation de M. Iswolsky, à Paris, deviendrait assez difficile ».

Cet article, en première page d'un journal quotidien, dont les attaches avec le Quai d'Orsay étaient bien connues, et qui se piquait d'être le mieux informé en matière diplomatique, cet article d'allure officieuse fit, tout naturellement, grand bruit, non seulement à Paris, mais en Europe, et chacun se demandait ce qu'il pouvait y avoir de vrai et de faux, parmi les informations apportées.

Il y avait là, une fois de plus, comme toujours dans notre grande presse asservie aux puissances financières par l'intermédiaire des gouvernements — il y avait un savant dosage de vérité et de mensonge qui apparaîtra au cours des citations qui vont suivre; mais il est une inexactitude que je tiens à marquer tout de suite, à cause de son importance.

Il est dit que le chef du gouvernement — M. Poincaré — « prit chaleureusement la défense » de M. Georges Louis contre les attaques de M. Iswolsky. Or, la défense ne dut pas être bien chaleureuse — en tous cas, elle ne triomphe pas de l'hostilité d'Iswolsky — *puisqu'elle n'empêcha pas l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg de recevoir, presque immédiatement, une dépêche lui enjoin-*

gnant, comme un devoir patriotique, de demander son rappel (1).

Georges Louis, qui considérait, lui, comme un devoir patriotique de rester à son poste pour y combattre l'influence funeste et les plans machiavéliques d'Iswolsky, avait immédiatement demandé à venir s'expliquer à Paris et, avant de quitter son ambassade, il avait saisi de l'incident le président du Conseil Kokovtsoff. Celui-ci avait protesté avec la dernière énergie contre l'initiative prêtée à Iswolsky et affirmé qu'il n'y avait — lui ni son gouvernement — aucune part de responsabilité. L'affaire avait probablement été combinée entre Iswolsky et Sasonoff.

Quoiqu'il en fût, Georges Louis était à Paris le 16 mai, et l'article de l'*Echo de Paris* paraissait le matin du 17. Il y avait probablement là plus qu'une coïncidence : Le scandale allait éclater. Les noms allaient être prononcés. L'inspireur de l'article de Marcel Hutin pensa probablement qu'il fallait prendre les devants. A mettre lui-même la mèche

(1) La dépêche était signée de Paléologue, directeur des affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères. Paléologue venait d'être rappelé de Roumanie, où il était ministre de France, par M. Poincaré.

Il est bon de noter que Paléologue était en relations intimes avec le grand-duc Paul, qui habitait, alors, Neuilly-sur-Seine, et était inféodé, bien entendu, à la politique du comte Iswolsky.

dans l'explosif, il espérait pouvoir plus facilement canaliser les effets de l'explosion et c'est bien, en effet, ce qui arriva, au moins momentanément.

Le soir même du 17 mai, parut, dans la *Liberté*, l'article suivant, signé G..., auquel la personnalité de son auteur, Gandolphe (1), attache une importance particulière :

Polémique et Diplomatie. — Un nouvel incident. — M. Louis mis en cause.

« La diplomatie française a reçu, depuis quelque temps, les directions les plus désordonnées, et parfois les plus néfastes. Il restait à lui infliger cet affaiblissement suprême d'en abandonner publiquement la direction à des fantaisies étrangères.

« Un journal du matin annonce aujourd'hui avec un grand luxe de précisions, que MM. Sasonoff et Iswolsky, ayant réclamé le rappel de M. Louis, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, le gouvernement s'apprête à faire droit à ces exigences.

« Le ministre des Affaires étrangères n'a cru devoir sanctionner que par un silence passif cette information, qui a déterminé dans

(1) Gandolphe était le porte-parole de Maurice Herbette.

les milieux politiques, une émotion légitime.

« Voici donc, une fois de plus, posées et traitées « sur la place publique » les plus délicates questions où tiennent la sûreté et la dignité de notre action extérieure. Nous avons fixé déjà notre sentiment sur cette transformation de la diplomatie en polémique. Mais, l'opinion française qui entend avec stupeur ces dénonciations presque quotidiennes, a le droit de connaître l'exacte vérité. Nous en poursuivons ici l'exposé impartial, à l'écart de toutes questions de personnes et à la seule clarté des faits.

« L'hostilité personnelle dont M. Iswolsky témoigne à l'égard de M. Louis n'est ni nouvelle ni mystérieuse. M. Iswolsky s'est improvisé, depuis bientôt deux ans, le champion d'une politique russe dont nous ne voulons pas ici, par courtoisie, apprécier les résultats négatifs — et négatifs d'abord à Saint-Pétersbourg — il suffit de rappeler que, d'accord avec M. Tittoni, M. Iswolsky a rêvé pour la Russie, une politique d'aventures orientales, dont le gouvernement français a toujours cru devoir exposer à Saint-Pétersbourg les risques européens. M. Louis eut, à maintes reprises, la mission de renouveler et d'accentuer la démonstration de ces vues françaises, dont le gouvernement du Tsar a, tout récemment encore, reconnu et, en fait, approuvé la justesse.

« Ce n'est pas, sans doute, à M. Iswolsky et à M. Sasonoff qu'est due l'abstention d'une offensive russe contre la Turquie, offensive qui eût paru plus menaçante à Londres et à Berlin qu'à Stamboul. »

« Les résultats acquis comptent seuls ici l'affirmation ininterrompue de la pleine confiance où se poursuivent les rapports entre la France et la Russie, le développement progressif de l'amitié anglo-russe sont assez évidents pour que les confidents de M. Iswolsky lui-même daignent ne pas retenir de « griefs politiques » contre M. Louis, car ce serait, en vérité, les retenir contre la France — et aussi contre la Russie.

« Mais il paraît que M. Iswolsky a signalé au gouvernement français son mécontentement de l'attitude mondaine de M. Louis « qui ne sort et ne reçoit pas assez et vit d'une façon trop effacée... »

« Et il faut constater que M. Iswolsky obtint plus de succès à Paris dans ce rôle d'ordonnateur des dépenses somptuaires d'un ambassadeur de France, qu'il n'en avait obtenu à Saint-Pétersbourg dans son rôle de censeur de son propre gouvernement.

« Car, cette fois, le résultat poursuivi par M. Iswolsky est atteint, M. Louis ne peut être maintenu à Saint-Pétersbourg après avoir

été plus ou moins officieusement livré par son gouvernement (1) aux dénonciations de l'ambassadeur de Russie.

« Mais il faut donc nécessairement admettre que le but offensif de M. Iswolsky est aussi celui de certains inspireurs de la politique du Quai d'Orsay.

« Parmi ces inspireurs, nul n'est aujourd'hui plus écouté que M. Paléologue, directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay. M. Paléologue a fait preuve jusqu'ici, dans ce poste, d'une initiative aussi parfaitement négative en matière politique, que violemment agressive dans toutes les questions de personnel. M. Paléologue paraît comprendre un mouvement diplomatique sous la forme exclusive d'une décapitation méthodique de nos ambassades. Faut-il donc admettre que M. Paléologue — comme le bruit en court — ne fait que poursuivre le déblaiement de tous les chemins qui peuvent le conduire à Rome ? Car M. Paléologue, après avoir été tardivement Roumain, veut être, au plus tôt, Romain. L'inconcevable incorrection dont est victime M. Louis

(1) « Livré par son gouvernement », l'affirmation n'est pas de nous. Elle s'imposait, au seul examen des faits et cette constatation suffirait à poser les questions auxquelles nous nous attachons, dans cette étude.

ne marquerait qu'une étape dans cette grande naturalisation du directeur politique... (1).

« Il reste à savoir jusqu'où M. Poincaré se résignera à subir le jeu de ces intrigues, où achève de s'effriter le prestige de notre diplomatie.

« L'opinion française se refuse à voir compromettre nos intérêts extérieurs en ces mesquines combinaisons. Sans doute, il n'y a pas, il ne peut y avoir d'incident « franco-russe » en cette affaire d'ordre ou mieux de désordre intérieur. Mais, c'est aujourd'hui la dignité même de notre représentation nationale à l'étranger qui est atteinte. Il faut qu'on connaisse et qu'on sanctionne les responsabilités de ces atteintes... »

L'importance des affirmations apportées par l'article de la *Liberté* n'échappera à personne. Elle est d'autant plus grande que l'organe nationaliste qui marque, une fois de plus, son mépris pour la diplomatie « de la

(1) Il semble qu'à un moment donné, des velléités se manifestèrent de faire supporter à Paléologue la responsabilité de la dépêche à Georges Louis, mais on n'y insista pas. Il est curieux de remarquer que récemment, pareille tentative fut esquissée, au moment où certains malentendus apparaissaient entre la France et la Belgique, à propos du conflit russo-polonais. Peu après, Paléologue était élevé à la dignité de Grand-Officier de la Légion d'honneur. Un bouc émissaire peut gagner, à jouer son rôle, de voir ses cornes ornées d'or et de rubans !

place publique » n'est pas suspect de craindre exagérément les complications extérieures. Quelles qu'aient pu être, au moment où il écrivait, les arrières-pensées de cuisine diplomatique qui animassent l'inspirateur de cet article, il a marqué avec force la thèse que nous affirmons être la vraie et que nous soutenons aujourd'hui.

Allant plus loin que l'*Echo de Paris*, dans sa colère de voir un diplomate étranger prétendre à une ingérence dans le choix de notre personnel diplomatique, dépassant cette secondaire considération de forme, il a posé — avec quelle netteté ! — le problème fondamental qui nous occupe : D'une part, la « politique d'aventures » du comte Iswolsky; de l'autre, la prudence et la sagesse de M. Louis, d'accord, pendant les premières années de sa mission, avec le gouvernement français. Enfin, il a montré notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg « plus ou moins officieusement livré par son gouvernement aux dénonciations de l'ambassadeur de Russie ».

Et sa phrase finale conclut, comme nous le faisons aujourd'hui, à cette nécessité inéluctable : « Il faut qu'on connaisse et qu'on sanctionne les responsabilités... »

Au sujet de ces responsabilités, il est une phrase de l'article de *La Liberté*, qui, par son allure énigmatique « Le Ministre des Affaires Etrangères (Poincaré) n'a cru devoir sanc-

tionner que par un silence passif cette information qui a déterminé dans les milieux politiques une émotion légitime », ouvre le champ à une hypothèse : *M. Poincaré aurait-il été le complice d'Iswolsky pour le déplacement de l'ambassadeur Louis ?*

Et il est une autre phrase : « Il reste à savoir jusqu'où M. Poincaré se résignera à subir le jeu de ces intrigues où achève de s'effriter le prestige de notre diplomatie » qui, venant après l'affirmation que M. Paléologue est, au quai d'Orsay, l'inspirateur d'une politique au « but offensif » identique à celle de M. Iswolsky, tend à représenter M. Poincaré comme le jouet de Paléologue.

Pour qui connaît la personnalité de Poincaré, sa volonté, sa ténacité, son orgueil; pour qui sait surtout à quel point Paléologue s'est révélé, en toutes circonstances, son éminence grise (1), il est infiniment probable que la première hypothèse est la bonne et que Poincaré inspirait Paléologue. Les constatations apportées dans cette étude viendront, il me semble, à l'appui de cette opinion et les précisions qu'elle suscitera, je veux l'espérer, nous fixeront de façon définitive.

(1) Paléologue n'a-t-il pas été placé, au Quai d'Orsay, comme secrétaire général, au moment où Poincaré allait quitter la Présidence de la République et où il pouvait être si utile de reviser les archives diplomatiques du Ministère ?

L'article de *La Liberté* était suivi de l'information que voici :

« *M. Louis à Paris*

« M. Louis est actuellement à Paris. Nous croyons savoir qu'il s'est entretenu avec plusieurs membres du Cabinet de la situation sans précédent qui lui est faite par les attaques publiées contre lui. Nous sommes en mesure d'ajouter que, contrairement à certaines informations, M. Louis n'a pas spontanément demandé à être rappelé pour raisons de santé. »

La dernière phrase est d'importance. On avait laissé entendre que l'ambassadeur avait été rappelé, sur sa demande, pour raisons de santé (concernant surtout sa famille), et on devait encore, par la suite, soutenir pareille version. Le démenti de *La Liberté*, sur ce point, n'a jamais été infirmé et *aucun témoignage, ni écrit, ni verbal, valable ne viendra jamais établir que Georges Louis demandait à quitter son poste de St-Pétersbourg.*

Au surplus, l'époque de l'année où se passent les faits suffirait à nous renseigner : ce n'est pas en plein mois de Mai, à la veille des beaux jours, que l'on aurait relevé, à cause de la rigueur du climat, un diplomate qui venait de passer tout l'hiver au sein des intempéries. La cause est entendue, je suppose.

Mais, l'explication « raisons de santé » était facile et commode. Elle apparaît encore dans l'article et les informations du *Temps*, parus le soir même du coup de théâtre, comme l'article de *La Liberté* :

Bulletin de l'Etranger. — L'ambassade de France en Russie.

« *Le Temps* indiquait le 13 mai dernier (1) qu'il se pourrait que M. Paul Deschanel se vît offrir l'ambassade de France en Russie. Il était, dès ce moment, à notre connaissance que M. Georges Louis dont la santé a été éprouvée, ainsi que celle de ses proches, par le climat de St-Pétersbourg, désirait obtenir un poste sous un ciel plus tempéré. M. Deschanel ayant décliné l'offre qui lui était faite, la question demeure ouverte. »

(Il est question, ensuite, des nouvelles données par l'*Echo de Paris*, et *Le Temps* regrette la publicité donnée.)

Il continue :

« Quand, au mois de mai 1909, le gouvernement russe accepta avec satisfaction la désignation de M. Louis, il trouva dans cette désignation même la preuve de la volonté qui animait le gouvernement français de donner à la politique franco-russe le maximum d'intimité. Directeur des affaires commerciales depuis 1902, des affaires politiques depuis 1904,

(1) Voir page 20.

M. G. Louis était, de tous les candidats possibles à l'ambassade de St-Pétersbourg, le plus complètement informé des affaires qu'il allait avoir à traiter. Il manquait — nul ne l'ignorait — de ces relations personnelles.....

« Il n'y a pas lieu, semble-t-il, d'attacher d'importance au bruit suivant lequel M. Sasonoff se plaindrait que M. G. Louis ait mal transmis à M. Poincaré ses communications sur la guerre italo-turque. M. Louis est un esprit trop délié pour ne pas comprendre et noter les nuances, si subtiles qu'elles soient, de la pensée de ses interlocuteurs. C'est, de plus, un agent trop scrupuleux pour ne pas renseigner complètement son gouvernement sur les propos qu'il recueille. Nos propres informations nous permettent d'ajouter que si la formule de médiation suggérée, il y a quelques semaines, par M. Sasonoff a été modifiée dans ses termes, cette modification a été suggérée par les conseils des ministres français et anglais, soucieux que l'intervention russe eût le maximum de chances de succès. Ce changement de rédaction ne saurait, à aucun degré être imputé à M. Georges Louis. Il serait d'ailleurs illogique et fâcheux que des alliés n'eussent pas toute liberté de se communiquer leurs vues sur des problèmes aussi délicats. »

Que conclure de tout cela ? C'est d'abord que, comme *Le Temps* l'a le premier indiqué, l'état de santé de notre ambassadeur en Russie aura

probablement pour conséquence, dans un délai qu'on ne peut fixer, un mouvement diplomatique; c'est ensuite que les prétendus griefs politiques invoqués contre M. Georges Louis sont invraisemblables pour ceux qui le connaissent et inexacts pour ceux qui connaissent les faits...

« Il appartiendra à M. Poincaré, lorsque sera venue l'heure d'un changement, de fixer son choix, en tenant compte, non point certes de rumeurs de presse qui déforment trop souvent la réalité, mais de toutes les circonstances de nature à faciliter la tâche du nouvel ambassadeur. »

Ici encore, on le voit, apparaît la préoccupation de rejeter l'initiative de son propre changement sur l'ambassadeur Louis, qui aurait demandé à être relevé pour raisons de santé. Cette préoccupation apparaîtra encore dans maints autres commentaires et la quasi-unanimité de la presse sur cette version lui donne toute l'allure d'une information officielle lancée par les responsables de l'incident qui ne savaient plus comment s'en tirer.

Le Bulletin du *Temps* s'attache aussi à montrer que les bruits qui ont couru d'un Georges Louis infidèle à ses devoirs d'agent de transmission entre gouvernements est insoutenable — l'ambassadeur n'aurait pas eu de peine à le prouver. Pourtant, comme tant d'autres, ces bruits ont couru et, comme tant d'autres,

ils sont mis à néant. Que restera-t-il bientôt pour expliquer la disgrâce de Georges Louis ?

Le même numéro du *Temps* insiste encore, à plusieurs reprises, sur la version « raisons de santé ».

Aux dernières nouvelles, on peut lire :

L'ambassade de France en Russie

« Comme le *Temps* l'a annoncé le 13 mai, une suggestion a été adressée à M. Deschanel en vue de savoir s'il accepterait le poste d'ambassadeur en Russie. M. Deschanel, pour des raisons personnelles, a déclaré ne pouvoir accepter.

« Cette offre résultait, à la fois, de la haute valeur de M. Deschanel et du désir exprimé par M. Georges Louis d'être appelé à un autre poste.

« M. Louis, sa femme et ses enfants ont été, depuis trois ans, fréquemment éprouvés par le climat de Saint-Pétersbourg. Toutefois, le mouvement diplomatique n'est pas prochain. Le retour de la belle saison permet, en effet, à notre ambassadeur, de rester à son poste.

« Il est inexact que M. Iswolsky ait demandé le rappel de M. Louis, pour qui il professe des sentiments d'estime amicale et que des considérations politiques soient pour quelque chose dans les décisions qui pourraient être prises. »

D'autre part, l'Agence Télégraphique de

Saint-Pétersbourg communique la note suivante :

« *L'Echo de Paris* annonce... Sous cette forme la nouvelle n'est pas exacte.

« M. Georges Louis ayant exprimé, à plusieurs reprises, que le climat rigoureux de Saint-Pétersbourg ne convenait ni à lui-même, ni à sa famille et des changements devant avoir prochainement lieu dans le haut personnel diplomatique français, il a été tout naturellement question dans les conversations confidentielles entre M. Poincaré et M. Iswolsky, d'un changement éventuel de l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

« Mais, au cours de ces conversations, M. Iswolsky n'a évidemment rien dit de désobligeant pour la personne de M. Louis, qui jouit de la plus grande estime dans les cercles gouvernementaux et sociaux de Saint-Pétersbourg ».

Enfin, *l'Information* publie, sur le même sujet, la communication qui suit :

« Dans les milieux officiels français, on ne conteste pas l'exactitude de l'information d'après laquelle notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg, M. Louis, serait rappelé.

« M. Louis, qui était venu à Paris pour conférer avec le gouvernement français au sujet des événements de la politique étrangère, a demandé à être rappelé pour cause de santé ».

Donc, que ce soit dans son « Bulletin »,

dans ses dernières nouvelles ou dans les communications de correspondants ou d'agences, le grand journal officieux de la République, s'efforce d'atténuer, le soir même, l'effet produit par la nouvelle et les commentaires publiés, le matin, dans l'*Echo de Paris*.

Il va plus loin, dans ses affirmations, que tous les autres : pour lui, Iswolsky n'est pour rien dans la mesure prise qui découle entièrement de considérations relatives à la santé de M. Georges Louis, bien qu'on lise : « Le retour de la belle saison permet, en effet, à notre ambassadeur de rester à son poste ».

Nous verrons ce qu'il faut penser de ces contradictions.

Notons encore, dans le *Journal des Débats* :

« Quant à l'attitude politique de M. G. Louis, à St-Pétersbourg, elle a toujours été strictement conforme à celle de son gouvernement et à ce qu'on pouvait attendre d'un diplomate d'une expérience consommée qui connaît à fond toutes les affaires européennes... »

Appréciation mesurée et prudente, ainsi qu'il sied aux sévères *Débats*, mais qui marque l'estime dont jouit l'ambassadeur Louis.

Dans *La Presse* :

« Quoique M. Poincaré ait, comme il le devait, pris énergiquement la défense de M. Louis, il semble qu'il faille considérer comme pro-

chain le rappel de ce dernier. Par contre, cette mesure aurait comme contre-partie, le remplacement de M. Iswolsky, ambassadeur de Russie en France. »

Nous retrouvons ici l'idée exprimée dans l'article initial de *L'Echo de Paris*, que Poincaré aurait « chaleureusement » pris la défense de notre ambassadeur contre Iswolsky et j'ai déjà marqué combien cette défense chaleureuse avait — chose étrange ! — produit peu d'effet, puisque Georges Louis était à Paris presque aussitôt après, sur la dépêche qu'il avait reçue de Paléologue.

On voit, par ces quelques extraits, quelle émotion avait produite la nouvelle à sensation lancée par *L'Echo de Paris* de ce 17 mai 1912.

Cette émotion, après s'être propagée jusque dans la presse du monde entier, ainsi que nous l'allons voir, s'éteignit comme par enchantement au bout de très peu de jours, sans qu'aucune explication plausible eût été donnée et sans qu'aucune mesure eût été prise contre quiconque. Il y a là un élément mystérieux de l'énigme que nous tentons de résoudre par la publication des présents documents et leur confrontation avec les faits. Souhaitons qu'après tant d'années et tant d'événements, le mystère de cette velléité de rappel de notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg, en mai 1912, soit enfin éclaircie ; cela nous donnerait, j'en suis convaincu, la clef de l'énigme entière.

Commentaires de presse, au lendemain du 17 Mai

Dans la nuit du 17 au 18, l'*Agence Havas* communiqua à la presse la note suivante :

« Il est inexact que le gouvernement russe ait demandé au gouvernement français le rappel de M. Louis.

« M. Poincaré, président du Conseil, n'a été l'objet d'aucune démarche de ce genre.

« M. Louis a seulement exprimé, il y a quelque temps, le désir d'obtenir, l'hiver prochain, un autre poste, pour des raisons de santé.

« D'après nos renseignements, le changement que souhaiterait M. Louis n'est pas prochain. Le retour de la belle saison permettra donc à notre ambassadeur de rester à son poste. »

Cette note — communiquée officieusement par le gouvernement, à n'en pas douter — est le résumé des appréciations données, la veille, dans la plupart des journaux, ainsi que nous l'avons vu, et l'impression se précise d'un orchestre obéissant, à tout instant et de toutes manières, à un chef invisible !

Le seul point sur lequel le gouvernement — ou, mieux, Poincaré — ne réussissait pas à imposer ses directives à la presse, c'est lorsque — dépassant toute mesure et mépri-

sant toute vraisemblance — il essayait de nier toute intervention d'Iswolsky.

L'Echo de Paris du 18 mai maintenait de la façon suivante la véracité de ses informations :

L'incident de l'ambassade de France à Saint-Pétersbourg.

« Une rectification tardive de l'Agence Havas.

« Ce que dit M. Georges Louis.

« Dans sa feuille de 11 heures du soir, l'Agence Havas publie la note suivante : (voir ci-dessus).

« *Je n'ai pas besoin de dire que je maintiens entièrement les informations publiées hier par L'Echo de Paris sur ce grave sujet. Elles reposent sur des renseignements irréfutables.*

« Il s'agit probablement d'une « rectification diplomatique ». Jugez-en :

« M. Iswolsky a été reçu dans l'après-midi par M. Poincaré et s'est longuement entretenu avec le Président du Conseil sur la portée des informations de *L'Echo de Paris*. Et il a été entendu finalement que M. Louis, dans les circonstances actuelles, ne pouvait pas quitter son poste.

« D'autre part, M. Poincaré, dans la soirée, a reçu M. Georges Louis, ambassadeur de France à St-Pétersbourg.

« L'éminent diplomate, avec qui je me suis entretenu ensuite, m'a déclaré, entre autres choses :

« Le Président du Conseil m'a reçu de la façon la plus charmante. J'étais venu l'entretenir, comme j'avais l'habitude de le faire tous les trois mois, des questions politiques à l'ordre du jour, et je vous annonce avec plaisir que je reprends Mercredi le train pour retourner à Saint-Pétersbourg. »

« Et M. Louis me serre chaleureusement la main.

« L'article de *L'Echo de Paris* qui déterminait le gouvernement à ce démenti diplomatique de la dernière heure, a donc eu pour effet de maintenir M. Georges Louis à son poste. *On s'en félicite en haut lieu.* »

L'Echo de Paris veut-il, par la dernière phrase, rendre à M. Poincaré le service de laisser entendre qu'il est favorable au maintien de l'ambassadeur Louis à Petersbourg ? La précaution est, pour le moins inutile, et manque son but, car il est de toute évidence que M. Georges Louis n'aurait pas été rappelé sans la volonté du Président du Conseil !

Et Georges Louis est à Paris ! Et *L'Echo de Paris* a beau dire que l'ambassadeur est venu entretenir le chef du gouvernement « comme il a l'habitude de le faire tous les trois mois », il a beau laisser entendre ainsi que la coïncidence du voyage de M. Louis à Paris avec le

bruit de son rappel est purement fortuite : nul ne peut s'y tromper. Georges Louis n'était à Pétersbourg que depuis la première quinzaine de mars, venant de Paris où il était allé prendre contact avec M. Poincaré, au lendemain de l'avènement de celui-ci à la Présidence du Conseil. S'il est revenu à Paris au bout de si peu de temps, c'est, non pas pour s'entretenir de la situation extérieure avec Poincaré, mais *pour obtenir des explications sur la dépêche qu'il a reçue, signée Paléologue.*

De *L'Echo de Paris*, commentant la rectification *Havas*, il ne ressort qu'une chose, c'est que M. Poincaré « s'est longuement entretenu » avec M. Iswolsky sur la portée des informations de *L'Echo de Paris* et, rapprochée de l'ensemble des événements que nous rapportons, cette conversation est encore singulièrement suggestive !

Sur les causes du désir d'Iswolsky de se débarrasser de M. Georges Louis, *L'Echo de Paris* du 18 mai s'exprime de la sorte :

Quelques intrigues n'affaibliront pas l'alliance

« L'information publiée hier matin par *L'Echo de Paris* au sujet de la situation de notre ambassadeur en Russie, a reçu hier une entière confirmation. Les faits rapportés par notre collaborateur Marcel Hutin sont aujourd'hui bien établis. M. Iswolsky a donc demandé le rappel de notre ambassadeur à Pétersbourg. Pourquoi cet acte hostile a-t-il été commis

envers un diplomate dont l'expérience, le savoir et l'autorité sont incontestables ?

« La vérité, c'est qu'il existe à St-Pétersbourg un certain parti jouissant d'une réelle influence qui, depuis quelque temps, veut, en Orient, lancer la Russie dans une politique aventureuse qui tend nettement à associer cette puissance à l'action italienne contre la Turquie. Cette politique n'est pas du goût des cabinets de Paris et de Londres qui, eux, désirent conserver, en face des deux belligérants, une neutralité absolue.

« M. Georges Louis, comprenant combien une politique d'intervention russe en Orient serait, en ce moment, dangereuse, a, nous le savons, combattu celle-ci avec une énergie toute spéciale. L'attitude de notre ambassadeur est connue à St-Pétersbourg et elle lui a valu l'inimitié de ceux qui préconisent la politique d'intervention.

« Nous voulons croire qu'il aura suffi de révéler toutes ces intrigues pour qu'elles prennent fin. L'alliance franco-russe, basée sur des intérêts permanents et supérieurs et sur une amitié ancienne et solide, ne saurait, en tout cas, être atteinte par elles. Peu importe si, à Pétersbourg, quelques esprits chimériques rêvent d'un bouleversement en Orient au profit de l'Italie, alors que la raison impose, dans ce même Orient, plus impérieusement que jamais, le maintien du *statu-quo*. Envi-

sageons donc la situation avec calme et surtout ne l'embrouillons pas par de vaines polémiques que pourraient exploiter avec fruit les adversaires de la Triple Entente. »

L'Echo de Paris est décidément bien informé sur l'affaire Iswolsky-Georges Louis et il eut été à souhaiter que, postérieurement, pendant la guerre, le commandant Marcel Hutin — dont le Grand Etat-Major lui-même craignait le bourrage de crânes — n'eût jamais lancé de nouvelles ou d'appréciations moins véridiques.

L'article ci-dessus est intéressant en ce qu'il traite les démentis officiels avec un mépris brutal prouvant la certitude que les faits ne pouvaient pas être contestés sérieusement et, d'autre part, parce qu'il marque, de façon bien précise, combien la politique d'Iswolsky était « dangereuse » et combien l'ambassadeur Georges Louis contrecarrait cette politique, dans toute la mesure où il le pouvait.

Plus nous apparaît l'opposition de ces deux politiques révélatrices de deux états d'esprit, de deux attitudes qui persisteront, hélas ! jusqu'à la guerre, plus angoissante s'impose à nous la nécessité de savoir qui, en France, était du côté de Georges Louis et *qui soutenait le comte Iswolsky* ? C'est là peut-être l'énigme la plus passionnante et la plus redoutable de l'avant-guerre.

Le même jour paraissait, dans *l'Humanité*,

le premier commentaire de Jaurès, sur l'incident. Avec beaucoup de mesure, mais avec cette loyauté et cette clairvoyance politique qui donnaient tant de poids à son jugement, il souligne l'importance de l'événement et, loin de s'attacher comme d'autres à la question de forme par laquelle une puissance étrangère se mêlerait au choix de nos représentants, il met, une fois de plus, le doigt sur la plaie : la politique de rapines et de brigandages qui sévit chez toutes les grandes puissances Européennes et qui, pour le moment, s'exerce contre la Turquie.

Sous le titre : « Etrange démarche de l'ambassadeur Russe », il écrit :

« *L'Echo de Paris* d'hier a publié une information sensationnelle. *Le Temps*, tout en l'atténuant, la confirme. Il paraît donc que l'ambassadeur de France en Russie est obligé de s'en aller à la demande du gouvernement russe. Est-ce, comme nous le dit *Le Temps*, parce qu'il n'est pas assez mondain ? La raison serait bouffonne, même dans les salons de Pétersbourg. Il semble, hélas ! trop vrai que l'ambassadeur est surtout coupable aux yeux du tsarisme de n'avoir pas appuyé sans réserve auprès du ministère français la politique étrange machinée contre les Turcs.

« Voilà où nous en sommes. La France n'a plus le droit d'avoir des ambassadeurs qui pensent à la France. L'impression sera dou-

loureuse en France. Elle sera terrible pour nous en Europe. »

Le même jour, *La Liberté* qui, avec *L'Echo de Paris* et plus encore peut-être, fut l'organe le mieux informé pendant cette courte et terrible crise, faisait paraître l'article suivant dans lequel — nul ne peut s'y tromper — sont déjà posées implicitement et explicitement toutes les questions que nous posons aujourd'hui et notamment celle-ci : *Quel fut le rôle de Poincaré dans toute cette affaire ?*

Il ne faut pas oublier, pour comprendre l'attitude de journaux comme *L'Echo de Paris* ou *La Liberté*, que le nouveau président du Conseil d'alors n'avait pas encore eu le temps d'apporter à la réaction les gages qu'il devait lui donner bientôt et accentuer encore comme Président de la République.

Sous le titre : « Polémique et Diplomatie. — L'Opinion et le gouvernement. — M. Louis restera à St-Petersbourg », *La Liberté* s'exprimait donc ainsi :

« Une fois de plus, suivant la formule qui tend à devenir classique, « l'opinion a redressé le gouvernement ».

« M. Louis, rappelé de St-Petersbourg, sur la demande de M. Iswolsky, par la direction politique (1) du quai d'Orsay et dans des conditions sans analogue, est renvoyé à St-

(1) J'ai dit que la dépêche était signée : Paléologue.

Pétersbourg par le gouvernement, tardivement conscient de l'émotion provoquée par sa faiblesse.

« Ce retour au bon sens et au bon droit n'alla pas sans quelques traverses. Tout l'après-midi d'hier on se flatta, dans certains milieux officiels, de régler l'incident, après tant d'autres, par l'immolation silencieuse d'une irresponsable victime. Un journal officiel du soir (1) publiait une série de communiqués qui ne permettaient aucune équivoque : entre les vagues et contraints démentis de M. Iswolsky, entre les affectueux et apitoyés bulletins multipliés sur la santé de M. Louis, l'escamotage de notre ambassadeur à Pétersbourg était plus ou moins adroitement préparé. M. Louis disparaîtrait sous les fleurs, mais il disparaîtrait.

« Dans la soirée, changement à vue. A l'écho sonore qu'éveillaient les informations et les réflexions de *La Liberté*, nous avons pu mesurer la netteté et la profondeur du sentiment public en face de la résignation gouvernementale. Il faut croire que la vigueur de ce sentiment fut enfin comprise. Après un échange de vues passablement agité entre les membres du Cabinet, une note Havas (2) démentait froidement, à 11 heures du soir, toutes les notes

(1) Allusion aux informations du *Temps* du 18 mai (voir pages 36 et suivantes).

(2) Voir la note Havas, page 43.

officielles et officieuses publiées sur l'incident.

« Il reste à savoir si l'autorité personnelle de notre représentant en Russie, si l'indépendance et la dignité de notre action diplomatique sortiront indemnes de cette mesquine intrigue dont on garde le regret de n'avoir pas vu M. Poincaré briser, dès l'origine, le développement. »

A première vue, on pourrait croire exagérée, dans un but de propagande personnelle, l'affirmation que les informations et les commentaires de *La Liberté* ont été pour quelque chose dans les décisions du gouvernement. En fait, il semble bien que les choses se soient passées comme le raconte *La Liberté*.

Ce qui est certain, c'est que Georges Louis était sacrifié, puisqu'il avait reçu du gouvernement la demande de proposer lui-même son retour. Ce qui est non moins certain, c'est qu'à 11 heures du soir, au moment où parut la note *Havas*, le gouvernement avait changé d'avis et maintenait notre ambassadeur à son poste. Que s'était-il passé dans l'intervalle ?

Les interventions de la presse. — Elles donnaient à penser au gouvernement que l'« escamotage » ne serait pas aussi facile qu'il avait pu le penser et, d'autre part, la victime « silencieuse » et « irresponsable » était à Paris et son attitude calme, mais ferme et énergique indiquait qu'avec l'appui de la presse et de l'opinion, elle pourrait donner du

fil à retordre aux responsables de l'événement. Mieux valait donc remettre à plus tard la petite opération qui tenait tant au cœur de certains !

Quoiqu'il en soit, l'article de *La Liberté* a apporté deux affirmations de haute importance et qui n'ont jamais été démenties à ma connaissance.

La première, c'est que *l'ambassadeur Louis a été rappelé de St-Pétersbourg par la direction politique du Quai d'Orsay* (1).

La seconde, c'est que *l'échange de vues, entre les membres du Cabinet, avant la note à l'Agence Havas, fut « passablement agité »*, ce qui tendrait à prouver que certains ministres tenaient pour le rappel de Georges Louis : on n'a jamais su lesquels et, d'autre part, on n'a jamais démenti, là non plus, l'exactitude des informations de *La Liberté*.

Mais, la dernière phrase de l'article est suggestive et il est difficile d'admettre qu'elle n'ait pas été mise avec intention à la suite de la précédente. Le regret de n'avoir pas vu M. Poincaré briser, dès l'origine, le développement de « cette mesquine intrigue », éveille aussitôt une question, toujours la même : *Poincaré était-il d'accord avec Iswolsky pour*

(1) Nous voudrions voir publier le texte du télégramme, signé Paléologue... si, toutefois, il existe encore dans les archives du Quai d'Orsay.

éloigner de l'ambassade de St-Pétersbourg M. Georges Louis ?

Dans son Bulletin de l'Etranger, *Le Temps* du 20 mai revenait encore sur l'affaire, sous le titre : « *La fin d'un incident* ».

Faisant allusion aux commentaires de *L'Echo de Paris*, il écrivait :

« ... Nous signalerons toutefois en passant le risque qu'on a couru de représenter à tort cette alliance (franco-russe) comme moins intime, en imputant à la Russie une politique « trop italienne »... ».

Après avoir affirmé que la France a souhaité l'entente italo-russe comme le rapprochement anglo-russe, *Le Temps* ajoute :

... « Il reste, au total, qu'on a parlé, dans la presse, de questions qui devraient demeurer le fait des gouvernements... Au surplus, ces incidents ne peuvent porter atteinte à l'autorité des deux hommes qu'ils ont mis en cause et qui ont laissé passé l'orage sans se plaindre ni protester. Du côté français, il y a M. Georges Louis : toute sa carrière, faite de travail et de clairvoyance, porte en sa faveur un témoignage qui lui suffit et qui nous suffit. Il a été, pendant de longues années, le serviteur excellent de la politique française. Et le vide qu'il a fait en quittant le Quai d'Orsay a mesuré la place qu'il y tenait. Du côté russe, il y a M. Iswolsky, c'est-à-dire l'homme qui a mis fin à la crise asiatique dont la France,

comme la Russie, avait tant souffert, l'un des réalisateurs de l'entente anglo-russe, complément nécessaire de l'alliance franco-russe et de l'entente cordiale.

« Qu'on évite des deux parts les imprudences de langage et qu'on considère les réalités : cela vaudra mieux pour les deux pays que de fixer leur attention sur des incidents personnels. »

Le Temps, une fois de plus, joue ici son rôle habituel d'organe officieux qui cherche à arranger les choses. Il voudrait persuader l'opinion qu'il ne s'est rien passé d'anormal et qu'il n'y a aucune divergence de vue entre les hommes, quels qu'ils soient, qui dirigent la politique en France et en Russie.

Fidèle à cette ligne de conduite (combien pareille fidélité a-t-elle coûté aux fonds secrets ?) *Le Temps* publie, le lendemain, 21 mai, la dépêche suivante, aux dernières nouvelles :

Les relations franco-russes

(Dépêche de notre correspondant particulier.)

« St-Pétersbourg, 20 mai.

« On a accueilli ici avec beaucoup de surprise les informations d'un journal parisien, relatives à l'ambassade de France à St-Pétersbourg. Et l'on a été plus étonné encore des commentaires politiques dont certains organes français ont accompagné ces informations.

« Dans les milieux autorisés on ne s'explique pas ce qui a pu donner naissance à la légende d'une divergence de vues entre les deux gouvernements, dont M. Sasonoff, dans ses derniers discours, a explicitement affirmé la quotidienne solidarité.

« La politique du gouvernement russe dans la guerre italo-turque se détermine d'une part par le désir naturel de voir finir un conflit dont le commerce russe souffre particulièrement; d'autre part par le souci de poursuivre dans les Balkans la politique du *statu quo* à laquelle la Russie a constamment travaillé, d'abord par une entente avec l'Autriche, ensuite par son entente avec l'Italie. »

(L'article tente de prouver, ensuite, que l'attitude de la Russie, amicale vis-à-vis de l'Italie (entrevue Iswolsky-Tittoni et toasts des souverains à Racconigi) ne l'a pas été moins vis-à-vis de la Turquie (intervention financière en 1909, pour régler la question de l'indemnité Bulgare; action conciliatrice sur les Bulgares, lorsque Ferdinand fut à Saint-Pétersbourg; conseils de modération aux puissances Balkaniques; « faveur active marquée au régime Jeune-Turc »; rappel de M. Tcharykof, ambassadeur de Russie à Constantinople, qui y avait posé la question des détroits sans y avoir été autorisé par son gouvernement).

La conclusion du *Temps* est la suivante :

« On refuse donc ici, de la façon la plus nette, d'accorder de l'importance aux bruits qui se sont répandus sur de prétendus dissentiments, soit entre M. Sasonoff et M. Louis, soit entre M. Iswolsky et M. Poincaré. On trouve, d'ailleurs, la preuve de l'excellence des relations dans ce fait que les dernières semaines ont été employées à préparer le voyage en Russie de M. Poincaré (1).

« On conclut, en conséquence, qu'il ne s'agit que de nouvelles inexactes comme on en a souvent propagé...

« On souhaite que cet état d'esprit soit connu à Paris et que prenne fin une campagne injustifiée, propre seulement à faire le jeu des concurrents des deux pays alliés. »

Ici, *Le Temps* a véritablement dépassé la mesure. A vouloir trop prouver, on ne prouve rien, dit l'adage populaire. A affirmer que la politique des tsars est identique en tous points à celle de la France républicaine, *Le Temps* a si manifestement trahi la vérité que, même à cette époque où nous ignorions tant de choses

(1) La veille, 20 mai, *Le Temps* publiait : Nouvelles de l'Etranger. — Le voyage de M. Poincaré. — Notre correspondant de St-Petersbourg nous télégraphie : La nouvelle du prochain voyage de M. Poincaré que l'on attend ici en juin, est accueillie très favorablement dans les milieux dirigeants, l'échange de vues qui aura lieu ne pouvant manquer de mettre en parfaite conformité de leurs intérêts, la politique des deux pays.

révélées depuis, les hommes de bonne foi s'émurent. Celui qui, une fois encore, a marqué avec le plus de lucidité et de vigueur, ce qu'il y avait d'impudemment mensonger dans cet article, ce fut Jaurès. Son génie politique et sa franchise d'honnête homme donnent, à une époque où l'on ne connaissait pas, notamment, les tractations de Nicolas II avec Guillaume II, une allure véritablement prophétique aux lignes qui vont suivre.

Dans son « leader » du 21 mai, dans *l'Humanité*, sous le titre : « Pas à ce point », il écrit :

« *Le Temps* publie, en dernière heure, une longue correspondance de Pétersbourg (1) qui cherche à atténuer l'incident Louis-Isiwolsky. Vraiment, c'est abuser un peu de notre candeur. Sur cet incident, la presse française n'a pas appuyé, précisément parce qu'elle en comprenait la gravité. Il est imprudent d'essayer de nous persuader qu'il n'y a rien eu ou presque rien.

La vérité, c'est que la Russie a sa politique, qu'elle la poursuit sans même nous consulter, que, dans ses combinaisons avec l'Autriche au sujet de l'Hertzégovine, elle ne nous a pas informés, que, dans ses combinaisons avec l'Allemagne, à Postdam, elle ne nous a pas dit un mot et que, dans ses combinaisons avec

(1) Voir ci-dessus, pages 54 et suivantes.

l'Italie, au sujet de la Turquie et des Dardanelles, elle a fait un grief à notre ambassadeur à Pétersbourg, de ne pas suivre aveuglément ses impulsions. Ainsi, elle a successivement négocié sans nous ou contre nous avec chacun des Etats de la Triplice. Nul ne peut, à coup sûr, refuser à la Russie le droit de veiller à ses intérêts propres. Mais, encore faut-il qu'on ne nous croie pas dépourvus de toute clairvoyance et de toute indépendance.

« La force de la France ne réside pas exclusivement dans des alliances qui peuvent être détournées de leur objet ou dans des ententes qui peuvent subir ou des restrictions inquiétantes ou des extensions dangereuses. Sa force, sa vraie force sera dans une politique internationale conforme à ce que son génie a de plus haut, dans une politique de loyauté, de clarté, de désintéressement et de paix.

« La France a commis bien des fautes dont les conséquences pèsent lourdement sur elle. Mais, elle n'est ni un sosie poltron réduit à chanter dans la nuit pour se donner du courage, ni un géronte imbécile et crédule dont les diplomaties puissent se jouer. Quand elle se décidera à redevenir elle-même, elle sera une des grandes puissances du monde, par la justice et la raison.

« La sobriété des commentaires dont elle a entouré l'incident de l'ambassade française à Pétersbourg aurait dû servir d'exemple aux

patrons de M. Iswolsky et leur suggérer un plaidoyer plus discret.

« Nous n'avons aucun intérêt à passer officiellement pour des sots et nous le sommes moins, malgré tout, que nous ne l'avons parfois donné à croire. »

A son habitude, Jaurès a élevé le débat bien au-dessus de son objet immédiat et saisi l'occasion de montrer que la politique de la France — et du monde — devait être réformée et fondée sur des principes et des méthodes dont on a beaucoup parlé depuis — pendant la guerre ! — mais dont nous attendons encore aujourd'hui le triomphe — deux ans après l'armistice !

Mais, Jaurès a tenu à marquer, cependant, la fourberie et l'impudence de ceux qu'il nomme — d'un mot si juste et si fort — les « patrons de M. Iswolsky » ; il a voulu dénoncer le « plaidoyer » publié, par *Le Temps*, sous une forme pateline et sous une masque hypocrite de patriotisme ; une fois de plus, le patriotisme a bon dos !

On peut se demander, en lisant ces lignes où Jaurès dans sa haute conscience se montrait, comme bien souvent, le porte-paroles de tant d'hommes qui ne pouvaient ou n'osaient pas parler, — on peut se demander à qui le grand homme d'Etat pensait davantage : à l'homme dont il disait, le jour même de sa mort, dans l'antichambre du chef du gouver-

nement : « Voilà cette canaille d'Iswolsky. Il la tient *sa guerre* » ou bien à ces « patrons », dont il stigmatisait avec tant de vigueur et d'ironie le « plaidoyer » et qu'il ne situait peut-être pas tous sur les rives de la Néva !

Commentaires de la Presse Étrangère

J'ai dit que le coup de théâtre du 17 mai 1912 avait retenti, non seulement dans toute la presse française, mais même bien au delà, dans le monde entier.

Quelques extraits donneront de ce retentissement une idée nette :

La presse allemande — comme il était naturel et prévu — essaye d'induire, de l'événement, la faillite ou, au moins, l'affaiblissement de l'alliance franco-russe.

Le titre : « La fissure dans la Triple-Entente », de l'article des *Berliner Neueste Nachrichten* dispense de la lecture.

La *Kreuzzeitung* écrit : « Aujourd'hui, on ne sait vraiment plus où se décide la politique d'Orient de l'Alliance franco-russe, si c'est à Saint-Petersbourg, d'après les points de vue nationaux russes ou si c'est à Paris, d'après les considérations nationalistes, capitalistes et anti-russes. »

D'autres organes visent, en même temps, à

surexciter la méfiance du gouvernement Ottoman.

« Chacun sait, affirme la *Vossische Zeitung* qu'il existe entre M. Tittoni et M. Iswolsky une extraordinaire intimité, et que ce sont ces deux ambassadeurs qui exercent la plus profonde influence sur la politique d'Orient pratiquée par la Russie et l'Italie ».

Et la *Deutsche Tages Zeitung* d'insister encore : « En Italie, on saura apprécier le point de vue de la France, de la nation sœur. Quant à la Turquie, elle sait déjà que les soins de la France, pour elle, ne vont pas à l'empire Ottoman lui-même, mais seulement aux valeurs françaises que l'on y a risquées. En somme, ce qui résulte de toute cette affaire, c'est que la France adopte une politique résolument hostile à la Turquie et qu'elle voudrait engager l'amie Russe dans la même voie... »

Le *Berliner Tageblatt* tend à démontrer, lui aussi, que l'alliance franco-russe et la Triple-Entente sont « fêlées » depuis la guerre Italo-Turque.

La presse russe est embarrassée, ne sachant pas si son gouvernement désavouera les combinaisons ébauchées par Iswolsky, Sasonoff et *tutti quanti*, ou s'il les endossera au point de prêter la main au rappel du sage ambassadeur Georges Louis.

« L'officieux *Novoié Vremia*, suivant une dépêche de Saint-Pétersbourg au *Berliner Ta-*

geblatt, reproduite par l'*Echo de Paris*, estime que c'est à cause de l'emprunt chinois que l'on est indisposé, à Saint-Pétersbourg contre l'ambassadeur Louis. La Russie avait demandé et avait désiré être favorisée dans cette question, mais, à son grand étonnement, elle ne fut pas soutenue, dans cette affaire, par la France, qui se rangea au point de vue anglais. C'est à la suite de cet incident qu'il y eut un entretien entre MM. Iswolsky et Poincaré.

Le correspondant ajoute, d'après ses informations dans les cercles diplomatiques non français, que l'ambassadeur Louis est une personnalité très considérable et très estimée dans les milieux diplomatiques des puissances européennes, et qu'on verra avec le plus grand regret son départ.

La position de M. Iswolsky s'en ressentira et, dit-on ici, M. Louis recevra, après son départ de Saint-Pétersbourg, un poste important au Ministère des Affaires Etrangères ».

Dans un article intitulé « Vains efforts », le même *Novoïé Vrémia* (19 mai), qualifie « d'absurdes » les allégations parues dans un journal parisien, concernant l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Ce journal déclare, d'une part, que les pourparlers relatifs à l'intervention de la Russie dans le conflit Italo-Turc, ne pouvaient avoir lieu qu'à Paris et non à Saint-Pétersbourg et,

d'autre part, que la vie retirée menée par M. Georges Louis ne saurait être une raison suffisante pour justifier le rappel « d'un diplomate universellement estimé ».

Les contradictions du journal officieux traduisent probablement, ces jours-là, l'embarras du gouvernement russe lui-même. Il est curieux de lui voir, d'une part, chercher jusque dans je ne sais quel emprunt chinois, l'explication de la disgrâce possible de Georges Louis, et, de l'autre, laisser entendre clairement que cette disgrâce serait une injustice et un scandale.

D'autres journaux russes, dans leur mécontentement, vont jusqu'à annoncer le rappel du comte Iswolsky : D'après une dépêche du 19 mai (*l'Information*) « le *Retch* annonce, ce matin, le rappel de M. Iswolsky, qui serait motivé par la politique italianophile trop accentuée de l'ambassadeur de Russie à Paris ».

Plût au ciel que la prédiction du *Retch* se fût réalisée !

Peut-être bien, alors, ne porterions-nous pas, aujourd'hui, le deuil de quinze millions de victimes sacrifiées, pendant la guerre, aux caprices de quelques fantoches, exécuteurs des basses œuvres du capitalisme international !

Mais, j'ai cité ces quelques extraits, parmi tant d'autres, de la presse étrangère, pour montrer seulement quel bruit avait fait, en

Europe et dans le monde, le coup de théâtre du 17 mai.

Dans la presse française, l'agitation, l'émotion — on l'a vu par les longues citations ci-dessus — avaient été tout à fait exceptionnelles et d'ailleurs, largement justifiées par la gravité de l'événement. Chose curieuse, cette émotion se calma comme par enchantement. Le dernier article — à ma connaissance — qui parut sur la question fut celui — cité plus haut — où Jaurès, dans l'*Humanité* du 21 mai, rappelait à plus de pudeur « les patrons de M. Iswolsky » dont il signalait le « plaidoyer » ridicule.

Quant à l'*Echo de Paris* et à la *Liberté*, qui avaient réellement été aux sources de l'événement et qui avaient paru, un moment, en comprendre la gravité, ils ne soufflèrent plus mot de l'affaire : Iswolsky, maintenu à Paris, tandis que Georges Louis retournait à Saint-Petersbourg ! Responsabilités diluées, escamotées, volatilisées ! Notre grande presse n'en a cure et se tient pour satisfaite à bien bon compte.

Les uns prétendront que, par patriotisme (toujours de grands mots pour couvrir de bien petites choses), elle n'a pas voulu continuer la polémique et creuser plus à fond l'événement.

D'autres pensent — avec plus de raison et de logique, il me semble — que la presse a,

tout simplement, obéi, une fois de plus, à un mot d'ordre et que de très gros intérêts étaient engagés à ne pas trop approfondir le mystère !

Quelques hypothèses

au sujet du coup de théâtre du 17 Mai 1912

N'ayant pas les mêmes raisons que la presse de nous contenter de... rien, en fait d'explication des événements de ce mois de mai 1912, nous allons envisager les différentes hypothèses qui ont pu se faire jour, au lendemain de la nouvelle annoncée à si grand fracas, par l'*Echo de Paris*.

1° L'hypothèse de l'ambassadeur rappelé, sur sa demande, *pour raisons de santé*, est à rejeter absolument, ainsi que nous l'avons vu : Outre que cette demande a été démentie par M. Georges Louis, l'époque de l'année où il y aurait été fait droit — *le plein printemps* — exclut entièrement la possibilité que la décision du gouvernement ait pu être influencée par de telles considérations.

2° L'hypothèse de l'ambassadeur rappelé sur une initiative même de Saint-Pétersbourg, où il était *persona grata*, est si invraisemblable qu'elle n'a été soutenue par personne.

3° L'hypothèse du rappel de Georges Louis, voulu, préparé et annoncé par Iswolsky seul,

ne tient pas un instant, car l'ambassadeur de Russie aurait été désavoué immédiatement et, lui-même, rappelé.

4° L'hypothèse du rappel décidé à Saint-Pétersbourg avec l'accord ou même sur l'initiative d'Iswolsky, n'est pas plus vraisemblable.

Dans ce cas, en effet, le rappel aurait été réalisé sans scandale ni difficulté d'aucune sorte, pour peu que le gouvernement français fût d'accord — et les gouvernements, dans des cas pareils, ont mille moyens de se convaincre mutuellement.

Mais, on pourrait supposer que le gouvernement français, en opposition avec le gouvernement russe, au sujet de la personnalité de notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg, a saisi lui-même l'*Echo de Paris* et la presse, en vue de provoquer un mouvement d'opinion qui favoriserait ses desseins.

Les faits démentent encore cette hypothèse, car, d'une part, Georges Louis avait reçu la dépêche des Affaires Etrangères signée Paléologue (1) qui le priait de demander son rappel et, de l'autre, les faits postérieurs que nous relaterons plus loin — rappel de Georges Louis le jour même de l'avènement de Poincaré à la Présidence de la République et maintien d'Iswolsky jusqu'à la fin, à l'ambassade de Russie à Paris — ne sont pas de nature à

(1) Voir page 26.

permettre d'admettre, un instant, que Poincaré était le champion de Georges Louis contre Iswolsky !

Reste une dernière hypothèse : Le rappel de l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg aurait-il été décidé à Paris, par Iswolsky et Poincaré, ceux-ci s'étant mis d'accord aux termes d'un contrat qu'il nous resterait à connaître ?

La question ainsi posée — et elle est un élément de celle, plus générale, que j'ai posée, en débutant : Poincaré a-t-il été l'homme de la politique du comte Iswolsky ? — cette question, si elle était résolue par l'affirmative, aurait au moins ce mérite d'expliquer pourquoi Georges Louis fut brutalement écarté de son poste le 19 février 1913, tandis qu'Iswolsky restait à Paris et plus en faveur que jamais, nous le verrons !

La dernière hypothèse est donc la seule vraisemblable, à l'examen réfléchi des faits et des circonstances. Je crois qu'elle sera encore fortifiée par le récit des événements qui vont suivre.

DEUXIEME PARTIE

Le Voyage de Poincaré en Russie en 1912

Au lendemain des événements que nous venons de relater, et dont le retentissement avait été si grand dans le monde, bien que peu d'hommes pussent prévoir alors de quelle secousse formidable ils étaient les premiers prodrômes, les deux ambassadeurs mis en cause étaient toujours à leurs postes respectifs. Au cours de la crise, les cercles informés et la presse unanime avaient eu beau dire, nous l'avons vu : *Iswolsky ou Georges Louis*, car la réhabilitation de l'un est la condamnation de l'autre ; les plus pointilleux avaient eu beau affirmer encore : *ni Iswolsky, ni Georges Louis*, car, après un pareil scandale, la confiance des peuples et des gouvernements disparaît ; rien n'y fit : Georges Louis retourna à Saint-Pétersbourg et nous avons vu quelle énergie il dut déployer pour se faire rendre justice. Le comte Iswolsky resta à Paris, contre toute attente et pour la plus grande inquiétude de ceux des hommes informés qui plaçaient, au-dessus de toutes les intrigues et de toutes les combinaisons, la paix du monde.

Comme par enchantement, la presse fit le

silence le plus absolu sur les conséquences — ou, plutôt, sur l'absence de conséquences — d'un événement qui avait — nous l'avons vu — profondément ému et troublé ceux de ses organes qui se prétendent les mieux informés en matière de politique extérieure, et dont l'important tirage fait les maîtres de l'opinion publique — de cette opinion qui, dans une démocratie, devrait résumer les besoins et les aspirations de la collectivité et qui, hélas ! jusqu'à ce jour — grâce à la presse — ne fait que refléter les volontés oppressives d'une oligarchie financière.

Il est de toute évidence que le maintien, à Paris, du comte Iswolsky, dans des conditions si particulières, et le silence de la presse sur une situation qui constituait, pour beaucoup, un véritable scandale — un moment dénoncé à grand orchestre — ne furent pas obtenus sans le concours de puissantes interventions.

Personne, à ma connaissance, n'a eu jusqu'à présent, l'indiscrétion de soulever le voile qui couvre cette période de notre histoire diplomatique. La présente étude pose — je l'ai dit — des points d'interrogation et fait apparaître, il me semble, certaines présomptions. Je n'aurai pas perdu mon temps si viennent les réponses et les précisions, dans un sens ou dans l'autre.

Au cours de la crise de mai 1912, nous l'a-

vons vu (1), plusieurs allusions avaient été faites à un prochain voyage de Poincaré en Russie.

Ce voyage eut lieu, en effet, quelques mois plus tard. Il ne m'apparaît pas inutile d'insister, ici, sur certaines circonstances de ce voyage dont il est permis de conclure que le comte Iswolsky était plus près du cœur et des pensées de M. Poincaré que l'ambassadeur Georges Louis.

C'est l'*Echo de Paris* — toujours bien informé (2) — qui revient, le premier, sur ce projet de voyage. Le 12 juin, il publiait les lignes suivantes :

Le Voyage en Russie

« M. Poincaré compte entreprendre, aussitôt après la clôture de la session parlementaire son voyage à Saint-Pétersbourg. Le Président du Conseil, qui visitera la Russie pour la première fois, profitera de la belle saison estivale pour faire une petite croisière — probablement à bord d'un bâtiment de guerre — dans les mers du Nord. Il débarquera probablement à Cronstadt, vers le 20 ou le 21 juillet. Il aura audience chez le Tsar qui sera, à ce moment, à Krasnoïé-Selo et des entretiens

(1) Voir pages 25 et 57, les articles de *L'Echo de Paris* et du *Temps*.

(2) Son rédacteur de la politique extérieure, Jean Herbette (actuellement au *Temps*) était le proche parent de Maurice Herbette.

très importants avec M. Kokovtsoff, président du Conseil, M. Sasonoff, ministre des Affaires Etrangères et d'autres hautes personnalités russes.

« Il sera précédé, dans son voyage à Saint-Pétersbourg, par son ami et ancien collègue, M. Louis Barthou, député, qui se propose de visiter les admirables collections artistiques de la capitale russe, et notamment les merveilles picturales du musée de l'Ermitage. M. Barthou aura probablement aussi des entretiens avec les hauts personnages du monde gouvernemental russe. »

Plût au ciel que M. Barthou se fût toujours cantonné dans les recherches artistiques et que M. Poincaré l'eût imité : les collectionneurs d'armes anciennes de l'an 3.000 y eussent, probablement, beaucoup perdu, mais notre génération eût été un peu plus tranquille ! Quoiqu'il en soit, Barthou renonça au voyage, mais Poincaré, pour n'y pas être tout à fait au jour prévu, n'en fut pas moins en Russie, préluant ainsi à cet autre voyage qui coïncida avec le commencement de la grande hécatombe.

Quelques extraits de la presse, à la veille de ce voyage, montreront dans quelle atmosphère il s'annonçait.

Dans l'*Echo de Paris* du 3 août, sous la signature de Marcel Hutin :

*Sur quels points porteront les conversations
de M. Poincaré à Saint-Pétersbourg ?*

« ... Je puis annoncer que ce programme recevra encore quelques changements significatifs. Ainsi, M. Poincaré, non seulement aura le 11, à Péterhof, une audience du Tsar qui le retiendra à déjeuner, mais il sera encore invité à deux manifestations militaires, l'une consistant en une parade à Tsarkolé-Selo, suivie d'une représentation théâtrale, l'autre en une manœuvre qui aura lieu le lendemain 12 août...

« D'autre part, mon distingué confrère et ami, M. René d'Aval disait hier, dans un remarquable article du *Gaulois* :

« L'Allemagne a renforcé ses lignes offensives sur ses frontières de l'Est et de l'Ouest d'un corps d'armée chacune, alors que la Russie avait, préalablement déplacé, en Pologne, son centre de mobilisation. Il n'est pas impossible qu'une « refonte » plus étendue de la convention franco-russe n'ait pas été, par suite de ces circonstances, jugée indispensable : il n'appartient pas au public d'approfondir ce chapitre d'un ordre essentiellement délicat et secret. »



« Je suis à même d'annoncer que M. Poincaré s'occupera, dans ses conversations à Saint-Pétersbourg :

- 1° De la mise au point des conventions militaires et navales entre la Russie et la France;
- 2° Des chemins de fer d'Anatolie;
- 3° Des conditions d'application du consortium chinois;
- 4° De la guerre Italo-Turque;
- 5° De la situation dans les Balkans;
- 6° De questions touchant l'équilibre européen.

« Telles sont les principales questions qui seront examinées entre l'éminent homme d'Etat français et ses collègues russes, pendant son séjour en Russie. »

Cet article est intéressant à plus d'un titre. Outre l'aveu échappé à René d'Aval que la Russie « a déplacé en Pologne son centre de mobilisation » *antérieurement* au renforcement des « lignes offensives » allemandes ; outre l'affirmation — alors de règle, mais aujourd'hui un peu démodée — que les peuples n'ont pas à connaître des tractations dont leur chair et leur sang feront, un jour, les frais, on y trouve exposé tout un programme que nos « patriotes » trouveront aussi modéré et défensif, chez nous, qu'ils l'auraient affirmé impérialiste et agressif s'il avait été celui d'un voyage de Guillaume II auprès de François-Joseph : cliquetis de sabre avec les manifestations militaires, avec les « conversations militaires et navales » ; échanges de vues relatifs aux projets « d'expansion » des gouver-

nements. (On sait tout ce que cela veut dire et où cela mène). Rien n'y manque et l'on y aperçoit nettement la politique que le même journal (*Echo de Paris* du 6 août) précisait de la façon suivante :

La Triple Entente et son but. — Un article du « Morning Post ».

« La politique française de ces quarante dernières années peut être résumée en une phrase : Son but a été de présenter, grâce à son armée, sa marine et la coopération avec d'autres puissances, un front solide au Rhin, tandis qu'elle créait un Empire Colonial d'après un système préconçu.

« L'objet de la visite de M. Poincaré à Saint-Pétersbourg est probablement de confirmer la coopération défensive franco-russe comme base des politiques nationales des deux pays... Le peuple du Royaume-Uni doit comprendre la situation et le gouvernement montre la voie en plaçant, durant quatre ou cinq ans, la marine au premier plan de ses préoccupations.

« Durant cet intervalle, l'Angleterre doit être prête à coopérer avec la France et la Russie pour la défense en commun... »

L'organe nationaliste résume assez bien, en effet, la politique extérieure de la France, qui ressemble étrangement à celle de toutes les puissances, puisque toutes capitalistes et, par

tant, impérialistes, avant la guerre : elle consiste à faire flèche de tout bois pour se fortifier, s'agrandir, s'enrichir, en s'appuyant, pour vaincre les oppositions et les résistances, sur les concurrents les moins redoutables ou réputés tels — en leur promettant part à deux.

Le ton de l'article, il est bon de le noter — n'est pas différent de celui de bien des discours de M. Poincaré, surtout lorsqu'il fut Président de la République, et dans lesquels, on sentait — clairement sous-entendues, si elles n'étaient pas textuellement nommées — « l'épée aiguisée et la poudre sèche » chères à Guillaume II.

Le même *Echo de Paris* du 6 août publiait encore, à propos du voyage de Poincaré, la dépêche suivante, dont il ne faut pas être grand clerc pour apercevoir la pointe tournée directement contre l'Allemagne et qui ne fut, à notre connaissance, l'objet d'aucun démenti officiel, malgré les attaches bien connues de l'*Echo de Paris* avec le Quai d'Orsay.

Un nouvel accord de la Russie et de la France
— *La Russie s'interdit de traiter avec l'Allemagne aucune question Européenne sans entente préalable avec la France. — Les conséquences financières de l'accord naval. — Le concours français.*

(De notre envoyé spécial) Eydt Kunen,
5 août :

« D'après des renseignements diplomatiques de premier ordre, recueillis pendant mon voyage jusqu'à la frontière russe, je puis annoncer que le voyage de M. Poincaré à Saint-Pétersbourg pourra être fertile en conséquences heureuses : l'alliance franco-russe sera resserrée et les malentendus de ces dernières années seront complètement dissipés.

« Il est exact que l'empereur Guillaume fut avisé à Port-Baltique, de la convention navale, mais, ce qui est de la plus grande importance, c'est que LA RUSSIE, sur l'initiative de M. Poincaré, aidé de l'active collaboration de M. Paléologue, directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay, A CONSENTI A SIGNER AVEC LA FRANCE UN ACCORD EN VERTU DUQUEL ELLE S'INTERDIT DE TRAITER AVEC L'ALLEMAGNE AUCUNE QUESTION D'ORDRE EUROPEEN SANS AVOIR NEGOCIE ET S'ETRE MISE D'ACCORD AVEC NOUS (1).

« Le gouvernement français a ainsi voulu éviter une nouvelle expérience de Potsdam.

« Cette convention signée quinze jours avant l'entrevue du Tsar et de l'empereur Guillaume, à Port-Baltique, est intervenue pour une durée de trois mois seulement, mais, sans

(1) Le lendemain (voir page 81), une vague rectification paraîtra dans *L'Echo de Paris*, concernant la grave information que ce journal soulignait ainsi la veille.

nul doute, elle sera renouvelée pendant le séjour de M. Poincaré en Russie.

« Aux différentes questions que M. Poincaré traitera au cours de ses entretiens avec le Tsar, MM. Kokovtsoff et Sazonoff dont j'ai parlé dans l'*Echo de Paris* de mercredi, il convient d'ajouter celle de l'occupation par l'Italie des îles de la mer Egée. Sur ce sujet, comme sur toute la question balkanique, les diverses éventualités seront examinées entre les hommes d'Etat français et russes, y compris les conventions militaire et navale.

La convention navale, dont les premiers éléments furent paraphés à Paris après plusieurs conférences entre MM. Delcassé, Poincaré, l'amiral Aubert et le prince Lieven, sera complétée à Saint-Pétersbourg, après de nouveaux entretiens. L'Angleterre sera tenue au courant de ces négociations.

« Notre ambassadeur à Vienne, M. Dumaine, est chargé de rassurer le gouvernement sur les conséquences de l'accord naval.

« M. Iswolsky, ambassadeur de Russie en France, quittera Tegernsee, près de Munich, et se rendra directement à Saint-Pétersbourg; il sera vendredi à Cronstadt pour l'arrivée de M. Poincaré.

« Les insinuations des journaux allemands relatives à un emprunt russe émis à Paris, qui constituerait le prix de l'accord naval,

montrent l'importance attachée à l'augmentation des forces de l'alliance.

« Il est exact qu'au cours des négociations, MM. Poincaré et Kokovtsoff qui, tous deux, furent ministres des finances, envisageront les conséquences financières de l'effort naval de la Russie et des autres grandes questions économiques intéressant les deux gouvernements amis. Il sera question notamment du concours financier français pour l'émission d'un emprunt destiné à plusieurs créations de chemins de fer. »

Cet article, signé encore Marcel Hutin, comporte, lui aussi, plusieurs enseignements.

D'abord, la publication d'un accord — vrai jusque dans ses détails ou faux, en bonne partie, si l'on s'en réfère à la rectification du lendemain — qui aurait été pris « sur l'initiative de M. Poincaré, aidé de l'active collaboration de M. Paléologue », liant les mains à la Russie à la veille de l'entrevue de Port-Baltique — cette publication est singulièrement inopportune et maladroite dans un moment où personne encore ne veut de la diplomatie « de la place publique », et elle n'est pas faite pour écarter de la France et du monde le danger de guerre ! Et pourtant, la phrase qui montre notre ambassadeur à Vienne chargé de « rassurer le gouvernement » prouve bien que partout, l'opinion est en éveil et que la circonspection s'impose.

Or, à notre connaissance, aucun démenti officiel ou officieux ne vint du gouvernement pour atténuer l'effet produit.

Mais l'article de *L'Echo de Paris* contient une autre phrase particulièrement suggestive en ce qui concerne les relations entre Poincaré et le comte Iswolsky. C'est celle qui annonce que l'ambassadeur de Russie à Paris, actuellement en villégiature en Bavière, fera diligence pour se trouver à St-Petersbourg pendant le séjour du Président du Conseil français au devant duquel il ira même, à Cronstadt, pour son débarquement.

Un pareil empressement, nullement protocolaire en ce sens que rien n'oblige un ambassadeur à suivre, dans une visite à son gouvernement, le chef du gouvernement auprès duquel il est accrédité, est particulièrement caractéristique des bonnes relations — et, apparemment, de l'accord des vues politiques — qui existaient entre Poincaré et Iswolsky (1)... et ceci nous intéresse tout spécialement, moins de trois mois après le coup de théâtre du 17 mai, à Paris ! Nous aurons l'occasion, d'ailleurs, d'y revenir.

Enfin, il ne me paraît pas sans intérêt de souligner la contradiction de l'article de Marcel Hutin quant aux nouvelles annoncées par les

(1) Le programme annoncé par *L'Echo de Paris* fut réalisé — on le verra — de point en point.

journaux allemands d'un emprunt russe et qu'il traite d'« insinuations » pour les reconnaître exactes, quelques lignes plus loin. C'est toujours le même procédé de mauvaise foi et d'injures répétées jusqu'à... la guerre !

Le lendemain — je l'ai dit — Marcel Hutin rectifiait son information de la veille : « ... Je tiens à préciser, écrivait-il, que ce n'est pas à proprement parler une convention écrite qui a été conclue entre la Russie et la France... mais qu'il y a eu des conversations auxquelles a pris part l'Angleterre.

« En vertu de ces stipulations verbales, aucune des trois nations de la Triple-Entente n'entamera de négociations sur une question internationale quelconque avec une autre puissance sans en référer préalablement aux deux gouvernements amis... »

On voit la différence entre l'accord ainsi présenté et qui, sous une forme beaucoup plus générale, s'appliquerait vis-à-vis d'une puissance quelconque et celui qui aurait été dirigé spécialement contre l'Allemagne.

L'information du 6 août avait paru par trop maladroite et provocatrice. Une rectification avait été demandée ; mais, le gouvernement, qui ne risquait pas le démenti, même officieux, qui s'imposait en présence de l'émotion à prévoir. Et, pourtant, cette émotion s'était déjà manifestée à l'annonce de la convention na-

vale franco-russe, ainsi que quelques extraits de presse en donneront une idée :

« En Angleterre, écrivait la *Frankfurter Zeitung*, la presse impérialiste salue la convention navale franco-russe avec satisfaction... Quelques journaux se montrent satisfaits de voir que la convention navale est une continuation de la politique d'Edouard VII et pourtant cette politique d'encerclement est la grande faute qui pèse lourdement sur la politique anglaise et dont on ne ressentira les mauvais effets que dans l'avenir...

« Les journalistes français envoyés en Russie pour transmettre des nouvelles sur le voyage de M. Poincaré, continuent à adresser, de la frontière allemande des télégrammes politiques sensationnels. On fera bien d'accueillir avec réserve ces informations, en grande partie de pure invention, ou tout au moins, exagérées. »

L'Echo de Paris fait suivre cette citation du correspondant parisien de la *Frankfurter Zeitung* de ces mots : « Ce correspondant à une singulière idée de la façon dont ses confrères français remplissent leur mission. »

Eh bien ! il nous faut reconnaître que, pour cette fois, au moins, ce correspondant ne dit rien de plus que la vérité. L'exemple que nous avons cité de l'information sensationnelle publiée par *L'Echo de Paris*, au sujet de la convention franco-russe, le 6 août, et qu'il dut

rectifier le lendemain, est une preuve que les informations envoyées de la frontière germano-russe, par les journalistes français étaient « tout au moins exagérées ». (1).

Et qu'on ne cherche pas, dans nos constatations, autre chose que ce que nous voulons montrer, en toutes circonstances, c'est-à-dire *la vérité*. Qu'on ne nous accuse pas de vouloir souligner les torts et les erreurs de nos compatriotes à l'avantage des étrangers ex-enemis. Non pas ! Nous savons bien que la dissimulation, le mensonge et la rouerie, moyens d'action au service de la violence des gouvernements capitalistes étaient — avant la guerre, comme hélas ! encore aujourd'hui — le fait de l'ensemble de la presse de tous les pays.

(1) D'ailleurs, les démentis sont venus, non seulement du côté Triple-Alliance, mais même du côté Triple-Entente.

L'Agence Havas communiquait un télégramme qui, d'après *Le Temps*, est visiblement de source officieuse : « Londres, 6 Août. — A propos de l'information publiée, ce matin, par un journal français, relativement à un nouvel accord de la Russie et de la France, voici l'opinion recueillie dans les milieux politiques les mieux informés : Dans ces derniers temps, la France, l'Angleterre et la Russie ont eu naturellement de continuels échanges d'idées sur les diverses éventualités du problème oriental... C'est évidemment à ces intimes tractations que fait allusion l'article en question. Mais, la confiance même qui unit les trois gouvernements leur a permis d'imprimer à leur solidarité un caractère très différent de celui sous lequel on l'a présentée... »

Le démenti — pour enveloppé qu'il soit, dans la forme, — n'en est pas moins formel et son origine officieuse souligne encore le danger qu'il y avait à laisser courir de pareils bruits.

Nous savons que les institutions et les organismes impériaux — la presse en tête — joignaient à ces tares foncières provenant du régime, une brutalité spéciale due à l'influence de l'oligarchie féodale et militaire qui pesait encore sur le pays. Nous sommes les premiers à reconnaître, à affirmer que — pour ce que les causes secondaires peuvent valoir en face des causes profondes et fondamentales — cette brutalité, cette morgue — plus grandes en Allemagne que partout ailleurs — ont contribué à déchaîner le conflit mondial. Mais, notre rôle n'est pas ici, de plaider pour ou contre l'un ou l'autre, ni, surtout, dans le sens où vont, tout naturellement, nos sympathies instinctives, c'est-à-dire, pour nos concitoyens, mais, au contraire, de juger, en toute impartialité, qu'il s'agisse d'un Français ou de tout autre.

L'émotion causée par les commentaires de la *Frankfurter Zeitung* se retrouve dans ces lignes de la *Berliner Zeitung am Mittag* :

« Peu nous importe ce que les Français peuvent prétendre de la convention navale franco-russe dirigée, dit-on, contre l'Allemagne.

« Mais, déjà, cette convention est commentée en Angleterre avec une joie mal dissimulée. Le monde a acquis l'impression que nous n'avons fait que nous vanter à tort des résul-

tats de Port-Baltique ou bien que nous y avons été joués.

« La Bourse (1) d'hier a été prompte à s'é-mouvoir, comme il fallait s'y attendre. Les cours ont baissé : Non pas que l'on redoute un conflit prochain, mais parce que les continues inquiétudes, la fréquente agitation, prouvent une dépression à laquelle notre gouvernement a le devoir de mettre fin. Si la Russie nous garantit sa neutralité comme elle nous l'a assurée après Port-Baltique, tout ce qu'on peut dire à Paris et à Londres nous est complètement indifférent. Nous pourrions alors continuer à faire fructifier en paix ce que nous avons acquis. »

Faire fructifier ce qui a été acquis, c'est-à-dire permettre aux grandes industries, aux grandes banques, aux grandes compagnies de navigation et de transports, aux capitalistes de tout poil de s'enrichir encore et de s'engraisser, littéralement, avec la sueur — en attendant le sang — des peuples, voilà bien la préoccupation des gouvernements et de leur presse !

Mais, on voit l'inquiétude qu'avaient suscitée les informations lancées au sujet de la fameuse convention navale franco-russe.

(1) La panique en Bourse ! Quelle meilleure preuve que le gouvernement aurait été bien inspiré en coupant court, par une mise au point, aux exagérations de la presse ?

Bien entendu, chez nous, les hommes désintéressés et de sang-froid — trop rares et jamais écoutés — élevaient la voix pour signaler le danger.

Dans son « leader » de *l'Humanité* du 7 août, Jaurès montrait les risques de cette convention avec la Russie « qui nous fait entrer plus profondément dans la politique de celle-ci. » « Etre avec la Russie dans les affaires d'Orient, écrivait-il, c'est être presque certainement en antagonisme avec l'Autriche-Hongrie. Si les convulsions et les déchirements de la Turquie surexcitent les convoitises européennes, la rivalité de la Russie et de l'Autriche pourra s'aggraver et les difficultés où nous venons d'enfoncer les mains pourront être redoutables... »

Une fois de plus, sa haute sagesse et son courage ont permis à Jaurès de parler en prophète. Hélas ! de pareils avertissements émanaient d'une infime minorité et, cependant, les hommes au pouvoir continuaient à obéir aux puissances d'argent qui les manœuvraient partout, dans la coulisse !

Telle était l'atmosphère politique et diplomatique de l'Europe, à la veille du premier voyage de M. Poincaré en Russie, et l'on comprend du reste que ce voyage ne fût pas sans susciter quelques inquiétudes.

Ces inquiétudes apparaissaient — je l'ai déjà montré — jusque dans la presse de la

Triple Entente, tels ces regrets exprimés par le *Daily Graphic* que M. Poincaré, se rendant à St-Pétersbourg, ne fût pas passé par Berlin. C'eut été, en effet— s'il l'avait voulu — un moyen d'atténuer, sinon de supprimer, l'impression produite par certaines fautes que nous avons signalées. Tel aussi le regret exprimé par le *Retch* (1), de Saint-Pétersbourg, que les graves questions en cours n'eussent pas été plus largement traitées, lorsqu'il écrivait : « ... La plupart de ces questions cadraient mieux avec l'idée d'une conférence européenne qu'avec celle de pourparlers entre deux puissances. »

Mais, une conférence européenne n'aurait pas permis à certaines ambitions de se manifester, à certains intérêts de triompher; il aurait fallu peser le pour et le contre de chaque mesure envisagée; les conflits d'intérêts entre les gouvernements, entre les capitalismes masqués par eux, auraient peut-être fait apparaître les intérêts véritables des peuples et les moyens de sauvegarder la paix du monde ! Etait-ce bien là ce que souhaitaient tous les responsables de cette époque ? Si oui, les suites de leurs pourparlers et de leurs tractations établissent surabondamment, hélas ! qu'ils ont été bien mauvais prophètes !

Quoiqu'il en soit, dans cette atmosphère

(1) Organe du parti Cadet.

orageuse et inquiétante, le voyage de M. Poincaré eut lieu ainsi qu'il avait été annoncé. Nous sortirions du cadre de cette étude en en relatant les détails. Il nous suffira d'insister sur deux points importants quant à la question que nous voudrions aider à résoudre, de savoir si *Poincaré favorisait la politique du comte Iswolsky ou celle de l'ambassadeur Georges Louis ?*

Nous avons vu annoncer, par *L'Echo de Paris* du 6 août, qu'Iswolsky, alors à Tegernsee, en Bavière, se rendrait à St-Petersbourg et, de là, à Cronstadt, au devant de M. Poincaré.

Ainsi fut fait, et le 9 août, sur le quai de débarquement, au premier rang de ceux qui attendaient M. Poincaré — alors, je le répète, que rien, dans le protocole ni dans les usages ne l'y forçait, se trouvait le comte Iswolsky.

Et, dès lors, pendant tout le séjour en Russie, à Saint-Petersbourg, à Moscou, au cours des déplacements, les deux hommes ne se quitteront plus. De manifestation militaire en manifestation théâtrale, de parade à Tsarskoïé Selo à manœuvres à grand tam-tam, Poincaré et Iswolsky se présenteront de compagnie et ne se laisseront pas l'un de l'autre.

Voilà le premier point.

Le second est celui-ci :

Sur le quai de débarquement de Cronstadt se trouvait, au moment de l'arrivée de M. Poincaré, un autre personnage qui, lui, était ap-

pelé là impérieusement par sa fonction : M. Georges Louis, ambassadeur de France en Russie, ne pouvait pas moins faire que de venir à la rencontre du chef de son gouvernement et il n'y a là aucune sorte d'indice en aucun sens.

Pendant le séjour de M. Poincaré à St-Petersbourg, l'ambassadeur de France l'accompagna, ainsi qu'il convenait, dans toutes les réceptions officielles où sa présence était nécessaire et là encore il n'y avait rien que de normal. Mais, lorsque, quelques jours plus tard, M. Poincaré partit pour Moscou, accompagné par toutes les hautes personnalités politiques et, *notamment par le comte Iswolsky*, notre ambassadeur GEORGES LOUIS RESTA A SAINT-PÉTERSBOURG.

Voilà le contraste qu'il m'apparaît important de signaler entre deux attitudes : D'un côté, l'ambassadeur de Russie à Paris que rien ne forçait à quitter son poste, pendant le voyage de Poincaré, se précipitant à la suite du Président du Conseil, le recevant sur le quai de débarquement, à Cronstadt, et, s'attachant ensuite à lui, pendant tout son séjour en Russie!

De l'autre, l'ambassadeur de France en Russie, dont le rôle tout naturel et obligatoire était de piloter le chef de son gouvernement, pendant son séjour, réduisant volontairement ce rôle au minimum qu'il ne pouvait pas éviter et n'hésitant pas à risquer d'attirer l'attention

et les commentaires toujours à l'affût, en laissant M. Poincaré partir pour Moscou sans l'accompagner !

Il fallait, semble-t-il, pour qu'un homme de la sagesse et de la pondération de M. Georges Louis — sagesse et pondération auxquelles, on l'a vu, chacun rendait hommage — se résolut à un pareil geste, des motifs singulièrement impérieux !

Ce qu'il y a de certain, c'est que, rapprochées des événements qui venaient de se passer à Paris, au moment de ce que j'ai appelé le « coup de théâtre » du 17 mai, les attitudes respectives de MM. Iswolsky et Georges Louis vis-à-vis de M. Poincaré pendant son voyage en Russie, s'éclairent d'une lueur révélatrice et nous donnent à entendre que l'ambassadeur de Russie était plus près du cœur et de l'esprit du Président du Conseil que l'ambassadeur de France. C'est là, on en conviendra, une constatation qui n'est pas indifférente sur la voie de la résolution de la fameuse question qui nous occupe : *Poincaré au cours des années 1912, 1913, 1914, a-t-il été l'homme de la politique du comte Iswolsky, ambassadeur de Russie à Paris, contre la politique de M. Georges Louis, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg ?*

Nous trouverons, dans la dernière partie de cette étude, une raison de plus en faveur d'une réponse affirmative.

TROISIÈME PARTIE

Le Rappel de l'Ambassadeur Georges Louis

La situation européenne
pendant la période qui précéda l'élection
Présidentielle, en France.

Sombres jours, pour l'Europe et pour le monde, que ceux qui suivirent le retour de Russie de M. Poincaré et au cours desquels se prépara son élection à la Présidence de la République !

Sombres jours qui virent sortir du conflit italo-turc la guerre Balkanique, prélude de la guerre mondiale !

Sombres jours que d'aucuns prévoyaient au lendemain même du voyage de Poincaré et, notamment, Jaurès, lorsqu'il écrivait, le 24 août : « Que prépare la Russie ? Que lui avons-nous promis ? Voici que les principaux journaux russes parlent, à peine M. Poincaré parti, non seulement de l'ouverture des détroits, mais d'une autre « compensation »... Quand donc la France retrouvera-t-elle le sens de l'idéal qui est, maintenant, le sens de la vie ? »

Et, pendant toute cette période, ce fut encore Jaurès qui fut l'interprète le plus lucide et le plus courageux de l'inquiétude qui pesait sur la France et sur le monde.

« ... Le mystère même où s'enveloppe la diplomatie, — écrivait-il le 3 octobre — contribue à aggraver les inquiétudes et à développer l'agitation. Qu'a négocié M. Poincaré à Saint-Pétersbourg ? Quels ont été les entretiens de M. Sasonoff et de sir Edward Gray ? On l'ignore.

« Le seul moyen d'assurer la paix en Orient, c'est de renoncer à ces méthodes de secret et d'intrigue. Que les six puissances fassent connaître très haut leur pensée. Qu'elles s'engagent publiquement les unes à l'égard des autres et devant le monde, à ne menacer en rien l'intégrité de la Turquie. Qu'elles lui permettent ainsi de procéder sans humiliation aux réformes intérieures qui enlèveraient aux revendications des Etats Balkaniques tout prétexte et tout fondement. Qu'on inaugure enfin le régime de la franchise, de la clarté, de la bonne foi. Que l'Europe comprenne que sa déloyauté la perd, que sa bassesse la conduit à d'effroyables conflits. Là seulement est le salut... Quand donc, de tout ce chaos menaçant et ignominieux sortira un droit international humain, probe et clair ? »

Noble langage et — il faut le répéter — prophétique, qui nous fait regretter plus amè-

rement, dans l'intérêt de l'humanité, la disparition de Jaurès, à la veille du grand drame ! Qui peut dire, en effet, quelle influence n'aurait pas eue sur les événements, cette grande voix appuyée par celle de Wilson ? Qui peut affirmer que le génie clair et humain d'un Jaurès n'aurait pas réussi à abrégé, dans une large mesure, le martyre de l'Europe ?

A mesure que la crise Balkanique se précise et que le danger grandit, les avertissements de Jaurès se font plus pressants. Le 7 octobre, sous le titre : « Pas d'illusion », il écrit :

« Qu'on ne s'y trompe pas. Si les puissances ou ce qu'on appelle encore de ce nom, ne parviennent pas à empêcher la guerre des Balkans, elles ne parviendront pas à la « localiser ». Leur échec même suffirait à prouver qu'elles ne veulent pas sérieusement et unanimement la paix... La Turquie et la Bulgarie ne seront intransigeantes que si elles se sentent encouragées... Depuis la querelle de M. d'Ærenthal et de M. Iswolsky, le duel de l'Autriche et de la Russie se continue en Orient... L'Autriche considère la mobilisation des Etats Balkaniques comme étant une mobilisation russe... Devant ce fait, les prolétaires, les socialistes de l'Europe entière doivent redoubler de vigilance... Et sans doute, bien loin d'ajourner à l'année 1914, comme l'ont proposé quelques nations, le Congrès International de Vienne, il conviendrait... »

Le duel de l'Autriche et de la Russie ! L'ombre sinistre du comte Iswolsky planant sur l'Europe hérissée d'armes ! Comme Jaurès situe bien le mal ! Comme il aperçoit bien le remède : un Congrès International dans lequel les peuples, au grand jour d'une libre discussion, envisageront les problèmes qui les divisent dans un esprit d'harmonie qui sera, pour le monde, comme une révélation... !

Hélas ! l'année 1914, ce n'était pas le Congrès international, ce n'était pas l'harmonie, mais le fracas des armes, la guerre, pour tant d'années, déchaînée et dont nous ne sommes pas affranchis encore !

Le 9 octobre, la guerre vient d'être déclenchée par le Monténégro, déclarant la guerre à la Turquie, au moment où la paix italo-turque est imminente, dans des conditions telles que l'on se demande si la Russie n'est pas derrière le Monténégro (1). Jaurès écrit : « C'est pour l'Europe le châtiment terrible qui s'annonce. Pendant toute une génération, elle a été tout entière à ses compétitions, à ses combinaisons égoïstes, elle a, pour s'assurer les bonnes grâ-

(1) L'événement se produit, en effet, au lendemain des conversations par lesquelles Iswolsky a obtenu, de Poincaré, la promesse, sans conditions, du concours armé de la France, en cas de conflit austro-russe, à propos des Balkans.

Les archives du Ministère des Affaires Etrangères de Russie, étalées aux yeux du monde par le gouvernement Soviétique, — quelle leçon et quel exemple ! — ont projeté, sur ces conversations Iswolsky-Poincaré, une lumière définitive :

ces et les concessions financières d'Abdul Hamid, permis au sultan rouge d'égorger les Arméniens, d'éluder tous les engagements du traité de Berlin. Puis, elle s'est ruée contre le monde de l'Islam, à l'heure où il semblait vouloir s'essayer à la liberté; et le Maroc, la Bosnie-Hertzégovine, la Tripolitaine, toutes les

« Le 12 septembre 1912, dit le *Daily Herald* du 28 juin 1919, Iswolsky rend compte d'une conversation avec Poincaré, dans laquelle ce dernier lui assurait la loyauté de la France, vis-à-vis du Tsar, dans les termes suivants : « Si un conflit avec l'Autriche déterminait l'intervention armée de l'Allemagne, la France reconnaîtra immédiatement le « *casus fœderis* » et ne perdra pas une minute pour remplir ses engagements vis-à-vis de la Russie. »

Ainsi que le fait justement remarquer le supplément de *Foreign Affairs* (octobre 1919), il n'y avait ni réserves, ni avertissement. C'était *carte blanche* pour la Russie. Et il ajoute :

« M. Poincaré renouvela cette assurance à Iswolsky en novembre 1912. Les textes complets, en français, des dépêches d'Iswolsky à Sasonoff, sur ce point, sont données dans le Livre Blanc allemand : appendices 5 et 6, pages 72-3. Bien plus, M. Poincaré saisit l'occasion pour faire, en même temps, une déclaration similaire, à l'ambassadeur italien à Paris, Monsieur Tittoni : « Poincaré dit à Tittoni — rapporte Iswolsky à Sasonoff le 21 novembre (livre Blanc Allemand : appendice 7, page 73) — que, si le conflit austro-serbe conduisait à une grande guerre, la Russie pourrait compter pleinement et complètement sur l'appui armé de la France. » et Sasonoff, au courant de ce fait, télégraphiait à Iswolsky : « Nous sommes très reconnaissants à Poincaré d'avoir déclaré à l'ambassadeur italien que la France est prête à nous appuyer. »

Iswolsky (dans ses dépêches à Sasonoff) rapporte encore l'opinion de M. Poincaré :

« Que les experts et les responsables sont excessivement optimistes sur les chances russo-françaises, dans le cas d'un conflit général. »

Qu'aurait pu dire de plus un homme qui aurait souhaité la guerre ?

entreprises de mensonge, de rapine et de violence ont déchaîné, par l'exemple, les appétits illimités. Le sinistre enchaînement que, nous tous, socialistes, nous ne cessons d'annoncer et de dénoncer depuis dix ans, a conduit l'Europe à sa crise suprême. Le Maroc criminel, le Maroc maudit a suscité l'entreprise Tripolitaine qui, elle-même, a créé l'état de trouble qui aboutit à la guerre des Balkans d'où peut sortir la guerre universelle... C'est une heure redoutable qui sonne pour la civilisation humaine. »

A la même époque, la presse russe mène, plus que jamais, une campagne bruyamment impérialiste et dominatrice. Le *Novoié Vrémia* (officieux) va jusqu'à menacer les alliés français et anglais d'un « lâchage » complet, s'ils se refusent à favoriser les ambitions panslavistes. Les journaux démocrates eux-mêmes, tel le *Retch* (cadet) et le *Dien* réclament une politique agressive dans les Balkans et l'*Humanité* du 19 octobre, sous la signature de Jean Longuet, peut écrire : « Plus que jamais le tsarisme russe est le grand ennemi de la civilisation et du progrès universel », tandis qu'en tête du premier numéro (21 octobre) de la *Tribune Russe* (dirigée par Roubanowitch, socialiste-révolutionnaire, délégué au Bureau socialiste international), nous lisons : « ... Depuis deux ans, nous assistons à des conflits voulus et cherchés par la diplomatie russe,

tant en Extrême-Orient que dans l'Orient Moyen et dans l'Ouest tout court.

« La presse nationaliste russe ne déguise pas les projets belliqueux du tsar. Tout en flattant la France où l'on va placer des emprunts nouveaux, on cherche à s'entendre avec l'Allemagne. La redoutable question des Dardanelles se dresse; l'Autriche est étroitement surveillée et quotidiennement dénoncée; et les succès des uns ou des autres belligérants d'aujourd'hui risquent d'allumer l'intervention du tsar et la conflagration générale... »

Ceux qui ont suivi, au jour le jour, les événements de cette période troublée, ceux qui ont entendu se succéder tant d'avertissements et de protestations, savent ce qu'il faut penser de la théorie des responsabilités unilatérales de la guerre de 1914. Ils ont vu, tour à tour, les manifestations impérialistes et dominatrices se produire dans les deux groupements européens en présence et ils ont compris, une fois pour toutes, que ces groupements portent, l'un et l'autre, une part de cette responsabilité qui incombe, en dernier ressort, au régime capitaliste de la société.

C'est à la même époque que l'*Agence Havas* communiquait à la presse la note suivante :

« Saint-Petersbourg, 20 octobre.— L'agence télégraphique de Saint-Petersbourg est autorisée à déclarer que l'information de journaux relative à de graves divergences d'opinions

entre le Président du Conseil des Ministres et le Ministre des Affaires étrangères est absolument dénuée de fondement et qu'entre ces ministres, il n'a pas existé et n'existe pas non plus de désaccords se rattachant aux événements des Balkans ou à d'autres questions. »

Démenti classique et, pour ainsi dire, de style, lorsqu'une information a été lancée qui embarrasse les gouvernements.

Le bruit qui courait, à ce moment comme à d'autres, de désaccords entre Kokovtsoff et Sasonoff est la confirmation de ce que nous avançons lorsque nous supposons que le rappel de Georges Louis, en mai 1912, avait été machiné à Paris, par Iswolsky, d'accord avec Sasonoff, grâce à certains concours que nous recherchons ici, et très probablement sans même que le Président du Conseil Kokovtsoff eût jamais été pressenti !

Les quelques extraits de la presse que nous venons de mettre sous les yeux du lecteur, montrent à quel point la situation de l'Europe était trouble en cet automne de 1912 et combien peu de chose il aurait fallu pour déterminer, dès ce moment, la conflagration générale qui devait éclater deux ans plus tard.

La Russie était le principal problème et la plus grande énigme : Jaurès, parlant des Russes, disait : « C'est notre devoir de nous mettre, tous les jours, mieux en état de suivre leurs luttes, de comprendre la vie de ce grand

pays si tragiquement éprouvé et qui sera bientôt, par l'héroïque effort de ses prolétaires, une des plus prodigieuses ressources de la race humaine » (1). Mais, d'un bout à l'autre de l'Europe, la tension était extrême en présence du conflit déchaîné dans les Balkans et dont on savait depuis si longtemps que là était le plus grand danger pour la paix du monde ! Les yeux de tous les hommes avertis et clairvoyants se tournaient avec inquiétude vers l'Orient, avec un grand désir de modération et de prudence, car on se rendait compte qu'il suffirait d'un geste, d'un mot, pour déchaîner, sur le monde, la catastrophe !

C'est le moment que choisit M. Poincaré pour prononcer, à Nantes, au banquet de la Fédération républicaine démocratique de la Loire-Inférieure, un grand discours où, contrairement aux usages (ainsi que le souligne *l'Echo de Paris* dans les lignes que nous citons plus loin), il crut bon de faire part à la France et au monde de ses vues sur notre politique extérieure. Ah ! certes, il vantait la politique pacifique de la France — et quel est l'homme d'Etat, fût-ce Guillaume II, qui, lorsqu'il parle « épée aiguisée et poudre sèche » ne présente pas ses intentions et ses précautions militaires sous le couvert du vieil adage « *si vis pacem para bellum* ? ».

(1) Phrase prophétique, elle aussi, relue à la lueur des événements actuels.

Mais, le grand discours du Président du Conseil fit se pâmer d'aise les chauvins, les grands « patriotes », tandis que les autres, les amis de la paix, se taisaient, plus inquiets encore.

L'Echo de Paris du 28 octobre, rendant compte de la manifestation de Nantes et, parlant des auditeurs, disait :

... « Ils applaudissent encore lorsque le Président du Conseil... évoque l'énergie et la fierté de ce peuple français « qui ne veut pas la guerre, mais qui pourtant ne la craint pas ».

La phrase fit le tour du monde et sonna comme une menace, d'autant plus qu'elle était accompagnée de commentaires tels que les suivants, de l'envoyé spécial de *l'Echo de Paris*, à Nantes, Marcel Hutin :

« Si je détache cette phrase (1) du discours de M. Poincaré, écrivait-il, c'est qu'il m'a semblé qu'elle a été particulièrement applaudie par les 1.800 convives, de toutes nuances, mais, en majorité, radicaux avancés... et cela est symptomatique de constater qu'ils approuvent... la politique nationale du Cabinet...

« D'ordinaire, les chefs de gouvernement n'ont pas coutume, en France, de donner à une réunion populaire la primeur de leurs vues sur la politique étrangère, surtout à l'é-

(1) « ... Pour nous la conserver à nous-mêmes (la paix) il faut garder en vous toute la patience, toute l'énergie, toute la fierté d'un peuple qui ne veut pas la guerre, mais qui pourtant ne la craint pas ».

poque grave que nous traversons. M. Poincaré a rompu nettement avec la tradition... L'assistance a compris... la partie de son discours relative à la situation extérieure, M. Poincaré l'a dite sur un ton et avec des gestes qui traduisaient à merveille l'importance capitale qu'il attachait à cette partie de ses déclarations. »

De pareilles paroles, de pareils commentaires dans les circonstances où se trouvait l'Europe, ne pouvaient pas ne pas émouvoir et inquiéter l'opinion. En France, je l'ai dit, si la presse nationaliste manifesta bruyamment sa joie, les organes de ceux qui ne voient pas de honte à craindre la guerre — les hommes d'Etat, eux, parlent de la guerre mais ne la font pas ! — les organes de ceux qui savaient déjà qu'une mauvaise paix vaut mieux qu'une bonne (?) guerre, gardèrent un silence prudent. Mais, dans la presse étrangère et spécialement chez nos ennemis éventuels, l'émotion se manifesta, provoquée par le discours de M. Poincaré et il n'aurait pas eu besoin d'être le grand politique qu'il est pour la prévoir. J'en citerai deux extraits particulièrement caractéristiques :

« On peut considérer sûrement, écrivait la *Zeit*, de Vienne (28 octobre), après ce discours, que la Russie trouvera dans la question d'Orient, un entier appui en France. »

Et là, en effet, était le grand danger, puis-

que — nous l'avons vu — la politique extérieure, alors triomphante, à Saint-Pétersbourg, était celle du comte Iswolsky, tandis que l'influence de Georges Louis était en singulière décadence depuis la crise du mois de mai.

Et le *Neues Wiener Journal* du même jour, donnant véritablement la note juste et tragique, confirmée par les événements, écrivait : « Le discours de M. Poincaré sonne, malgré son apparence, comme un grondement de tonnerre lointain, avant un terrible orage. »

Lointain, en effet; mais l'orage est venu quand même, si terrible qu'après six années, il n'est pas encore apaisé sur le monde !

Jaurès, dans le moment, voulant, de toute évidence, éviter tout ce qui pourrait donner de l'importance à l'incident, se montra fort réservé; mais, à quelques jours de là, l'occasion lui était offerte de faire entendre sa voix.

Le *Temps* venait de faire paraître un « leader » comminatoire à propos de la réponse autrichienne à la note relative à une médiation — réponse dans laquelle le désintéressement territorial des puissances était demandé. Jaurès écrivait, le 6 novembre, dans l'*Humanité* :

« La note semi-officieuse du *Temps*, répliquant à la réponse de l'Autriche est d'un ton de polémique qui, à notre sens, ne convient pas... Je suis convaincu que sa (1) volonté de paix et d'équité est très forte, mais qu'il ne se

(1) Il s'agit de Poincaré.

laisse pas aller à un énervement qui pourrait être dangereux. Qu'il évite tout ce qui pourrait dresser l'une contre l'autre la Triple-Alliance et la Triple-Entente dans une crise où ce ne sera pas trop, pour sauver la paix, des bonnes volontés qui sont dans les deux groupements. »

Cependant, dans la *Guerre Sociale*, qui est devenue la *Victoire*, Gustave Hervé faisant allusion à l'entourage du Président du Conseil, écrivait : « ... Quand on sait qu'il y a au Ministère de la guerre un boulangiste comme Millerand et au Ministère de la Marine, un mégalomane dangereux comme Delcassé, on a le droit de se demander si les protestations pacifiques de Poincaré ne sont pas une comédie ou une manœuvre afin de mettre l'opinion publique de son côté, le jour où il démasquera ses batteries ! »

Ce qu'il y a de sûr, c'est que le discours du Président du Conseil, ainsi que le faisait remarquer — on l'a vu — la *Zeit*, de Vienne, devait constituer un encouragement aux tendances impérialistes et annexionnistes qui se manifestaient à Saint-Pétersbourg.

On ne devait pas tarder à s'en apercevoir. Au commencement de novembre — quelques jours à peine après le discours de Nantes — l'officieux *Novoié Vrémia* préconisait l'intervention militaire immédiate pour sauvegarder les « intérêts russes ».

Et le *Rousskoïé Slovo*, qui venait de recueillir les confidences de Sasonoff, précisait ce point de vue, en recommandant au gouvernement russe d'occuper immédiatement Constantinople :

« L'Empire, écrivait-il, n'a pas le droit d'abandonner à tous les périls les chrétiens qui habitent la capitale et de risquer les capitaux énormes qui sont mis dans les entreprises turques. Pour prévenir les menaces et rétablir l'ordre, les puissances doivent immédiatement occuper les principaux ports turcs. »

Ainsi, l'encouragement que la Russie annexionniste, la Russie du comte Iswolsky, croyait pouvoir tirer du discours de Poincaré, faisait venir au grand jour la politique que, depuis trop longtemps, elle pratiquait dans l'ombre et à laquelle Jaurès faisait allusion dans son article « Les Précisions » du 9 novembre, dans l'*Humanité*, où il disait :

« ... *Le Temps* publie une analyse des arrangements (1) conclus avant la guerre, par la Bulgarie avec les trois autres alliés... Mais,

(1) *Le Temps* du 9 novembre, au sujet des Conventions Bulgaro-Serbe de mars 1912, Bulgaro-Grecque de juillet 1912, Bulgaro-Monténégro et Conventions militaires pour 25 ans : Il était stipulé que, si des réformes radicales n'étaient pas réalisées en Turquie, les hostilités éclateraient, à la fin de septembre, après les récoltes.

L'événement fut conforme à ces prévisions.

surtout, de ces arrangements préalables, deux choses sont à retenir :

« D'abord, au moment où toute l'Europe diplomatique s'empressait à la formule première de M. Poincaré, et garantissait le *statu quo* balkanique, les Etats alliés avaient déposé chez leur notaire un plan de partage. Ce plan était connu de la Russie, qui avait organisé l'accord des alliés (1) et qui applaudissait au *statu quo*, tout en préparant le démembrement... »

Et cette politique de rapine et de brigandage, Jaurès la stigmatisait encore le lendemain, lorsque, faisant allusion à la responsabilité autrichienne engagée par l'annexion de la

(1) Je renvoie ceux qui douteraient de l'intervention russe dans la politique de conquêtes des puissances Balkaniques, à l'*Histoire Diplomatique de l'Europe*, par A Debidour (éditeur Félix Alcan). Il y est dit (tome II, page 185) : « Le gouvernement russe, qui s'intéressait si passionnément aux Serbes et qui ne les avait abandonnés qu'à regret en 1909, qui s'était intéressé aussi aux Bulgares et qui ne voyait que profit à soustraire leur clientèle à l'Autriche-Hongrie (par conséquent à l'Allemagne), ne demandait pas mieux que de faciliter le rapprochement des deux gouvernements de Belgrade et de Sofia. Et c'est effectivement sous ses auspices que fut conclu, le 13 mars 1912, le *traité serbo-bulgare d'amitié et d'alliance*... Le traité serbo-bulgare était accompagné d'une annexe secrète qui en doublait l'importance, en précisant le rôle qu'aurait à jouer la Russie dans cette alliance... »

Tout le passage est à lire et l'on y trouve, sous la plume d'un auteur qui, pourtant, ne répugne nullement aux procédés diplomatiques des gouvernements capitalistes, maints aveux caractéristiques au sujet des « apparences défensives » et des « projets belliqueux » de la ligue des petits Etats Balkaniques.

Bosnie-Herzégovine et à la responsabilité russe découlant de la Ligue des Balkans machinée par Iswolsky et le représentant russe à Sofia, il disait :

« ... Pas de guerre européenne pour les Balkans ! Pas de guerre européenne pour la question d'Albanie ! Ni les prolétaires d'Autriche, ni les prolétaires d'Allemagne ne veulent payer de leur sang les fantaisies et les rêves de grandeur du clérical archiduc. Ni les prolétaires et paysans de France ne sont disposés à engraisser les champs de bataille pour servir les desseins du tsarisme et les ranunces de M. Iswolsky. »

Les Prolétaires ! Les paysans ! Ils n'étaient pas disposés !

Pauvre cher Jaurès ! Il oubliait, pour un instant, que les dispositions des peuples ne comptent pour rien, jusqu'à présent, dans les volontés des gouvernements et que la parole d'un Iswolsky avait plus de poids que la grande clameur des multitudes !

Paysans ! Prolétaires ! Par millions ils dorment maintenant sous la terre parce que les efforts de Jaurès, pour la paix, ont été vains !

Et cette politique de rapine et de brigandage, que nous voyons s'épanouir, plus que jamais, au lendemain de la guerre, elle était déjà, alors, celle de tous les gouvernements. Le 19 novembre, dans l'*Humanité*, Lysis (qui, depuis... !) pouvait écrire : « Tandis que le

peuple Turc agonise... un de nos plus grands établissements financiers français commandite ses envahisseurs... : la Banque de Paris vient, en effet, de consentir une avance de quarante millions au gouvernement Bulgare à 5 1/2 % échéance de six mois !... Comme on ne peut soupçonner M. Poincaré d'avoir autorisé cette inavouable opération, il en résulte que la finance française s'attribue le droit d'intervenir dans des guerres qui mettent aux prises des peuples étrangers, sans consulter le gouvernement. Elle le fait, du reste, impunément. »

La dernière phrase est claire et sans réplique. L'appui financier prêté à la Bulgarie était toléré — donc approuvé — par le gouvernement. Qui s'en étonnera ? Le personnel au pouvoir — le même qu'aujourd'hui — pouvait-il désapprouver la finance d' « intervenir dans des guerres » sans consulter le gouvernement, lui qui, depuis, n'a pas hésité à engager la France elle-même « dans des guerres » au sujet desquelles la nation n'avait jamais été consultée ?

Ainsi, tout était à la guerre en cet automne tragique de 1912, et les esprits étaient si montés qu'une simple dépêche, relative à un exercice de mobilisation à Arracourt, mal interprétée, fit répandre le bruit de la mobilisation dans l'Est, causant une grosse émotion.

Les amis de la paix, comme il était trop naturel, déplorèrent un événement si inoppor-

tun dans l'état de trouble où se trouvait l'Europe et Jaurès écrivait, le 29 novembre :

« ... Mais que cette erreur même ait pu se produire, n'est-ce pas un signe que les nerfs se tendent dangereusement dans cette longue crise ? Et si un des hommes ainsi mobilisés à la frontière... avait déchargé son fusil... quelle surexcitation en France et en Allemagne ! Que les gouvernements redoublent de prudence. Que la presse s'applique à prévenir les malentendus, si elle ne veut pas être responsable du plus grand des crimes... »

Avertissements de quelques sages, qui se perdaient dans le concert des clameurs chauvines, ainsi que l'appel au secours d'un isolé au milieu de la tempête !

La presse avait bien cure de sa responsabilité éventuelle dans le « plus grand des crimes » responsabilité qui pèse, en effet, lourdement aujourd'hui sur elle !

Il est symptomatique — et combien attristant ! — de lire les termes employés, pour juger le même incident, par le plus grand journal de la République, le *Temps*, dont la gravité et la prétendue modération sont proverbiales.

Sous le titre « L'heureuse erreur », il écrivait le 29 novembre :

« ... Mais, il faut presque se féliciter de cette erreur qui nous a permis d'apprécier comment serait reçu cet ordre fatal que des

politiciens apeurés ne cessent de nous représenter comme une catastrophe nationale. C'est en chantant que tous les hommes valides de vingt à quarante-cinq ans, accueillirent la nouvelle, et la théorie nocturne des réservistes, des territoriaux et des engagés volontaires se déroula joyeusement sur la route sans aucune faiblesse, sans fausse sentimentalité, sans récrimination... Ce résultat est pour nous reconforter et nous n'avons pas le courage, après une telle expérience, de nous retourner contre l'auteur de cet incident qui, somme toute, n'a rien de malencontreux... »

Rien de malencontreux ! — On a déjà la vision, à lire ces lignes, de ces moments tragiques où, aux premières heures de la guerre, convergeaient vers les frontières d'innombrables convois d'hommes qui « joyeusement », en effet, chantaient et criaient, qui « à Berlin ! », qui « nach Paris ! » Combien sont revenus de ces dizaines de millions d'hommes et pour assister à quels spectacles de misère et de ruine ? Et ne frémit-on pas d'indignation et de dégoût à entendre traiter de « fausse sentimentalité » la terrible angoisse qui serrait le cœur, devant cet avenir sanglant, de tous ceux que n'aveuglait pas l'intérêt, la haine ou l'incurable stupidité ?

Tant d'excitations et de provocations portaient tout naturellement leurs fruits.

A un mois du grand discours où Poincaré

affirmait, à Nantes, que le peuple français « ne craint pas » la guerre, Bethmann-Hollweg ne crut pas pouvoir moins faire que d'y aller aussi de son « *Quos ego...* ». Dans un grand discours, faisant allusion aux intérêts de l'Autriche dans le règlement des questions Balkaniques, il dit notamment :

« ... Toutefois, si nos alliés, au moment où ils feraient valoir leurs droits, étaient, contre toute attente, attaqués d'un troisième côté et se trouvaient ainsi menacés dans leur existence, nous devrions, fidèles à notre devoir, nous placer avec une ferme conviction à leurs côtés... »

Ces paroles étaient comme l'écho, répercuté au loin, du grondement de tonnerre que le *Neues Wiener Journal* avait cru entendre dans le discours de Poincaré et, dans les déclarations de son correspondant de Londres, l'*Echo de Paris* du 4 décembre, pouvait justement affirmer :

« On estime ici que les déclarations de M. de Bethmann-Hollweg apportent, dans la situation internationale, un nouvel élément de danger. Le discours du chancelier est inutilement dangereux... »

Et, bien entendu, la presse française, dans son ensemble, critiquait le discours du chancelier, de même qu'elle avait loué celui de notre Président du Conseil. « Vérité, au delà des Pyrénées... ! »

Jaurès, dans l'*Humanité* du 4 décembre, pouvait écrire avec une ironie qui n'était pas sans amertume :

« Le *Temps*, commentant le discours de M. Bethmann-Hollweg estime qu'il a interprété dans un sens trop rigoureux le traité d'alliance qui unit l'Allemagne et l'Autriche... A merveille, et il nous plaît de voir le *Temps* interpréter les traités d'alliance dans le sens le plus favorable au maintien de la paix. Oui, mais, pendant que j'admirais son ingéniosité et sa sagesse de commentateur, je me disais : Quel dommage qu'il ne puisse appliquer ces belles facultés d'exégèse au traité d'alliance franco-russe ! Il ne le peut, car, tandis que le traité d'alliance austro-allemand est public, le traité franco-russe est secret... »

Et, reprenant la comparaison de Jaurès entre les diverses attitudes du *Temps*, ne pouvons-nous pas, aujourd'hui, lui demander quelle différence il y avait entre celle de Bethmann-Hollweg assurant, alors, à l'Allemagne, la collaboration armée éventuelle de son alliée et l'attitude de Poincaré allant, moins de deux ans plus tard, en plein conflit austro-serbe, promettre à la Russie le concours militaire de la France.

Oui, il y avait une différence : c'est que Poincaré, non content de faire des déclarations, fit un voyage... Et nous ne savons pas encore, aujourd'hui, ce qui s'est dit à Saint-

Pétersbourg, dans les derniers jours de juillet 1914 !

Ce qu'il y a de sûr, c'est que le discours de Bethmann-Hollweg n'était pas fait pour calmer les inquiétudes qui planaient sur l'Europe et que Jaurès exprimait, à la veille même de ce discours, dans le cri pathétique qui terminait son article du 3 décembre :

« Voici, écrivait-il, que l'armistice donné hier comme certain est compromis... Mais, quelle chose extraordinaire ! Tous les gouvernements de l'Europe répètent (1) : cette guerre serait un crime et une folie. Et les mêmes gouvernements diront peut-être dans quelques semaines à des millions d'hommes : C'est votre devoir d'entrer dans ce crime et dans cette folie. Et, si ces hommes protestent, s'ils essayent, d'un bout à l'autre de l'Europe, de briser cette chaîne horrible, on les appellera des scélérats et des traîtres et on aiguillera contre eux tous les châtimens.

« Quelle horreur que la vie ! »

On sent, dans l'exclamation finale, la terrible angoisse du clairvoyant génie, devant l'avenir de larmes et de sang qu'il entrevoit pour l'humanité. On y aperçoit le sentiment qu'il devait avoir de l'impuissance momentanée des efforts de quelques hommes contre le déchaî-

(1) Allusion aux discours de Poincaré, Winston Churchill, etc.

nement du cataclysme que l'on préparait par ailleurs. Et l'on voudrait pouvoir affirmer que Jaurès, s'il nous était providentiellement rendu aujourd'hui, n'aurait pas à la répéter, devant le spectacle — suite de la guerre — qui s'offrirait à ses yeux !

Heureusement, si Jaurès avait ses moments de désespérance — pour être un génie, il n'en était pas moins un homme ! — il avait la foi invincible en le progrès humain et l'espérance inébranlable en un avenir meilleur !

A travers toutes les déceptions, contre toutes les difficultés, tâchons de nous inspirer de son exemple !

L'élection Présidentielle

J'ai montré, par quelques faits particulièrement caractéristiques, dans quelle atmosphère trouble et inquiétante se trouvait l'Europe, pendant la période qui coïncida avec la campagne électorale pour le choix du nouveau Président de la République.

Jusqu'à la veille des élections, des événements se succédèrent qui étaient les indices de ce trouble et de cette inquiétude..

Le 18 décembre, à la Douma, le Président Kokovtsoff fit des déclarations relatives à des projets nouveaux concernant « l'organisation des forces armées » russes.

C'est que le gouvernement russe, qui vou-

lait encore, *momentanément* la paix, à cause de sa situation intérieure (rupture entre le gouvernement et le pays et hostilité sourde des nationalités opprimées), cultivait des ambitions à longue échéance et se préparait à les réaliser militairement, *lorsqu'il serait prêt*, sans s'aviser que d'autres se croiraient peut-être en mesure de le devancer.

Les déclarations de Kokovtsoff, comme celles de Poincaré, comme celles de Bethmann-Hollweg, n'étaient pas faites pour rassurer ceux qui voulaient la paix du monde. Jaurès les souligna, le 20 décembre, dans les termes suivants :

« Le Président du Conseil exprime, d'une part, que la paix générale sera maintenue, grâce à l'accord des puissances et il souligne, d'autre part, les « intérêts vitaux russes que nous sommes appelés à défendre de toutes nos forces, au nom de l'honneur et de l'intégrité de notre pays ». C'est, en somme, le dosage diplomatique habituel de « modération » propice aux solutions transactionnelles et de « fermeté » prête, s'il le faut, à des résolutions extrêmes... Aussi, la presse des différents pays ne se prive-t-elle pas de donner, aux paroles du premier ministre russe, une interprétation favorable à sa politique particulière. »

Et, peu de jours après, le 25 décembre, une nouvelle occasion s'offrit à Jaurès de mettre

en garde contre les cliquetis d'armes qui nous parvenaient de l'Orient. Sous le titre : « La Censure militaire dans l'empire du baillon », il écrivait :

« ... Le gouvernement « pacifique » de M. Kokovtsoff vient de publier un *oukase* impérial interdisant de répandre tout renseignement qui, de près ou de loin, pourrait révéler le secret des préparatifs militaires faits en vue d'une guerre éventuelle... » Après avoir montré que cet *oukase* était en vigueur depuis un an, lorsqu'enfin on s'avisait de le publier, Jaurès continuait :

« Si l'on parle moins des préparatifs militaires russes, c'est que le secret est mieux gardé que dans un pays relativement libre comme l'Autriche. C'est donc justement l'ordre de se taire signifié par l'*oukase* à son de trompette qui attire violemment l'attention publique sur les préparatifs secrets. — Cela veut dire que le gouvernement russe tient, en ce moment, à *afficher* ses préparatifs de guerre. »

L'attitude du gouvernement russe, que Jaurès soulignait de façon si claire, à propos de l'*oukase*, était d'allure nettement belliqueuse, bien que ce gouvernement envisageât — nous l'avons vu — la guerre pour un peu plus tard. Elle tendait, d'une part, à intimider l'Autriche-Hongrie et, de l'autre, à satisfaire la clique des nationalistes russes, mécontents

de la décision prise par les ambassadeurs pour l'Albanie (1) : cette attitude s'inspirait indubitablement des vues politiques du comte Iswolsky. Elle était le digne pendant de l'arrogance brutale du pangermanisme.

La concomitance de ces deux puissances d'impérialisme et de violence était bien faite pour émouvoir tous ceux qui avaient les yeux ouverts sur la politique internationale : aussi les inquiétudes étaient-elles plus justifiées et plus étendues que jamais en cette fin d'année 1912.

C'est dans cette atmosphère, lourde d'inquiétude et de malaise, que se poursuivit la campagne électorale, déjà entamée officieusement dans les couloirs, dans les antichambres, dans les salons, pour l'élection à la Présidence de la République.

Déjà, l'opinion publique s'agitait et la presse d'utiliser l'événement pour intéresser (!) ses lecteurs, par tous les moyens, même les plus vulgaires, tel le concours de *l'Eclair* : *Quelle sera la Présidente ?* dans lequel étaient déclarées éligibles : Mesdames Antonin Dubost, Paul Deschanel, Alexandre Ribot. Paul Doumer, Jean Dupuy, Jules Pams..., à l'exclusion,

(1) Décision prise par la Conférence des représentants des grandes puissances à Londres reconnaissant, le 21 décembre 1912, l'autonomie albanaise, dont le principe avait été soutenu par l'Autriche.

notamment, de Madame Raymond Poincaré (1).

Cependant, à l'extérieur, la politique d'Is-wolsky continuait à triompher. Le 11 janvier, sous le titre : « Ressaisissez-vous », Jaurès écrivait :

« ... Il y a à peine deux mois, à la veille des hostilités balkaniques, l'Europe proclamait le principe du *statu quo*... Maintenant, elle leur (2) livre presque toute la Turquie d'Europe...

« .. Quand les Bulgares seront pris entre l'armée roumaine et les lignes turques de Tchataldja, ils regretteront peut-être d'avoir tenté d'abuser de leur victoire.

« Les alliés le comprendront-ils ? La France le comprendra-t-elle ? Et a-t-elle gardé encore le droit de penser ? M. Iswolsky lui permet-il d'avoir un cerveau ? S'il nous l'a pris, qu'il daigne nous le rendre sans délai. Il y a urgence. »

Le lendemain, 12 janvier, dans un article où il protestait contre la politique réactionnaire du ministère Poincaré, au lendemain de la ré-intégration, dans l'armée, de Du Paty de Clam, l'un des artisans de l'affaire Dreyfus, Jaurès

(1) Les admirateurs de l'ancien Président de la République verront peut-être là une preuve, avant la lettre, de la trahison (?) de Judet.

(2) Aux alliés balkaniques.

revenait encore sur l'influence néfaste du comte Iswolsky :

« Que se passe-t-il donc, écrivait-il et de quel esprit de vertige sont frappés les dirigeants ? Par quel mépris du parti républicain tout entier, par quel mépris de la conscience républicaine, par quel défi aux officiers républicains, déjà si cruellement meurtris, le ministère Poincaré réintègre-t-il M. du Paty de Clam ?

« Et par quelle imprévoyance, par quel nement odieux sur les vaincus ou par quelle aliénation de l'indépendance française aux mains de M. Iswolsky, la diplomatie du ministère Poincaré, au lieu de jouer un rôle de médiation et de modération, encourage-t-elle les exigences les plus démesurées des Bulgares et des Grecs... C'était déjà beaucoup de sanctionner la remise aux alliés d'une partie de la Thrace, de la Macédoine tout entière, de l'Epire, de la Crète. Pourquoi dire encore aux Bulgares, nous serons avec vous tant que vous ne vous déclarerez pas « rassasiés » ?... Pourquoi acculer la Turquie à des résolutions désespérées... ? Pourquoi ? Sommes-nous donc destinés à être au dedans les serfs de la réaction, et, au dehors, les serfs de la Russie ? »

Questions et avertissements que l'on pourrait répéter, presque mot pour mot, aujourd'hui, avec cette seule différence que, la Russie ayant abandonné, avec le tsarisme, ses

visées impérialistes, c'est nous qui avons, hélas ! pris sa place, à la tête de la réaction mondiale !

En ce qui concerne l'incident du Paty de Clam, Poincaré était pris entre son désir de donner des gages aux conservateurs qu'il voyait devoir être son principal appui et celui de ne pas dépasser la mesure vis-à-vis des gauches.

A un Conseil de Cabinet, Pams ayant protesté contre la réintégration de Du Paty, Poincaré se décida à lâcher Millerand et déclara : « Si j'avais été consulté sur la réintégration, je ne l'aurais personnellement jamais approuvée », capitulant ainsi, devant l'unanimité de la presse républicaine pour qui cette réintégration était la goutte d'eau faisant déborder le vase.

L'Autorité (sous la signature de Cassagnac) pouvait affirmer sans injustice : « M. Poincaré a une bien mauvaise presse. Les conditions dans lesquelles il a lâché son collaborateur du département de la Guerre paraissent particulièrement répugnantes. Ses propres amis voteront pour lui, mais ne le défendent pas. Il a sacrifié son compagnon d'armes à une ambition personnelle... »

A la veille de l'élection (15 janvier) Jaurès, faisant allusion à l'élection imminente de Poincaré, écrivait :

« ... Je crains bien, dans l'état actuel de décomposition de l'esprit républicain, que le meilleur choix que nous puissions faire soit encore bien mauvais. Il se peut cependant que nous puissions éviter à la République et à la nation l'épreuve d'une présidence brouillonne et provocatrice, brutalement hostile à la classe ouvrière et menaçante pour la paix... »

Et, le 17 janvier, Poincaré ayant été mis en minorité, la veille, à la réunion plénière des « républicains » avec 272 voix contre 283 à Pams, Jaurès déclarait encore : « ... De plus, il est trop clair que M. Poincaré, mis en minorité par ces « républicains » dont lui-même a accepté la prétention jusqu'à la minute où leur verdict lui a été défavorable, ne peut plus espérer son succès que des voix conservatrices. Il sera élu Président de la République par le concours de ceux dont, la veille encore, il acceptait l'exclusion officielle du parti républicain... »

Tandis qu'à l'autre extrémité de la presse, *L'Autorité* (P. et G. de Cassagnac) faisait la même constatation, disant : « Certes, M. Poincaré n'a rien de César, mais élu contre la majorité avec laquelle il est appelé à gouverner, il ne va pas moins être entraîné dans une aventure dont nul ne peut prévoir l'issue. »

Hélas ! cette issue, beaucoup la prévoyaient : c'était la guerre !

Toujours est-il que ces pronostics se réali-

sèrent : M. Poincaré fut élu et entra à l'Elysée le 18 février.

Dans l'intervalle d'un mois qui s'écoula entre l'élection et l'entrée à l'Elysée du Président de la République, le Gouvernement russe eut encore le loisir de faire preuve de ses dispositions belliqueuses dont l'orientation de la politique, en France — apparemment — ne l'éloignait pas.

C'est encore à *l'Humanité* que j'emprunterai un extrait qui en fournira la preuve et je prie le lecteur de bien vouloir m'excuser de recourir si souvent à Jaurès et à son journal. Est-ce ma faute si le grand socialiste était, alors, la seule vigie de l'Europe, dont le regard clair était toujours dirigé au loin sur la route à suivre, pour prévoir les dangers et signaler les écueils ? Est-ce ma faute si l'ensemble de notre presse mettait autant d'empressement à dissimuler les erreurs, les fautes, les crimes que la presse socialiste de soin à les stigmatiser et à les dénoncer à l'opinion publique ? Hélas ! la voix de Jaurès prêchait dans le désert, un « désert d'hommes » et nous savons aujourd'hui combien de ruines et de deuils il nous en a coûté de ne l'avoir pas entendue !

Le 14 février, donc, au lendemain d'un voyage diplomatique du prince de Hohenlohe à Saint-Pétersbourg, *l'Humanité* s'exprimait ainsi sur les résultats de ce voyage :

« ... 1° La commission des affaires mili-

taires et navales de la Russie a adopté un projet de loi *secret* tendant à renforcer la « défense nationale » et, en particulier, à compléter les approvisionnements de guerre et le matériel d'artillerie. On ne sait pas l'importance des crédits qu'entraîne le projet de loi. Mais, le seul fait que le gouvernement a jugé bon de faire usage de sa prérogative anti-constitutionnelle pour traiter le projet comme un *secret d'Etat* montre assez qu'il s'agit de dépenses considérables ;

« 2° Le prince Hohenlohe parti, le Tsar lui-même s'est livré à une manifestation panslaviste.

« Il a, par un message spécial, remercié les assistants d'un banquet panslaviste à Pétersbourg « pour les sentiments qu'ils ont exprimés à l'égard de leurs frères slaves ».

« Or, ces bons sentiments ont trouvé, dans la résolution votée au cours du banquet, une expression belliqueuse à souhait :

« Dans la question balkanique, ont déclaré les agitateurs panslavistes, la Russie ne peut et ne doit pas baser sa décision sur un pacifisme infructueux, sur des considérations de Bourse et le désir de retarder, coûte que coûte, la solution des questions balkaniques qui viennent d'être posées, sous le prétexte de la peur de désordres révolutionnaires à l'intérieur.

« Ils ont affirmé ensuite :

« ... Que reculer devant l'Autriche-Hongrie

ou sauver la Turquie d'une destruction complète n'est conciliable ni avec la dignité du pays ni avec ses intérêts...

« Ce sont ces sentiments que le tsar a trouvé dignes de ses augustes remerciements, le lendemain de sa réponse — évidemment «amicale » à l'empereur d'Autriche !... »

Les sphères gouvernementales russes étaient, — on le voit — plus belliqueuses que jamais et à la remorque du comte Iswolsky. Il est impossible, au moment où Poincaré quitte la Présidence du Conseil pour la magistrature suprême, de ne pas rappeler avec toute la presse de cette époque, à quel point sa politique fut en harmonie avec celle de la Russie tsariste.

L'officieux *Novoié Vremia* l'encensait copieusement : « ... Grâce à lui, la diplomatie française a occupé la première place et la France s'est de nouveau sentie une grande puissance.

« Les paroles qu'il a prononcées : « La France ne veut pas la guerre, mais elle ne la craint pas » sont devenues classiques. Elles expriment la véritable attitude de la France et déterminent la conduite de ses diplomates. »

Les fameuses paroles de Poincaré, après avoir fait la joie de tous les chauvins de France, continuaient à appuyer les discours de tous les nationalistes du monde !

Et l'*Arbeiter Zeitung* (de Vienne) écrivait, au lendemain de l'élection : « M. Poincaré a

montré, comme ministre, beaucoup d'habileté, Il est vrai qu'il s'est laissé surtout inspirer par la politique russe... »

C'était aussi, nous le verrons, l'avis de notre grande presse nationaliste.

L'inquiétude, en de pareilles circonstances, fut grande, on le pense bien, chez tous les amis de la paix, à l'aube du nouveau septennat.

Gustave Hervé, dans *La Guerre Sociale*, s'en fait l'écho dans la manière ironique et tartarinesque qui lui est propre :

« Ah ! nos nationalistes, écrivait-il, veulent un président qui ait les poings carrés (1) contre les Allemands !

« Heureusement, nous ne sommes pas manchots, nous non plus.

« Et l'Internationale socialiste, des deux côtés du Rhin, a les poings carrés elle aussi, pour refouler les barbares de France et d'Allemagne qui voudraient barrer la route à notre République sociale des Etats-Unis d'Europe ! »

Et Jaurès, dont on a remarqué avec quelle modération il commentait, jusqu'alors, l'action de Poincaré, ne pouvait s'empêcher de

(1) Allusion à une chanson populaire qui faisait fureur, à cette époque, et qui indique bien la mentalité que d'aucuns cherchaient à développer dans le pays.

A noter que, dès l'élection de Poincaré à la Présidence de la République, le bruit courut partout : « Poincaré, c'est la guerre ! » Bruit qui n'avait, évidemment pas pu sortir, par génération spontanée, de l'imagination populaire et qui n'était probablement autre chose que l'écho de l'opinion courante dans les milieux politiques et diplomatiques informés.

lancer, en ces jours graves, l'appel qu'on va lire à la raison du nouveau Président. Sous le titre : « La veille du sacre », il écrivait le 17 février, dans *l'Humanité* :

« On annonce pour demain, jour de l'avènement officiel du nouveau président, une journée pompeuse... Que le nouveau président... se méfie aussi des applaudissements et des enthousiasmes. Beaucoup de ceux qui l'aiment s'aiment en lui. Ils veulent donner à sa présidence quelque chose de monarchique et faire chanter, dans sa popularité soudaine, comme dans une trompette neuve, leur nationalisme qui s'essouffait en des clairs fêlés.

« Le Président, qui a eu la faiblesse de se mettre sous leur main, dès son premier jour, saura-t-il les ramener à la mesure ? Saura-t-il percevoir, à travers les acclamations dont il sera enveloppé, l'inquiétude et le malaise de beaucoup de républicains et de démocrates qui ne furent point ses ennemis, mais qui n'ont pas renoncé à juger les hommes et les choses ? Surtout, saura-t-il se souvenir à temps, lui « Le Lorrain », que, si la Lorraine est éprise d'indépendance et d'honneur, elle veut profondément et sincèrement la Paix, qu'elle considère les chauvins brouillons et stupides comme ses pires ennemis ?

« Osera-t-il dire assez tôt et assez haut pour être entendu de ceux qui, demain, crieront sa gloire, qu'il ne veut pas que sa présidence soit

le septennat de la réaction et de la guerre ? »

Comment Poincaré répondit à l'appel émouvant et prophétique où Jaurès évoquait le septennat — possible alors et, aujourd'hui, hélas ! certain — de la guerre, nous allons le voir, dès le premier jour de sa Présidence :

Il signa — acte initial et significatif, semblait-il, de sa magistrature suprême — le rappel de notre ambassadeur en Russie, Monsieur Georges Louis.

Le rappel de Georges Louis

Nous avons laissé l'ambassadeur Georges Louis au lendemain de son retour à Saint-Pétersbourg, après la crise du 17 mai 1912 qui avait déjà failli lui coûter son poste et nous n'avons eu qu'une occasion de citer son nom, depuis cette époque : ce fut la première visite de Poincaré, en Russie, au cours de laquelle notre ambassadeur — on s'en souvient — ne fut même pas du voyage à Moscou, tandis que le comte Iswolsky ne quittait pas le Président du Conseil.

Si nous n'avons pas eu plus à dire de M. Georges Louis, pendant cette période, c'est — on le conçoit sans peine, d'après la tournure que les événements avaient prise en Russie — que l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg y avait joué un rôle plutôt effacé et que

son influence sur les affaires avait été nulle : le gouvernement français, après l'avoir rappelé à Paris, avait été obligé, par la fermeté de l'ambassadeur et l'attitude de la presse, de le rendre à son ambassade et tout s'était passé, par la suite, comme si le gouvernement avait agi, alors, à son corps défendant, et tout fait pour gérer, désormais, les affaires franco-russes en dehors de l'ambassadeur responsable.

On a beaucoup reproché — et nous savons ce qu'il lui en a coûté — à M. Caillaux, d'avoir, au cours de ses pourparlers Congo-Maroc, avec l'Allemagne, en 1911, négocié par-dessus la tête de son ministre des affaires étrangères et l'ancien Président du Conseil s'en est longuement et clairement expliqué devant la Cour de Justice; nous aimerions à obtenir, si les archives des Affaires Etrangères nous étaient ouvertes, les mêmes précisions quant à la politique de M. Poincaré, en 1912.

Quoiqu'il en soit, le *premier acte politique* du nouveau Président de la République fut le *rappel de l'ambassadeur Georges Louis*, (1) et cet événement, rapproché des faits qui s'étaient passés au mois de mai 1917 et que nous avons relatés, apparaîtra singulièrement troublant et suggestif à tout homme qui ne se

(1) Poincaré entra à l'Elysée le 18 février et, le lendemain -19, vers midi, à St-Pétersbourg. Georges Louis se voyait remettre le télégramme chiffré qui le relevait de son ambassade.

sera pas placé, systématiquement, sur les yeux, un bandeau !

Le 21 février, deux jours après celui où M. Poincaré était entré à l'Elysée, *L'Echo de Paris*, toujours le premier informé — et pour cause (1) — publia, sous la signature de Jean Herbette, en première page, à la place même où il avait annoncé, une première fois, le changement de notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg, les lignes suivantes :

Monsieur Delcassé, ambassadeur à Saint-Pétersbourg.

« The right man in the right place...

« Sa nomination fait honneur au Président dont elle illustre le message et dont elle inaugure dignement la bienfaisante activité...

« L'allié fidèle et loyal auprès duquel le gouvernement français envoie M. Delcassé lui a déjà témoigné, comme à M. Poincaré, une confiance qui n'a point coutume de se donner ni de se refuser à tort. Cette confiance a été singulièrement justifiée lorsqu'au milieu d'un conflit et au lendemain d'un incident qui semblaient destinés à mettre la Russie et l'Angleterre aux prises, M. Delcassé a travaillé pour le rapprochement des deux nations. Sans doute le souverain qui avait ainsi jugé à l'œuvre notre ministre des Affaires Etrangères a-t-il

(1) Son rédacteur, Jean Herbette, était — nous l'avons vu — le proche parent de Maurice Herbette, dont le rôle important, au Quai d'Orsay, est bien connu.

été péniblement surpris quand l'ingratitude et la lâcheté de ceux qui auraient dû le défendre lui ont enlevé le pouvoir. La France se devait d'effacer jusqu'à la dernière trace de cette abdication. Elle le fait en chargeant M. Delcassé d'une mission qui lui permettra d'exercer la plus utile influence sur sa politique extérieure. Et l'on s'en est si vivement réjoui à Saint-Pétersbourg, que M. Sasonoff a annoncé le choix de M. Delcassé à Londres le jour même où il télégraphiait à Paris l'acceptation de ce choix par l'empereur... »

L'article de M. Jean Herbette était suivi des informations suivantes, signées de Marcel Hutin :

Comment M. Delcassé a été nommé ambassadeur de Russie.

« M. Poincaré, nommé Président de la République, n'a pas désespéré d'obtenir de M. Delcassé le sacrifice de ses intérêts personnels et de ses soucis de famille en ne considérant que son devoir de patriote et d'homme d'Etat attaché, avant tout, à la grandeur du pays et à son prestige à l'étranger.

« C'est le 7 février... que M. Jonnart (1) insista pour que l'ancien ministre de la Marine acceptât d'aller à Saint-Pétersbourg... Mais, M. Poincaré... M. Briand... M. Jonnart... et d'autres ministres, comme M. Louis Barthou,

(1) M. Jonnart était Ministre des Affaires Etrangères.

dans des conversations particulières, mirent tant de chaleur à convaincre M. Delcassé que, cédant à de si vives sollicitations, il consentit à laisser demander l'agrément de l'empereur Nicolas II pour sa nomination...

« Bref, c'est avec une véritable satisfaction que le gouvernement impérial de Russie a ratifié le choix du gouvernement français et, sollicité, lundi dernier, l'agrément de l'empereur Nicolas II a été télégraphié mercredi soir, à Paris, dans des conditions de rapidité telles qu'elles se passent de tout commentaire... »

Et l'article se termine — comme il est de règle à cette époque — par un appel au rétablissement de la loi de trois ans (1).

(1) Dès cette époque, la campagne est commencée dans la presque totalité de la presse et à grand orchestre pour la loi de trois ans, et les hommes sensés et clairvoyants, Jaurès et le commandant Rossel (Capitaine Gérard) en tête, qui, tous les jours, la combattent, réclamant l'armement des réserves, sont insultés et dénoncés comme des traîtres.

Il a fallu la guerre — et quinze millions de morts, hélas ! — pour ouvrir les yeux de ceux qui ne sont pas, incurablement, aveugles.

Parmi les témoignages les plus caractéristiques de ceux qui ont libéré leur conscience, je citerai celui de M. Messimy, général pendant la guerre, que nos grands patriotes » eux-mêmes, ne pourront pas suspecter.

Devant la commission d'enquête de la Chambre, en 1919, il a déclaré : « Nous nous sommes trompés dans l'affirmation que l'offensive à outrance, dans toutes les circonstances, en tout temps, en tous lieux, tactiquement comme stratégiquement, résolvait tous les problèmes... Il est hors de doute que le commandement français, en 1912 et 1913, n'a pas voulu l'emploi des réserves. C'est une faute lourde, il faut le déclarer nettement. L'état-major a préféré recourir à

Ce qui frappe le plus dans l'article d'Herbette, aussi bien que dans les commentaires de Marcel Hutin, c'est la constatation que l'initiative de la mesure qui introduit M. Delcassé à Saint-Pétersbourg revient entièrement au nouveau Président de la République et que, d'autre part, le gouvernement russe a mis, à annoncer son agrément à Paris et la nouvelle à Londres, un empressement tel, une hâte si anormale — *L'Echo de Paris* y insiste — que la mesure paraît avoir été prévue et concertée longtemps à l'avance.

Nous concluerons de là, dès maintenant — et certains commentaires de la presse contemporaine nous y invitent — que M. Poincaré, de même qu'il aurait eu le bénéfice d'une ambassade Delcassé, œuvre de concorde et de paix, portera, sur ses épaules, la lourde responsabilité d'une ambassade Delcassé conduisant à la guerre !

Mais ce qui est caractéristique au plus haut point, dans les lignes publiées par *L'Echo de Paris*, et ce qui nous intéresse, par dessus

une solution simpliste qui a été la loi de trois ans, et que personne ne défendrait aujourd'hui, en présence de l'enseignement de la guerre... »

Personne, c'est peut-être beaucoup dire, car j'ai vu flamboyer, récemment, à Strasbourg, les retraites militaires qui sont peut-être le meilleur article du programme d'avant-guerre de M. Millerand et, donc, M. Barthou n'a peut-être pas abandonné le sien... Mais, tout de même, l'aveu de Messimy est significatif et bien fait pour ouvrir les yeux de tout homme de bonne foi.

tout, c'est qu'à l'annonce de la mission confiée à M. Delcassé, *le nom de celui qu'il va remplacer à Saint-Pétersbourg, de l'ambassadeur de France Georges Louis n'est pas même prononcé !*

Il y a là, véritablement, pour celui surtout qui a suivi et retenu les événements du mois de mai 1912, un mystère particulièrement troublant !

Voici que le journal même qui avait dénoncé à l'opinion publique — avec quelle émotion, quelle indignation, on s'en souvient — la mesure prise, au mois de mai, contre l'ambassadeur Georges Louis, ne trouve même plus utile, quelques mois plus tard, lorsque cette même mesure est annoncée — et cette fois définitivement — de rappeler seulement le nom de l'homme qui voit se terminer, par une décision aussi brutale, une carrière à laquelle toute la presse a rendu justice !

Et le plus curieux, c'est que cette presse tout entière, sauf quelques rares exceptions que je signalerai, suit le même chemin et *ne prononce même pas le nom de Georges Louis.*

Il y a là — je le répète — un mystère extrêmement troublant et qui, non seulement n'a jamais été éclairci, mais n'a même jamais été signalé. L'étude que j'ai entreprise aurait déjà porté ses fruits si, seulement, elle faisait venir au jour quelques indications permettant de savoir *pourquoi la presse française et*

même étrangère, qui avait fait si grand bruit, en mai, autour du départ possible de M. Georges Louis, ne s'intéressait plus, en aucune façon, en février, à son rappel de Saint-Pétersbourg.

Les commentaires de Jaurès traduisent, de façon évidente, le trouble et l'inquiétude qui l'ont saisi, à l'annonce de l'envoi, à Saint-Pétersbourg, dans les circonstances présentes, de l'homme dont le nom seul sonne comme la charge contre « l'ennemi héréditaire » et l'on sent que le grand ami de la paix n'a d'autre souci que d'atténuer, dans la mesure où il lui sera possible, l'effet produit, sur l'opinion publique de la France et du monde, par le premier acte politique du nouveau Président de la République. Dans *l'Humanité* du 21 février, il écrit, commentant à la fois le message inaugural de M. Poincaré et la mesure prise quant à notre ambassadeur en Russie :

Message et ambassade

« Un message inaugural du Président de la République, l'ambassade de M. Delcassé à Saint-Pétersbourg : voilà une journée chargée et qui, cependant, ne sera pas, je crois, d'un grand poids dans l'histoire.

« Le message a été modéré de ton et un peu incolore...

« Plus sensationnelle a été l'annonce imprévue de l'ambassade de M. Delcassé à Saint-

Pétersbourg... Il est peu probable que M. Poincaré ait voulu marquer par là la direction de sa Présidence. Je ne crois pas qu'il ait voulu dire à la France et à l'Europe : « Moi, je suis le livre obscur et M. Delcassé est le flambeau. Lisez mes pensées à cette lumière. » J'espère pour lui qu'il n'est ni assez modeste ni assez imprudent pour avoir mis délibérément son message sous cette clarté... »

Jaurès essaye de montrer ensuite qu'il ne faut pas « prendre au tragique cette nomination », que si M. Delcassé « aggravait la tension européenne, c'est sur la tête de M. Poincaré que pèserait la responsabilité formidable. »

Il ajoute : « Ce qui me rassure un peu... c'est que cette combinaison diplomatique correspond à des combinaisons de politique intérieure qui n'ont rien de tragique. »

Et il termine : « Hélas ! comme nous savons peu de choses des événements même qui s'accomplissent sous nos yeux ! Et comme il est terrible de se dire que le destin des peuples et la guerre et la paix peuvent dépendre, dans le désordre des jours présents, de décisions dont le sens nous échappe et qui n'ont peut-être pas de sens ! »

Comme la clairvoyante inquiétude apparaît bien à travers ces lignes où Jaurès tente, malgré l'angoisse qui lui étreint le cœur, de rassurer l'opinion et de pallier les conséquences du geste théâtral dont Poincaré a voulu faire

le premier de sa magistrature ! Pauvre bon Jaurès ! Comme on sent bien le sens dangereux qu'il attache à la décision qui vient d'être prise et qu'il s'évertue — peut-être pour s'illusionner, un instant lui-même, — à espérer n'avoir peut-être pas de sens du tout !

Quel contraste avec l'attitude d'un *Echo de Paris* claironnant, sous la plume de Jean Herbet, que cette « nomination fait honneur au Président dont elle illustre le message... » !

Quel contraste avec l'attitude de l'ensemble de la presse, empoisonnée, depuis de longs mois, par le chauvinisme et qui exultait tel *Le Gaulois*, écrivant, sous la plume d'Arthur Meyer : « Dans ce premier Conseil, présidé, hier matin, par M. Poincaré, le nouveau Président a signé la nomination de M. Delcassé comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg.

« Voilà un acte. Il a précédé la parole : toute sa signification lui vient de là... »

Telle *L'Autorité*, affirmant :

« En tous cas, plus heureux que son prédécesseur, M. Delcassé est sûr de rencontrer, à St-Pétersbourg, un accueil chaleureux... » !
(1).

(1) Nous trouvons ici une des rares allusions, dans la presse, à Monsieur Georges Louis, l'ambassadeur évincé. Encore n'est-il pas nommé.

La seule que j'aie relevée, en dehors de celle-ci, est celle de *l'Action Française*. Dans son bulletin politique quotidien, Maurras s'exprime ainsi : « Depuis M. de Montebello, plusieurs titulaires s'y sont usés. En désespoir de cause, M. Georges Louis, le diplomate

Mais, la décision prise par le Président de la République est si évidemment inquiétante que, sans le faire aussi nettement que Jaurès, certains organes — même de la presse nationaliste — ne croient pas pouvoir s'abstenir de formuler quelques réserves. C'est ainsi que *L'Eclair*, sous la plume de Judet, (1) écrivait :

« Il semble bien que M. Poincaré a compris ainsi les responsabilités de sa haute magistrature ; il n'a pas craint de prendre à son compte la politique qu'il a définie dans son message, dont il a l'intelligence et la garde.

« Sans préciser l'importance des sacrifices dont il enseigne l'urgence, il a raison de prononcer quelques paroles fières qui conviennent au tempérament de ses concitoyens et à leur légitime espoir ; tout au plus estimerons-nous inutiles les mots de *défi* et d'*humilia-*

le plus « fort » que nous eussions, paraît-il, au Quai d'Orsay, avait été envoyé là-bas. Quelles intrigues, quelles considérations ont pu lui rendre le séjour impossible, nous ne le rechercherons pas... »

Maurras, à son habitude, prend prétexte de l'événement pour souligner le manque de logique et de suite dans les idées de la diplomatie de la République. Mais, il est permis de se demander pour quelle raison il renonce, avec tant de discrétion, à approfondir les « intrigues » qu'il dénonce et — cette fois — semble-t-il, avec juste raison. On peut se demander s'il ne craint pas de rencontrer, à l'origine de la mesure prise contre l'ambassadeur Georges Louis, les théories et les méthodes du « nationalisme intégral », qui sont précisément celles de ces Messieurs de l'*Action Française*.

(1) Les admirateurs de Poincaré verront peut-être là une autre preuve, avant la lettre, de la trahison (?) de Judet !

tion (1) qui n'ont, nous le souhaitons, du moins, à l'heure actuelle, aucune raison d'être; il vaut mieux que le plus haut représentant de l'Etat les réserve pour des cas exceptionnels...

Le soin, la culture et l'emploi pratique de l'alliance justifient toutes nos préoccupations : à Saint-Pétersbourg, il convient de ne pas précipiter les combinaisons téméraires... »

La deuxième phrase est caractéristique de l'état d'esprit du signataire de ces lignes en face du remplacement de l'ambassadeur Georges Louis par M. Delcassé et montre bien le danger qu'il aperçoit sous la décision prise par le Président de la République.

Ce danger — dont la Bourse de Berlin, fléchissant, sur la seule nouvelle de la nomination de M. Delcassé à Saint-Pétersbourg, soulignait l'évidence — il était, bien entendu, aperçu et dénoncé par la presse étrangère de tous les pays :

Le *Daily Chronicle* écrivait :

« Dans la nomination de M. Delcassé apparaît le symptôme des dangers que la France doit éviter. L'expérience n'est pas sans ris-

(1) Allusion aux paroles suivantes du message inaugural de Poincaré : « ... La Paix ne se décrète pas par la volonté d'une seule puissance, et jamais l'adage que nous a légué l'antiquité n'a été plus vrai qu'aujourd'hui; il n'est possible à un peuple d'être efficacement pacifique qu'à la condition d'être toujours prêt à la guerre. Une France diminuée, une France exposée, par sa faute, à des défis ou à des humiliations, ne serait plus la France. (*Applaudissements au centre, sur divers bancs à gauche et à droite...*) »

ques ; à moins que M. Delcassé n'ait été instruit par son passé, il peut trouver, à Saint-Pétersbourg, des occasions de faire du mal. S'il suit le sentier de la sagesse, il a une fermeté et une personnalité qui renforceront la Triple Entente. Il est clair que le nouveau Président est déterminé à diriger vigoureusement la politique française.

« Dans son message, il souligne trop fortement peut-être les pouvoirs qui appartiennent à l'Exécutif (1). Le trait le plus suspect de toute l'affaire, c'est la célérité avec laquelle les autorités militaires ont mis en avant des projets de renforcement de l'armée... »

Et la *Westminster Gazette*, parlant de Delcassé, écrivait :

« ... Les événements ont fait de lui l'homme représentatif de la discorde franco-allemande mais la question marocaine est close et une occasion s'offre à lui de servir son pays. »

Il fallait bien dorer la pilule à l'opinion

(1) Allusion à un autre passage du message inaugural de Poincaré qui est le suivant :

« ... L'amoindrissement du Pouvoir Exécutif n'est ni dans les vœux des Chambres ni dans ceux du pays. Sans un Pouvoir Exécutif ferme et clairvoyant, le bon fonctionnement des services administratifs risquerait vite d'être compromis... C'est à lui [au gouvernement] d'être, pour l'opinion, aux heures graves, un guide et un conseiller... »

Il n'est pas sans intérêt de faire remarquer que les vues de M. Poincaré, qui inquiétaient le *Daily Chronicle*, concernant le Pouvoir Exécutif, n'ont pas changé depuis la guerre, à en juger par les derniers écrits de l'ancien Président de la République.

publique à l'aide de quelques « mais » ou de quelques « si » ! Mais, véritablement, « l'homme représentatif de la discorde franco-allemande », pouvait difficilement passer pour un heureux choix comme ambassadeur en Russie ! Et le malheur est que la *Westminster Gazette* ne portait pas là un jugement outrancier, le moins du monde !

Qu'on le voulût ou non, M. Delcassé était, de notoriété publique, et avec juste raison — depuis sa chute du pouvoir, le 6 juin 1905, à la suite des événements qui avaient précédé et suivi le débarquement de Guillaume II à Tanger (31 mars 1905) — la bête noire de l'Allemagne (1).

Les commentaires de toute la presse libérale

(1) La réputation de chauvinisme et de germanophobie de Delcassé était si bien établie que la presse conservatrice et patriote, elle-même, ne la nie pas. Sous la plume de Léon Bailby, dans l'*Intransigeant* du 29 septembre 1920, je trouve ces lignes, concernant Delcassé :

« ... Ce ministre prit, naturellement, le contre-pied de la politique de son prédécesseur. Par esprit de contradiction peut-être et aussi, on veut le croire, par conviction personnelle. Il commença par montrer le poing à l'Allemagne...

« Le ministre de Fachoda tomba, mais revint plus tard aux affaires. Il reprit sa marotte qui consistait, non pas à tenir tête à l'Allemagne avec une ferme dignité, mais à la narguer, à exciter, cherchant on ne sait quel incident... tant et si bien qu'on se réveilla avec l'affaire de Tanger. La guerre ? Oui, ce pouvait être la guerre ?... »

Delcassé avait failli déclencher la guerre en 1905 : Était-ce donc là une raison pour le rappeler au gouvernement, en ces premiers jours de 1913, où tant de sombres nuages, précurseurs de la tempête, étaient accumulés sur l'Europe ?

et radicale de Grande-Bretagne étaient à l'unisson et, par exemple, les *Daily News*, le *Manchester Guardian*, la *Nation*, dont *L'Echo de Paris* affirmait, pour diminuer l'impression produite, qu' « ils n'ont d'influence que sur des classes de lecteurs très spéciaux. »

Plût au ciel, faisons-le remarquer en passant, que ces « lecteurs très spéciaux » eussent été plus nombreux, dans tous les pays du monde ! Moins de morts silencieux — et déjà oubliés, hélas ! — dormiraient, aujourd'hui, épars sous la terre, d'un bout à l'autre de l'Europe !

Les commentaires de la presse allemande furent modérés, sauf dans le *Courrier de la Bourse*, qui ne craignait pas d'affirmer :

« La nomination de M. Delcassé est une aggravation sensible de la situation. Ce ne serait pas être excessivement pessimiste que de voir dans cette démarche du gouvernement français une certaine intention dirigée contre l'Allemagne. Il est caractéristique que cette nouvelle ait provoqué une dépression à la Bourse de Berlin. »

A Vienne, où la politique de M. Iswolsky était encore plus surveillée qu'à Berlin, à cause de son antagonisme avec d'Ærenthal, la *Zeit* s'exprimait ainsi :

« Cette nomination est l'œuvre de M. Iswolsky, qui jouit d'une situation exceptionnelle et toute puissante à Paris... L'Allemagne

et l'Autriche n'ont rien d'agréable à attendre de ce changement d'ambassadeur. »

La Mittag Zeitung :

« Le tsar qui admet à sa cour le plus rusé politicien de France, n'est pas un empereur pacifique. »

Le Volksblatt :

« Un représentant convaincu de la politique de M. Iswolsky entre maintenant à l'ambassade de France à Saint-Pétersbourg. »

En Russie, bien entendu, la presse, attentive à faire sa cour au gouvernement, applaudissait, dans son ensemble, et soulignait le geste de M. Poincaré. La *Rousskaïa Molva*, par exemple, écrivait :

« La nomination de M. Delcassé est un effet de la large initiative de M. Poincaré en matière internationale, initiative qui continuera ses bienfaisants effets même après sa nomination à la présidence. »

Paroles qui résonnent de façon sinistre, lorsque la triste expérience de ces dernières nous montre ce que le septennat de Poincaré a apporté à la France et au monde, en fait de « bienfaisants effets » !

En Italie, la brutale réapparition de M. Delcassé au premier plan de la scène internationale fit aussi une grande impression. C'est ainsi que *L'Echo de Paris* publiait, le 21 février, la dépêche suivante, datée de Rome :

« La nomination de M. Delcassé comme am-

bassadeur à Saint-Pétersbourg a produit, ici, dans les cercles politiques, une grande impression; on la considère comme une preuve que la Russie et la France sont résolues à imprimer une nouvelle vigueur à l'alliance franco-russe et à lui faire jouer un rôle décisif dans les événements actuels.

« C'est donc là, croit-on, une affirmation de la Triple Entente en face de la Triple Alliance. »

La dernière phrase est bien caractéristique de la lourde faute commise par le nouveau Président de la République. Elle résume admirablement la situation : dans le remplacement du pacifique Georges Louis par Delcassé, chacun voit une « affirmation de la Triple-Entente en face de la Triple-Alliance » ! C'est un de ces « *quos ego* », un de ces appels du pied que nous dénonçons avec tant de véhémence — et tant de justesse — lorsqu'ils émanent de l'un de nos adversaires, mais que, malheureusement, notre grande presse accueille avec complaisance lorsqu'ils résonnent de ce côté-ci des frontières. Quant au peuple, dans son inertie, dans son apathie — lâcheté et, plus encore, il faut l'espérer, ignorance ! — il laisse faire et même, intoxiqué, empoisonné par les vieux mensonges qui continuent, il bat des mains et aboie avec la meute !

Mais, il a payé si cher les rodomontades de quelques agités et de trop d'ambitieux, que,

désormais — il faut l'espérer — il voudra suivre et contrôler la politique extérieure du pays. Sinon, la cruelle expérience aurait été subie en vain : nous sommes quelques-uns à ne pas le vouloir et à travailler pour que survivent au drame le souvenir et la leçon !

Bref, le geste initial du nouveau Président de la République, au lieu d'inspirer confiance à l'Europe et de marquer un pas vers la détente et la paix, semait partout l'inquiétude et la méfiance.

Le contraste entre ce geste et celui qu'aurait dû faire, en de pareilles circonstances, un chef d'Etat clairvoyant et pacifique, était marqué de façon saisissante, dans un article des *Droits de l'Homme*, par Paul-Hyacinthe Loyson (qui, lui aussi, depuis... !)

« Au lendemain de cette alerte, écrivait-il, il faudra enfin nous décider à traiter loyalement avec l'Allemagne. Un des Français les plus courageux, Jules Ferry, malgré 1870, déclarait que l'Allemagne et la France sont les deux « alliées naturelles »... Si nous avons, comme on nous le chante un Nestor à la tête du gouvernement, ce n'est pas à Saint-Pétersbourg, c'est à Berlin qu'il eût envoyé l'homme de génie. Celui-là, toute l'Europe l'attend et l'Humanité tout entière. Il dénouerait le vieux nœud gordien que les deux Bonaparte et Bismarck — ces scélérats de la même famille — ont serré autour du cou de l'histoire et qui

menace de l'étrangler. Il serait le Napoléon de la Paix ».

A lire ces phrases, on ne voit pas bien si c'est à la Présidence de la République, comme l'indiquerait une syntaxe rigoureuse, ou à l'ambassade de Berlin, comme le préférerait peut-être le bon sens, que l'auteur aurait voulu voir placer le « Napoléon de la Paix », vainqueur du nœud gordien. Ce qu'il y a de certain c'est que, si l'un ou l'autre des deux hommes qui occupaient ces hautes fonctions, en ce commencement de 1913, a mérité un surnom, celui-ci, loin de parler de Paix, ne peut comporter que le mot Guerre, et, peut-être, à l'heure où nous sommes, n'en sont-ils pas plus fiers ni plus rassurés — au fond d'eux-mêmes !

L'un, Delcassé, a disparu de la scène politique, comme attiré au fond d'une trappe, depuis le jour où l'expédition de Salonique, qu'il avait combattue avec Clemenceau, a triomphé et l'on peut se demander si, dans cet effacement, qui ressemble tant à un suicide, il n'y a pas un autre remords !

L'autre, Poincaré, fait parler de lui autant que le premier se laisse ignorer. Il n'est pas un jour où un grand quotidien ou une revue ne nous apportent ses vues sur les grandes questions du moment. La seule possibilité d'une vacance du fauteuil de la Présidence de la République lui a dicté une manifestation

tendant à montrer qu'il est toujours en France l'homme nécessaire, l'homme désiré..., mais chacun ne sait-il pas qu'une agitation fébrile et brouillonne, des manifestations retentissantes, ne sont pas toujours l'indice d'une grande tranquillité foncière et d'une conscience à l'abri de tout reproche ?

Le 26 février, l'*Echo de Paris*, publiant la lettre autographe qui venait d'être remise à M. Poincaré, en grande pompe, de la part de Nicolas II, prenait soin de préciser, une fois de plus, que la politique extérieure de la France, à cette époque, était, entièrement, l'œuvre du nouveau Président de la République :

« ... Notre pays n'oubliera pas non plus, écrivait-il, que la lettre impériale s'adresse personnellement au Président de la République. C'est à l'œuvre de M. Poincaré, c'est à la politique qu'il incarne que nous devons cet incomparable réconfort... »

En même temps que la lettre de Nicolas II, M. Poincaré se vit remettre la grand'croix de l'ordre de Saint-André, par le comte Iswolsky, et le baron Schilling, spécialement délégué par le Tsar, et il ne me paraît pas inutile de rappeler ici quelques-unes des paroles adressées au comte Iswolsky par le nouveau chef de l'Etat :

« Il m'est agréable, disait-il (1), que Sa Ma-

(1) Voir l'*Echo de Paris* du 26 février 1913.

jesté ait envoyé auprès de moi le baron Schilling, que j'ai été heureux de rencontrer récemment à Saint-Pétersbourg, et qu'elle vous ait choisi vous-même comme interprète, vous avec qui j'ai entretenu, pendant plus d'un an, des relations quotidiennes... »

Qu'il nous soit permis d'insister sur ce que ces « relations quotidiennes » entre le chef du gouvernement et un ambassadeur avaient d'exceptionnel et même d'anormal, surtout dans les circonstances du moment, et de faire remarquer que cette phrase a, pour nous, une autre valeur qu'une simple formule de style. Nous avons, en effet, des raisons de penser — on l'a vu ici — que les « relations quotidiennes » de M. Poincaré avec le comte Iswolsky étaient bien loin d'être celles de deux hommes d'Etat dont les vues politiques se heurtent, et nous en revenons toujours à la même question : *Poincaré, au cours des années 1912, 1913, 1914, a-t-il été l'homme de la politique du comte Iswolsky, ambassadeur de Russie en France, contre la politique de M. Georges Louis, ambassadeur de France en Russie ?*

Georges Louis disparaît de la scène politique.

Conclusion.

Le 20 mars 1913 (1), alors qu'on commençait à se demander pourquoi il n'avait pas encore rejoint son poste, la presse annonça le départ de M. Delcassé pour Saint-Petersbourg.

M. Georges Louis, lui, rentrait à Paris le 24.

Déjà se manifestaient les effets de la politique extérieure française se mettant, aveuglément, sous l'influence du comte Iswolsky, à la disposition du gouvernement russe.

C'est ainsi que la prise d'Andrinople par les Bulgares était une occasion, pour les panslavistes, de manifester bruyamment en Russie : à la Douma, présidée par Rodzianko, des manifestations chauvines violentes se produisirent, aux cris de : « C'est Constantinople qu'il nous faut ! », contre lesquelles, seuls, les socialistes, Tcheidze en tête, protestèrent.

Et, bien entendu, chaque manifestation nationaliste, du côté Triple-Entente avait sa répercussion du côté Triple-Alliance et les erreurs et les fautes de nos chauvins étaient, tout naturellement exploitées, à leur profit, par les chauvins d'en face : éternel jeu de raquette des soi-disant « patriotes » de

(1) La veille (19 mars), le ministère Briand vient de tomber, renversé par le Sénat qui ne veut pas de la réforme électorale. Il ne semble pas, jusqu'ici, qu'il faille voir là autre chose qu'une coïncidence,

tous pays qui, sous prétexte de défendre leurs patries respectives, se renvoient, les uns aux autres, des armes pour les mieux assassiner !

Le 8 avril, la presse publiait un discours prononcé au Reichstag par le chancelier Bethmann-Hollweg, dans lequel je relève les paroles suivantes :

« ... De l'autre côté des Vosges, toute une littérature chauvine a pris naissance qui, en faisant l'éloge de l'armée, la compare à l'armée allemande.

« On fait du tapage autour de la supériorité de l'artillerie française, sur l'avance de l'aviation française, sur la meilleure éducation du soldat français. D'avance, on voit nos campagnes submergées sous les flots de la cavalerie et de l'infanterie russes.

« Les Français, avec leur tempérament vif, ont vu, dans les défaites turques de Kirk-Kilissé et de Lule-Bourgas, des défaites allemandes, des victoires des instructeurs français sur les instructeurs allemands.

« D'avance, on escompte l'appui des Etats Balkaniques, celui des Alsaciens-Lorrains. Dans son illusion, la France a déjà gagné la guerre...

« L'Allemagne augmente ses effectifs, non parce qu'elle veut la guerre, mais parce qu'elle veut la paix et parce qu'en cas de guerre, elle veut vaincre... »

Quelle différence peut-on bien trouver entre la dernière phrase et celle du discours inaugural de Poincaré : « ... Il n'est possible à un peuple d'être efficacement pacifique qu'à la condition d'être toujours prêt à la guerre... ? » C'est toujours, partout, le même système : préparer la guerre en accusant le voisin de vouloir la faire.

Nous savons hélas ! par expérience, où de pareilles méthodes conduisent : nous n'en voulons plus.

Déjà avant la guerre, il était un parti qui les jugeait à leur valeur et les dénonçait : c'était le parti socialiste.

Marcel Sembat (qui, depuis, lui aussi... !), écrivait, dans l'*Humanité* du 9 avril, au sujet du discours du chancelier :

« Hé quoi ! il est impossible, parce que des nations nouvelles se forment dans les Balkans, il est impossible parce que la Serbie, la Bulgarie et la Grèce vont grandir aux dépens de la Turquie, il est impossible de garantir l'équilibre autrement qu'en exagérant la rivalité des armements ? Deux grands peuples civilisés, l'Allemagne et la France, ne sauraient découvrir d'autre moyen d'assurer leur bon voisinage que d'affûter leurs couteaux, de faire briller leurs lames aiguisées de frais et d'acheter, à grand étalage, une bonne provision d'armes neuves ?

« Chacune jure, pendant ce temps, qu'elle

est attachée à la paix !

« ... Mais, comment cette évidence [du désir de paix de la France] pourrait-elle s'imposer quand nos alliés, les Slaves, hurlent à la guerre dans les rues de Saint-Pétersbourg, quand le correspondant du *Daily Telegraph*, le Dr Dillon, déclare que le groupe des panslavistes est demeuré le maître et le guide de la Russie, qu'il est la Russie elle-même et que tous les hommes politiques de Russie sont absorbés par la lutte du Slave contre le Teuton ?

« La lutte du Slave contre le Teuton ! phrases détestables et meurtrières que le chancelier allemand dénonce avec raison !... Mais, si ce conflit éclatait, je demande pourquoi nous prendrions le parti du Slave contre le Teuton ? C'est, disent les nationalistes, que le Teuton nous menace et que le Slave nous défend.

« Dites donc la vérité ! Vous ne pardonnez pas aux Allemands d'avoir été vos vainqueurs en 1870 et vous comptez sur les Slaves, fût-ce malgré les Slaves, pour prendre votre revanche ! (1).

(1) On affirme souvent, chez nous, que l'idée de revanche n'existait pour ainsi dire pas en France, avant la guerre ; mais, nous savons bien ce qu'il en était et, certains aveux, échappés à nos chauvins, viendraient, s'il en était besoin, nous rappeler à la réalité : le général de Castelnau ne parlait-il pas, dans un discours récent, de l'esprit de revanche qui contribua à notre victoire (1) ?

Inutile d'ajouter que ceux qui demandaient, chez nous, la revanche, sont, actuellement, les premiers à

« Sentiment très humain, trop humain ! Mais, alors, pourquoi parler toujours de votre amour de la paix ? Le jour où vous aimerez vraiment la paix, vous savez bien que l'entente franco-allemande, ce jour-là sera faite ! et la paix européenne, édifiée sur une base solide, sur la seule base inébranlable ! »

Une fois de plus, c'est par la voix d'un socialiste que s'exprime celle de la raison et de la sagesse. Si de pareils appels (1), si de pareils avertissements avaient été entendus, nul doute que la catastrophe, dont nous ne sommes pas sortis encore, ait pu être retardée et, alors — qui sait ? — peut-être évitée !

Malheureusement, de telles voix n'avaient aucune chance de se faire écouter, à une époque où les passions chauvines — un moment assoupies en France, — étaient en pleine recrudescence, ainsi que l'indiquait, dans le discours que nous venons de citer, M. de Bethmann-Hollweg, un homme pour lequel nous n'avons aucune sympathie, au contraire, mais dont il faut bien savoir reconnaître,

s'indigner contre les revanchards allemands d'aujourd'hui. L'inconsistance de leur doctrine est telle qu'ils en sont réduits à dénoncer constamment chez autrui, ce qu'ils prônent chez eux, tous les jours.

(1) Sembat demandait aux gouvernements capitalistes de ne pas mentir : Autant leur demander d'avouer leur injustice foncière et leur impuissance. Ils ne l'ont pas fait en 1913, ils ne le feront pas davantage en 1920 ou plus tard, si les peuples ne les y obligent !

comme pour tout autre, le cas échéant, qu'il dit la vérité.

Pour ceux qui douteraient encore de l'influence néfaste et malheureusement trop réelle, de la politique des Poincaré, des Millerand, des Barthou et *tutti quanti*, sur la mentalité publique, en France, en cette période si émouvante et si décisive du printemps 1913, nous rappellerons que, dans les archives diplomatiques de Bruxelles, il a été découvert, par les Allemands, au cours de la guerre, des lettres et rapports qu'ils ont publiés (1), émanant du ministre de Belgique à Paris, le baron Guillaume, — documents dans lesquels un témoin, bien placé pour voir et juger, un témoin qu'on ne suspectera pas de parti-pris contre notre pays, situe et dénonce clairement le danger.

Le 14 février, à la veille du jour où Poincaré allait faire son entrée à l'Elysée et prononcer le discours inaugural dont nous avons parlé

(1) La guerre a eu — il faut le reconnaître — l'heureux résultat de faire sortir du secret où les gouvernements les maintenaient prudemment, quelques-uns des documents qui établissent les tractations éhontées dont les peuples devaient être les victimes : les Bolcheviks, par exemple, auront eu, au moins ce mérite, de mettre au jour les traités secrets franco-russes, signés encore au cours de la guerre, en 1915 et 1916.

Le jour où ces procédés de diplomatie au grand jour se généraliseront, où les peuples seront informés de ce qui constitue la trame même de leur existence et met en jeu leur chair et leur sang, nul doute qu'il n'y ait quelque chose de changé dans le monde et dans un sens que bien peu regretteront !

à maintes reprises, le baron Guillaume écrivait, à son sujet :

« ... Cette popularité est faite de divers éléments : son élection avait été habilement préparée. On lui sait gré d'avoir, au cours de son ministère, manœuvré assez adroitement pour mettre la France en évidence dans le concert européen. Il a eu quelques mots heureux et qui ont fait impression. [*Nous avons vu, dans quel sens, ces mots étaient heureux et à quoi ils ont servi !*] Mais il faut y voir, tout d'abord, une manifestation de ce vieux chauvinisme français, qui s'était éclipsé depuis de longues années, mais a repris force depuis les incidents d'Agadir.

« M. Poincaré est lorrain et ne manque aucune occasion de le rappeler ; il fut le collaborateur et l'instigateur de la politique militariste de M. Millerand ; le premier mot enfin qu'il ait prononcé, au moment même où il apprit son élection à la Présidence de la République, fut la promesse de veiller au maintien de tous les éléments de la défense nationale. »

Quelques jours plus tard, le 3 mars, dans une autre lettre, le ministre de Belgique constatait que le sentiment public français « devient chaque jour plus défiant et plus chauvin ». « On ne rencontre, écrivait-il, que gens qui vous assurent qu'une guerre prochaine avec l'Allemagne est certaine, fatale. On le

regrette, mais on s'y résout. On demande le vote immédiat et presque d'acclamation de toute mesure capable d'accroître la puissance défensive de la France. Les plus raisonnables soutiennent qu'il faut s'armer jusqu'aux dents pour effrayer l'adversaire et empêcher la guerre. »

Dans un rapport daté du 12 juin, il insistait encore : « Les charges de la nouvelle loi seront tellement lourdes pour la population, les dépenses qu'elle entraînera seront tellement exorbitantes, que le pays protestera bientôt et la France se trouvera devant ce dilemme : une abdication qu'elle ne pourra souffrir ou la guerre à brève échéance. La responsabilité de ceux qui ont entraîné la nation dans cette situation sera lourde... »

« La propagande en faveur de la loi de trois ans, destinée à amener un réveil du chauvinisme a été admirablement bien préparée et menée. Elle a commencé par servir à l'élection de M. Poincaré à la Présidence de la République (1); elle poursuit, aujourd'hui, son œuvre, sans souci des dangers qu'elle fait naître; le malaise est grand dans le pays. »

Et, quelques mois plus tard, peu avant la guerre, le baron Guillaume écrivait encore (10 mai 1914), de Poincaré :

« ... Il est allé à Pétersbourg comme prési-

(1) Rappelons-nous la chanson populaire : « S'il a les mains petites, il a les poings carrés... »

dent du Conseil, il y retournera dans quelques mois comme Président de la République.

« Il y a envoyé récemment M. Delcassé, auquel il avait confié la mission de chercher, par tous les moyens, à exalter les bienfaits de l'alliance franco-russe et à amener le grand empire à accentuer ses préparatifs militaires. »

Ainsi, les jugements et les prévisions émis par les hommes les plus éloignés du socialisme, lorsqu'ils croyaient pouvoir reconnaître, dans le secret de leurs conversations diplomatiques, ce qu'ils dissimulaient soigneusement aux peuples — ces jugements et ces prévisions coïncidaient avec ceux que le parti socialiste formulait tous les jours, *urbi et orbi* : dès l'aube de cette année 1913, la France et l'Europe étaient entraînées sur le plan incliné et glissant que d'aucuns — aveugles ou intéressés, le saura-t-on jamais ? — avaient préparé minutieusement — sur ce plan incliné qui aboutissait à l'inexpiable catastrophe !

Cependant — nous l'avons dit — l'ambassadeur Georges Louis était renré à Paris, quelques jours seulement après le départ de celui qui devait le remplacer à Saint-Pétersbourg.

Après la succession des faits que nous avons retracés ici, nous ne perdrons pas notre temps en vaines suppositions sur les causes de son brusque remplacement, à l'ambassade de France en Russie : pour nous, *M. Georges*

Louis fut rappelé parce que ses conceptions étaient en opposition avec celles du comte Is-wolsky et parce que celui-ci était, alors, le grand animateur de la politique à Saint-Pétersbourg et hélas ! aussi à Paris.

Mais, comment se fait-il, dira-t-on, que M. Georges Louis, qui avait mis tant d'énergie et de fermeté à défendre sa situation, au mois de mai, se soit incliné, sans mot dire, au mois de février, car, de fait, rentré à Paris, l'ancien ambassadeur de Russie se confina dans une retraite absolue et ne tenta rien pour se défendre contre le coup qui le frappait ni pour l'expliquer à l'opinion publique ?

Du silence et de l'effacement de M. Georges Louis, bien des explications pourront être données : Il me suffit de savoir quel chemin avaient suivi la politique française et européenne, depuis le mois de mai, à quel point notre ambassadeur avait été écarté des conseils du gouvernement, pour comprendre l'impuissance à laquelle il était réduit et dont, vraisemblablement, il se rendait compte mieux que tout autre.

Aussi bien, la seule personne qualifiée pour nous renseigner sur cette douloureuse période d'une carrière à laquelle, je l'ai dit, chacun rendait hommage, était l'ambassadeur Georges Louis lui-même.

Malheureusement, il est mort pendant la

guerre (1), emporté prématurément, par les préoccupations et le chagrin — préoccupations et chagrin provenant, bien plus que de l'in-

(1) M. Georges Louis est mort, à Paris, le 7 avril 1917.

Bien que l'on fût en pleine guerre et à un moment particulièrement angoissant — à la veille de la triste offensive du 16 avril — l'événement ne passa pas inaperçu et la presse — chose curieuse ! — s'émut plus qu'au moment du rappel de notre ambassadeur en Russie.

L'Action Française, notamment, sous la signature de Maurras, écrivait le 8 avril : « Sa clairvoyance, son instinct des véritables intérêts français, feront rendre à Georges Louis une justice qu'il n'a peut-être pas connue de son vivant... On se demande comment ce passé, ce talent, cette autorité, ont été frondées si facilement par la haute société tsariste. Il sera très facile de faire la réponse. Elle est au bout de ma plume ; elle est sur les lèvres de tous mes lecteurs. Patience, les lèvres et les plumes se délieront ».

Que le vœu exprimé par Maurras, ce jour-là, se réalise enfin ! C'est là notre plus cher désir, en écrivant ces lignes !

Le Temps du 9 avril affirmait : « La France perd, en lui, un des hommes ayant la conception la plus saine de l'orientation de sa politique extérieure et de son rôle dans le monde ».

Et *l'Eclair*, du 10 avril, sous la plume de Judet, était encore plus catégorique, disant : « Grâce à la solidité de sa méthode, à la franchise de son programme et à sa clairvoyance du but dont il ne se détourna jamais, l'ambassadeur, dont la chute prématurée fut une véritable calamité pour la France et pour l'Europe, s'orienta du premier coup, à merveille... La fin de la brillante carrière de Georges Louis... : car elle s'est terminée par un subit rappel et une cruelle disgrâce qui fut retentissante autant que pénible pour les cœurs généreux, pour les intelligences au courant des intrigues comme des vilaines capitulations de l'ingratitude officielle ».

De pareils commentaires montrent bien que le rappel de Georges Louis avait été le résultat d'intrigues que nous voudrions connaître et que les initiés, dès ce moment, soupçonnaient s'ils ne les connaissaient pas.

justice subie, de l'inquiétude sur les conséquences et les suites qu'il avait prévues ! Et, plus malheureusement encore, peut-être, pour sa mémoire et pour notre instruction, car il était seul à connaître à fond l'histoire tragique de ces deux années de diplomatie secrète — plus malheureusement encore, ce silence gardé par Georges Louis, dans les derniers temps de sa vie, il a continué à régner par delà son tombeau !

Pas une ligne de la correspondance, pas une page de souvenirs de cet homme qui était l'ordre, la méthode et la franchise même, et qui avait tant d'intérêt à faire connaître la vérité, n'ont paru à l'heure où j'écris ces lignes : peut-être un jour serons-nous en mesure de sonder les causes de ce tragique silence, si — contrairement à notre plus cher désir — il n'a pas été rompu, à ce moment !

Mais, dès maintenant et sans plus attendre, j'ai pensé qu'il était bon de rappeler, en m'appuyant sur des documents qui sont à la portée de tous, une série de faits incontestables et incontestés dont le mystère, particulièrement troublant, n'a pas été jusqu'ici éclairci ni même, à ma connaissance, signalé à l'opinion.

Ces faits — je l'ai dit en commençant cette étude, comme je le répète en la terminant, — posent la question de savoir si *Poincaré*, au cours des années 1912, 1913, 1914 n'a pas été l'homme de la politique du comte Iswolsky,

ambassadeur de Russie à Paris, contre la politique de M. Georges Louis, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg ?

Poser la question — je l'ai dit — ce n'est pas la résoudre ; mais je n'aurai pas perdu mon temps si, comme je veux l'espérer, des précisions sont apportées — enfin ! — qui puissent nous éclairer définitivement, dans un sens ou dans l'autre. Alors, en effet, nous saurons si Monsieur Poincaré, qui, pour avoir, cette fois-ci, décliné la Présidence de la République (que personne ne lui avait encore offerte), n'a cependant pas renoncé à jouer un rôle, comme le prouvent les articles sentencieux et sermonneurs dont il nous favorise chaque jour, a été, pour la France, le « Mentor » clairvoyant que d'aucuns encensent, ou, au contraire, le mauvais génie auquel nous devons les ruines, les larmes et les deuils de ces années de grande misère.

Or, je le répète, il n'est pas indifférent de connaître les responsables, pour faire justice, d'une part, et aussi pour les montrer aux hommes, comme des exemples... à ne pas suivre : l'Humanité a tant souffert par la faute de quelques-uns, la multitude a tant payé pour leurs erreurs, et, quelquefois, pour leurs crimes, qu'à tout le moins, elle devra profiter de la triste expérience !

Toute notre ambition, en ces quelques lignes, est d'avoir apporté, en pleine sincérité, une

modeste pierre à l'édifice que sera, un jour — nous voulons l'espérer — l'histoire politique et diplomatique de la guerre... et puis, n'est-il pas naturel et juste, après tout, que les anciens combattants s'intéressent à la question de savoir par la faute de qui ils se sont fait casser la figure et, plus encore, cherchent tous les moyens d'éviter aux survivants indemnes et à leurs enfants de subir, à leur tour, pareille mésaventure ? S'ils abandonnaient ce soin aux gouvernants et à leurs historiographes officiels, ils auraient peu de chances de voir réaliser leurs vœux ; mais, le régime capitaliste international a précipité tant d'hommes dans la mêlée qu'il s'en trouvera bien un assez grand nombre, parmi les survivants, pour se mettre à l'œuvre et dresser le bilan des responsabilités ; l'histoire de la guerre de 1914 ne pourra pas être, comme toutes les précédentes, un monument dressé à l'imposture et au mensonge, un défi au bon sens et à la conscience humaine !

Villons-les-Buissons, ce 30 septembre 1920.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
Préface d'Henri BARBUSSE.....	3
Avant-Propos	9

PREMIÈRE PARTIE

L'Alerte de Mai 1912

Iswolsky et Georges Louis	15
Les Bruits avant-coureurs du Coup de Théâtre du 17 Mai.....	20
Le Coup de Théâtre du 17 Mai	22
Commentaires de Presse au lendemain du 17 Mai.....	43
Commentaires de la Presse étrangères..	61
Quelques hypothèses au sujet du Coup de Théâtre du 17 Mai 1912	66

DEUXIÈME PARTIE

Le Voyage de Poincaré en Russie en 1912.....	70
--	----

TROISIÈME PARTIE

Le Rappel de l'Ambassadeur Georges Louis

La Situation Européenne pendant la période de l'Election Présidentielle en France	91
L'Election Présidentielle.....	113
Le Rappel de Georges Louis.....	126
Georges Louis disparaît de la Scène politique. — Conclusion.....	147



LA COOTYPOGRAPHIE
Société Ouvrière d'Imprimerie
11, rue de Metz, Courbevoie

47448

LIBRARY

D
516
G7

Date Due

LIBRARY
UNIVERSITY OF PUGET SOUND
Tacoma, Washington



PRINTED IN U.S.A.

Collins Memorial Library

D516 .G7

Gouttenoire de Tour/Poincare a-t-il voul

uppa



3 5121 00137 1692